

Après la fin de non-recevoir du président Clinton

Le nouveau «défi américain»

ENTRE la Somalie et la crise haïtienne, Bill Clinton, recevant des cinéastes américains, s'est adressé aux Européens sur un sujet qu'il juge de première importance : la culture.

La culture, au sens le plus large, est un des premiers produits d'exportation des États-Unis, la source principale de leur influence. C'est un domaine où les créateurs américains rencontrent, d'un continent à l'autre, un écho et un succès. C'est donc un secteur stratégique, qui est représenté en 1992, aux dires du GATT, une somme globale de près de 300 milliards de dollars. M. Clinton, qui n'ignore rien de ces chiffres, sait aussi que le lobby hollywoodien l'a massivement soutenu tout au long de sa campagne présidentielle et que les grands patrons des majors n'ont jamais cessé de lui faire valoir leurs créances. Il a donc mis en garde les Européens : les États-Unis estiment inacceptable que leurs produits audiovisuels fassent l'objet de restrictions.

Bravement, la France mène la bataille des Européens pour obtenir une exception culturelle qui, au sein du GATT, soustrairait le cinéma et la télévision aux règles du libre-échange. Cette défense est utile. Mais elle risque d'être insuffisante. Face aux groupes de communication en voie de constitution aux États-Unis, il n'y a pas de quotas ou réglementations nationales qui fassent barrage aux images venues des États-Unis.

M. CLINTON pouvait parler avec assurance. La veille, Bell Atlantic, la quatrième compagnie de téléphone des États-Unis, s'était allié avec Telecommunications Inc., la plus grosse compagnie de production de programmes dont il ne dispose pas encore.

Parallèlement - ou celui formé par Tins Warner et la société de télévisions US West - est amené à contrôler des chaînes et des dizaines de chaînes, une bonne partie du marché de la vidéo et de l'électronique domestique. S'il s'associe avec un studio hollywoodien comme Paramount - ce dont il n'est pour le moment pas question -, il domnera toute la chaîne de production de l'audiovisuel.

HANDICAPÉS par leurs différences linguistiques et la faiblesse de leurs marchés nationaux, les Européens sont bel et bien confrontés à un nouveau défi américain.

Après les japonais Sony et Matsushita, qui ont pris respectivement le contrôle de Columbia et de Universal, les européens Bertelsmann et Philips-Polygram se sont engagés dans une stratégie d'acquisition ou d'investissement massif à Hollywood. C'est un premier pas. Mais il est vrai que, si les capitaux changent de nationalité, les produits restent aux normes américaines, c'est-à-dire, aujourd'hui, universelles.

M0146 - 1017 0 - 7.00 F



M. Mitterrand appuie l'attitude de M. Balladur sur le GATT

François Mitterrand a apporté son soutien aux efforts d'Edouard Balladur pour parvenir à un accord équilibré sur le GATT, en déclarant, samedi 16 octobre, au sommet des pays francophones, réuni dans l'île Maurice, qu'il ne serait pas possible d'aboutir à un accord mondial qui comporterait des clauses léonines, non écrites mais réelles, à savoir que tel ou tel

pays garderait le droit de s'abstraire de ses obligations et considérerait ses lois nationales comme supérieures aux lois internationales. Le premier ministre avait réaffirmé, vendredi, à Nantes, que la France est «ouverte à la discussion» et souhaite que cette dernière «aboutisse», a-t-il ajouté, «mais pas à n'importe quel prix».

COMMENTAIRE

Les jours les plus longs

QUINZE octobre - 15 décembre : dans ce délai, qui fixe le terme au-delà duquel la France sera soit isolée du reste du monde, soit réconciliée avec lui, Edouard Balladur joue probablement ce que l'on appelle, depuis Georges Pompidou, son destin national. Tout se conjugue, en effet, pour faire de ces deux mois les jours les plus longs pour un premier ministre dont on sait maintenant qu'il veut inscrire son action «dans la durée»; formule qui, en langue de bois politique, signifie que l'on espère, après le purgatoire de Matignon, accéder à un au-delà présidentiel. Tout paraît indiquer - à commencer par le message Mitterrand adressé par François Mitterrand aux socialistes depuis Châteaubleu - que le chef du gouvernement a mangé son pain blanc.

Sur le front principal, celui de l'emploi, l'inconnue est totale. La situation économique a certes cessé de se dégrader, elle se trouve à un palier, mais il va falloir patienter deux mois pour savoir s'il ne s'agit que de ce que les économistes appellent un «rebond technique», ou si l'on sent, enfin, un début de con-

vergence. La société elle-même, à travers deux manifestations syndicales - dont il est heureux qu'elle émette mobilisée des personnes qui n'acceptent pas de berner leur horizon à la culpabilité d'avoir un emploi, fût-il public, - a donné un signal d'alarme : on connaît l'ampleur et le profondeur du malaise social, on s'approche peut-être du moment où celui-ci surgira à la surface.

Le dossier du GATT, dans lequel la France - toutes majorités confondues - paraît s'être laissée enfermer, place le gouvernement dans une seringue, car il n'a le choix qu'entre une crise internationale et une crise interne à la majorité. Enfin, pour corser le tout, la popularité du premier ministre, rempart suprême, s'effrite, et laisse apparaître de premiers signes de faiblesse. Telle est la somme des difficultés qu'Edouard Balladur doit affronter, dans un temps très court, mais décisif.

Au demeurant, il est normal qu'entre la popularité d'un homme et la perception des réalités par l'opinion, l'écart se resserre. Les Français concèdent

bien volontiers à leur nouveau champion qu'il lui faut du temps, mais vient un moment où les préoccupations du moment - surtout avec un chômage gélo-pant - reprennent normalement le dessus. Voilà bien pourquoi Edouard Balladur est à un tournant. Les facteurs immédiats poussent à l'effacement de sa popularité, donc à son affaiblissement. Les facteurs permanents sont toujours là : plus que jamais nous vivons une époque anglo-saxonne, et le pays préférera toujours la sérénité, l'assurance qu'il représente, à l'agitation. Mais pour faire prévaloir les seconds, Edouard Balladur va devoir montrer qu'il est capable de se sortir d'une conjoncture redoutable, qui plus est au mieux des intérêts du pays.

A ce stade, rien n'indique qu'il y parvienne, tant sont fortes les contraintes qui pèsent sur son action. La date du 15 décembre d'abord : si elle n'est pas respectée, c'est le Congrès américain, c'est-à-dire des lobbies plus virulents que l'administration Clinton, qui reprendra le dossier.

JEAN-MARIE COLOMBANI
Lire la suite page 4

Paris se fie aux juges texans

Le Conseil d'Etat autorise l'extradition d'une Américaine passible de la peine de mort

Les ingrédients d'une de ces séries américaines qui envahissent les écrans européens sont tous réunis : Dallas, la jeune fille riche et l'étudiant pauvre; l'amour, puis le haine; la maîtresse assassinée; des coups de feu dans la nuit contre le mari; la police incapable de trouver les coupables; l'épouse bafouée accusée par sa sœur, deux ans plus tard, d'avoir payé son beau-frère pour commettre ces crimes; des aveux errachés en cachant un petit magnétophone dans le sac de l'accusatrice; la belle héritière entêtée, puis libérée sous caution, qui s'enfuit à la veille de son procès, alors que son complice est condamné à mort; sa trace retrouvée grâce

à une émission de télévision, à une carte de crédit et à un banal accident de la route. Puis, changement de décor, et, comme pour satisfaire le spectateur culturel français, un beau débat jurisprudentiel sous les ors du Palais-Royal, en plein cœur de Paris.

La réalité, pour une fois, a été aussi forte que l'imagination des scénaristes de soap-opera. La belle héritière, qui fait tuer pour se venger, se nomme Joy Devla-Aylor; c'est à Vence, en plein cœur de la Provence, qu'elle a été arrêtée en mars 1991, après s'être enfuie de son pays en mai 1990.

THIERRY BRÉHIER
Lire la suite page 12

Les nouvelles actions de la justice contre Michel Noir et Bernard Tapie



Lire nos informations pages 9 et 12

Jacques Delors au «Grand Jury RTL-le Monde»

Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, est l'invité du «Grand Jury RTL-le Monde», dimanche 17 octobre, à partir de 18 h 30.

L'émission est aussi diffusée sur la chaîne câblée Paris-Prémiers, le dimanche, de 20 heures à 21 heures.

HEURES LOCALES

■ Accueil à la nomenclature ■ Briançon, une ville en état de siège ■ Le choc des impôts locaux ■ Le miroir de Belleville
pages 21 à 28

Saint-Petersbourg secouée par la tempête moscovite

L'optimiste, le pessimiste et le passéiste : trois voix dans la «ville de Pierre»

SAINT-PETERSBOURG

de notre envoyé spécial
Vladimir Chicherbakov est contre-amiral, ancien commandant de sous-marin nucléaire et, en 1991, il a été élu au suffrage universel sur le ticket du «meur» démocrate Anatoli Sobtchak. Après quoi ce dernier l'a progressivement écarté de la gestion des affaires de la ville au profit de ses hommes de confiance. Impossible d'échapper au parallèle : le contre-amiral Chicherbakov est dans l'ancienne Leningrad ce que le général

Routskoi était au Kremlin - un allié devenu adversaire. Un allié que Boris Eltsine avait nommé, au plus fort de la tentative de putsch «réactionnaire» d'août 1991, commandant en chef à Leningrad et pour les armées du Nord. Mais qui, pendant le coup de force d'octobre 1993, s'est opposé à Boris Eltsine; avec, cependant, une différence essentielle, et qui explique soit toujours en liberté : quand à Moscou les événements ont dérapé, quand les partisans du général Routskoi ont lancé l'atta-

que contre la télévision d'Ostankino, l'amiral Chicherbakov n'a pas suivi. A vrai dire, le refus de suivre datait de quelques jours plus tôt. Au lendemain de la dissolution autoritaire du Parlement, le 21 septembre, Vladimir Chicherbakov eoodamoc publiquement cet acte «anti-constitutionnel».

La réaction de Moscou est immédiate : ordre est donné de mettre les scellés sur son bureau et sur celui de ses collaborateurs, c'est-à-dire en fait de le bannir de la mairie. Le général Routskoi réagit à son tour, et, agissant en

tant que «président en exercice», destitue Anatoli Sobtchak de son poste de maire et nomme à sa place l'amiral Chicherbakov. «Mais, là, j'ai refusé. Je lui ai dit qu'Eltsine et lui s'étaient engagés dans une course à la violation de la loi. Et que de toute manière, quels que soient mes désaccords avec Sobtchak, j'avais été élu en même temps que lui.» Sur quoi le général Routskoi, déçu, a fini par lui dire : «Fais comme tu penses...»

JAN KRAUZE
Lire la suite page 5

L'accord Israël-OLP vu par les intellectuels

Comment «penser l'avenir» après l'accord préliminaire israélo-palestinien sur l'autonomie des territoires occupés, signé le 13 septembre à Washington? Pour le poète palestinien Mahmoud Darwish - qui écrit nombre de discours d'Arafat -, il faut «dire adieu au passé». L'accord est «un petit pas sur un long chemin», dit-il à l'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun. Selon Emile Habibi, Arabe et citoyen israélien, la vraie question n'est pas celle de l'«intégration, culturelle, économique et politique des Arabes d'Israël» : l'avenir est à «l'égalité complète». Du côté des intellectuels juifs, on semble quitter le temps des certitudes et renoncer - non sans certaines résistances et réticences - à l'idéologie des «pères fondateurs». Va-t-on vers un Etat juif de moins en moins sioniste?

Lire pages 6 et 7 l'enquête de Nicolas Weill en Israël. l'entretien de Mahmoud Darwish avec Tahar Ben Jelloun et celui d'Emile Habibi avec Nicolas Weill

NICOLE AVRIL

l'Impératrice

La biographie d'Elisabeth d'Autriche

«Nicole Avril a choisi de donner à son imagination les bornes d'une existence ancrée dans l'Histoire... Une grande réussite.» Josyane Savigneau, Le Monde

Grasset

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 860 m; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 45 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 2 FB; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Il y a deux cents ans

La défaite des Vendéens à Cholet

par François Lebrun

Le 17 octobre 1793 au matin, dans la lande de la Papinière, au nord de Cholet, 25 000 soldats républicains commandés par Kléber, Marceau, Westermann, Haxo que coiffe l'incapable Léchelle, se heurtent à 35 000 Vendéens qui, sous les ordres de d'Elbée entouré de Bonchamps, La Rochejaquelein, Stofflet, ont quitté Beaupréau dans l'intention de reprendre Cholet abandonnée la veille.

Les premières lignes républicaines obéissent sous la violence du choc et la panique commence à gagner l'armée. Déjà, l'avant-garde vendéenne de Stofflet atteint les abords de la ville, puis y pénètre. Mais les généraux républicains réussissent à rallier les fuyards. Une habile manœuvre d'Haxo, attaquant l'ennemi sur le flanc de sa colonne étirée de Beaupréau à Cholet, force Stofflet à se replier. Jetant alors dans le combat un bataillon de réserve, Kléber change le sort de la journée. Bonchamps et d'Elbée sont grièvement blessés. Pressés dans l'étroit espace de la petite ville, les Vendéens deviennent des cibles faciles. Bientôt ils refluent en désordre vers Beaupréau, aux cris de « A la Loire ! », cependant que les républicains, dont les pertes ont été très lourdes, restent maîtres de la place. Cette journée de Cholet est non seulement la plus grande bataille de toute la guerre de Vendée par le nombre des combattants en lice et celui des victimes qui tombent des deux côtés, elle est aussi la plus importante par ses conséquences. Comment en était-on arrivé là ?

La désaffection des paysans envers la Révolution

Le 24 février 1793, la Convention décide la levée de 300 000 hommes pour faire face aux nécessités de la guerre extérieure. A partir du 11 mars, la levée des hommes dans le cadre communal se heurte, en plusieurs régions de France, à une vive opposition allant jusqu'à la rébellion ouverte. C'est le cas notamment dans de très nombreuses communes rurales des départements de l'Ouest, où le mouvement tourne à l'insurrection. Vers le 20 mars, une dizaine de départements sont soulevés contre la République, les uns partiellement (Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Sarthe, Deux-Sèvres), les autres presque intégralement, villes exclues (Morbihan, Loire-Inférieure, Vendée, Maine-et-Loire). Ces soulèvements se situent d'ailleurs dans le prolongement des troubles sporadiques qui agitent depuis près de trois ans les campagnes de l'Ouest armoricain.

Pourquoi ces troubles, alors que la Révolution a ses débuts et est bien accueillie ici comme dans le reste de la France ? C'est que, très vite, dans tout l'Ouest, l'attente paysanne a fait place à une désillusion à la mesure des espoirs du printemps 1789. Certes, les droits féodaux ont été abolis, mais pour les plus lourds, à condition d'être rachetés ; la dime et la gabelle ont été supprimées, mais les autres impôts restent exigibles et ne tardent pas à augmenter. Quant à la milice créée, elle est, elle aussi, supprimée ; mais, dès février 1791, on entend parler de bataillons de volontaires et, après la déclaration de guerre d'avril 1792, de levée d'hommes.

De plus, la mise en place des nouvelles administrations de départements et de districts confirme le rôle accru de la bourgeoisie des villes qui occupe

tous les postes importants et se porte acquéreur des plus beaux lots de biens nationaux. La Constitution civile du clergé, adoptée en juillet 1790, et l'obligation du serment, imposée aux évêques, curés et vicaires à partir de janvier 1791, marquent une accélération décisive de cette désaffection croissante des populations paysannes à l'égard de la Révolution. Là où le clergé de paroisse estime en conscience ne pouvoir prêter un tel serment, les fidèles se rangent derrière leurs « bons prêtres » et s'opposent à leur remplacement par des curés « jureurs », qualifiés d'« intrus ».

La tension s'accroît avec le décret du 27 mai 1792 ordonnant la déportation de tous les prêtres réfractaires. La chute de la royauté, le 10 août 1792, et l'exécution de Louis XVI, le 21 janvier 1793, échangent de consacrer le divorce entre les campagnes de l'Ouest et la Révolution, sans entraîner pourtant de mouvements particuliers (sinon, en août 1792, dans la région de Bressuire). En revanche, la levée de 300 000 hommes et les opérations de tirage au sort qu'elle implique font office de détonateur, dans la mesure où, dans chaque paroisse, les hommes valides sont susceptibles de tirer le mauvais numéro qui les enverra aux frontières défendre une Révolution qui a déjà leurs premiers espoirs et une République qui a tué le roi et déporté les « bons prêtres ».

Août de la Loire, la présence de troupes républicaines suffisantes – cantonnées là pour surveiller les côtes face à l'Angleterre – permet une répression rapide des foyers de révolte, si bien que seules des révoltes temporaires et limitées, désignées ultérieurement sous le nom de « chouannerie », seront désormais possibles. En revanche, au sud du fleuve, les troupes de ligne, trop peu nombreuses et mal commandées, sont mises en déroute, le 19 mars, par les paysans révoltés au nord-ouest de Fontenay-le-Comte.

Cette incursion initiale des républicains a une double conséquence. D'une part, pour sauver l'honneur de la République après cette défaite humiliante, la Convention, à la suite de Barrère, veut voir le fruit d'un complot fomenté par les Anglais et par tous les ennemis de la liberté. C'est alors qu'apparaît le mot « Vendeurs » pour désigner non plus seulement le département de ce nom, mais aussi les parties des départements limitrophes gagnées à l'insurrection : Deux-Sèvres, Maine-et-Loire et Loire-Inférieure.

La Grande Armée catholique et royale

D'autre part, la défaite républicaine du 19 mars permet aux paysans révoltés d'occuper le terrain et de s'organiser. Ils se donnent tout de suite des chefs : le voinvire Cathelineau, le garde-chasse Stofflet, mais surtout des nobles, anciens officiers, qu'ils vont chercher dans leurs châteaux, Bonchamps, d'Elbée, Charette, auxquels se joindront un peu plus tard La Rochejaquelein, Lescure, Talmont. Le 4 avril, l'armée du Poitou met sur pied un conseil militaire. L'armée d'Anjou s'organise autour de d'Elbée, Bonchamps et Cathelineau, cependant qu'à l'ouest, dans le marais breton, au sud de Nantes, Charette fait cavalier seul. Le 30 avril, 25 000 Vendéens des deux armées du Poitou et d'Anjou sont réunis à Cholet et constituent la Grande Armée catholique et royale. Ses membres commencent à

arborer, comme signe de ralliement, l'image du Sacré-Cœur surmontée d'une croix et accompagnée des mots « Dieu et le Roi ». Au cours du mois de mai, l'armée catholique desserre l'étau que font peser sur le pays insurgé les places tenues par les Bleus, en s'emparant de Bressuire, Thouars, Fontenay-le-Comte, enfin Saumur le 9 juin. Le 12, les divers chefs vendéens réunis à Saumur désignent Cathelineau comme généralissime de l'Armée catholique et royale.

Ainsi, dès le début, les Vendéens placent leur combat sous le double signe de la restauration du trône et de l'autel. C'est là, en quelque sorte, la confluence de deux formes de résistance à la Révolution. La première, essentiellement populaire, est l'expression du mécontentement, puis du mécontentement de plus en plus véhément des paysans de l'Ouest devant la tournure prise par les événements, ce mécontentement ne débouchant pas sur un programme politique précis, sinon l'idée vague d'un retour au passé, sans les « abus » dénoncés dans les cahiers de doléances. La seconde forme de résistance est celle des nobles canalisant le mécontentement paysan dans un but clairement affirmé, le rétablissement de l'Ancien Régime dans sa double dimension politique et religieuse. La Convention fantasmait, fin mars, lorsqu'elle veut voir dans les insurrections paysannes de l'Ouest un vaste complot contre la République. Mais, deux mois plus tard, le danger que la Vendée fait courir à celle-ci est bien réel.

La disproportion des forces en présence

Fin mai, en effet, les insurgés, ou Bleus, contrôlent pratiquement la plus grande part du pays compris entre la Loire au nord, l'Atlantique à l'ouest et deux lignes allant des Sables-d'Olonne à Parthenay au sud et de Parthenay aux Ponts-de-Cé à l'est. Heureusement pour eux, les troupes républicaines qui leur sont opposées restent longtemps médiocres. Leurs chefs sont soit incapables, soit réduits à l'impuissance du fait de leurs divisions et des contradictions qu'exercent sur eux les autorités politiques, notamment les représentants en mission. En effet, la Vendée devient vite un enjeu dans la lutte qui oppose, au printemps 1793, les girondins et les montagnards, puis, après la chute de la Gironde, le 2 juin, les diverses factions montagnardes.

De ce fait, les Vendéens, partant de Saumur, peuvent s'emparer sans difficultés d'Angers le 18 juin, puis marcher sur Nantes par la rive droite de la Loire, cependant que Charette menace la ville au sud. Mais, le 29, ils doivent renoncer à s'emparer du grand port de la basse Loire après que Cathelineau a été blessé mortellement. Six semaines plus tard, ils subissent un nouvel échec devant Fontenay-le-Comte, au moment où Kléber et ses Mayennais (1) commencent à arriver dans l'Ouest. D'abord vainqueur des Mayennais à Torfou le 19 septembre, l'armée catholique est battue et mise en déroute à Cholet le 17 octobre.

Les conséquences de la défaite vendéenne sont considérables. Elle confirme brutalement une réalité que diverses circonstances avaient jusqu'à estompée, à savoir la disproportion des forces en présence. Certes, les Vendéens avaient su tirer parti

des carences flagrantes des troupes républicaines. Mais leurs chefs ne pouvaient ignorer que, lorsque ces carences seraient surmontées avec l'envoi de troupes aguerries et bien commandées, les insuffisances de leurs propres troupes ne pourraient qu'éclater.

D'autant que les tentatives pour trouver du secours du côté des Anglais, voire des Princes, frères de Louis XVI, et des émigrés se révélèrent fort décevantes. De plus, la mise hors de combat de ses meilleurs chefs, Lescure le 15 octobre, puis d'Elbée et Bonchamps le 17, entraîne la nomination comme généralissime, le 20, d'Henri de La Rochejaquelein, jeune chef de vingt et un ans au courage légendaire, mais sans expérience et sans autorité sur ses pairs, plus âgés.

Enfin et surtout, la défaite de Cholet laisse les Vendéens et les chefs qui leur restent complètement désemparés. En effet, depuis plusieurs semaines déjà, les opinions divergentes sur l'orientation à donner aux opérations militaires. D'Elbée, La Rochejaquelein et surtout Lescure proposaient d'étendre la guerre à l'ensemble du Poitou, cependant que Bonchamps et Talmont préconisaient de traverser la Loire afin de tendre la main aux chouans de Bretagne et du Maine et, le moment venu, soit de s'emparer d'un port de la Manche, soit de marcher sur Paris.

Cette proposition était connue des combattants, ce qui explique leur cri de ralliement au soir du 17 octobre (« A la Loire ! ») et leur fuite en désordre vers Saint-Florent-le-Vieil, sur la rive gauche du fleuve. Le lendemain, celui-ci sera franchi par 60 000 à 80 000 Vendéens, combattants, mais aussi femmes, enfants, vieillards fuyant leurs villages incendiés. Ainsi commencera l'étonnante équipée dite « virée de galère » qui s'achèvera, dix semaines plus tard, par l'écrasement des survivants à Savennay, l'avant-veille de Noël.

Précédant d'autres épisodes de la tragédie vendéenne, l'expédition outre-Loire entre octobre et décembre 1793, la terrible répression des « colonies infernales » entre janvier et avril 1794 et la guérilla endémique jusqu'à la pacification de Bonaparte en 1800, la défaite de Cholet marque la fin du premier acte qui a vu, pendant sept mois, des milliers de paysans en sabots, écorchés par des bobereaux locaux, tenir en échec les armées de la République. Le souvenir en est resté vivant jusqu'à nos jours avec l'entrée en lice d'Alexandre Soljenitsyne venu sur place dénoncer les méfaits de toutes les révolutions.

(1) On appelle ainsi les troupes françaises commandées par Kléber qui, assiégées par les Prussiens dans Mayenne, ont dû capituler le 23 juillet 1793 et ont obtenu de leurs vainqueurs de rester en France, à la condition de ne pas reprendre les armes contre les coalisés. La Convention les renvoya immédiatement dans l'Ouest.

► Pour situer la défaite de Cholet dans l'ensemble de la guerre de Vendée et des insurrections de l'Ouest, on pourra se reporter à Claude Pichard, *La Vendée et les Vendéens*, Paris, Gallimard, coll. « Archives », 1981 ; Jean-Claude Martin, *La Vendée et la France*, Paris, Seuil, 1987 ; Roger Dupuy, *De la Révolution à la Chouannerie. Paysans en Bretagne 1788-1794*, Paris, Flammarion, 1988 ; Alain Gérard, *La Vendée 1789-1793*, Paris, Champ-Vallon, 1993.

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

Le Pouvoir, la Politique et l'Etat en France
d'Alain Cubertafond.
Paris, 294 pages, 98 F.
Le Grand Foutoir. Méfaits et aberrations qui paralysent l'Etat français
de Bertrand Devesud.
Jacques Grancher, 223 pages, 85 F.

PUSQUE rien n'est parfait, il est naturel que tout système de pouvoir génère sa contestation, et la manière dont il l'accepte contribue à le définir. Pour autant qu'il prenne en compte et organise sa remise en question, comme c'est le cas dans les régimes démocratiques, tout système de pouvoir tend aussi à se perpétuer en l'état, même lorsque changent les acteurs politiques. D'abord, parce qu'il y a une force motrice à modifier les principes et règles de base d'un contrat sur lequel se sont accordés les membres du groupe, dans leur grande majorité, ensuite parce qu'il faut compter avec le poids de l'histoire et des traditions, la force d'inertie des habitudes et des procédures accumulées, enfin parce que les personnels, si divers soient-ils, s'alignent inévitablement sur un modèle de gestion dont la complexité et la puissance les dépassent.

C'est ainsi que les travers connus, les effets pervers décelés, les carences et les abus d'un système de pouvoir – le nôtre, par exemple – perdurent, s'aggravent éventuellement, au mépris des changements politi-

L'Etat en l'état

ques, des velléités de réforme et, parfois, des réglementations existantes. Deux auteurs se sont intéressés, chacun à sa manière, à ce phénomène, et, bien que leurs approches ne se rassemblent pas, leurs remarques se recoupent lorsqu'il s'agit de signaler par quoi pèche notre mode de fonctionnement politique et administratif.

L'ouvrage d'Alain Cubertafond ne se réduit pas, à la différence de celui de Bertrand Devesud, à la dénonciation de ce qui ne va pas dans le système : si le second s'emploie à illustrer « les méfaits et aberrations qui paralysent l'Etat français », le premier entend décrire ce que sont « le pouvoir, la politique et l'Etat en France », afin d'en parler en connaissance de cause avant d'en fustiger les défauts. Aussi bien son livre est-il, d'abord, une excellente analyse – l'une des plus claires et précises qui soient dans les limites d'un ouvrage destiné à un large public – du fonctionnement de notre système politico-administratif. On le conseillera à tous ceux qui veulent s'initier aux règles et aux mœurs de la vie publique en France, comme à ceux qui s'interrogent sur leurs limites et leurs travers.

L'auteur souligne notamment les effets nocifs d'une formation et d'une sélection qui conduisent les mêmes hommes, à la faveur d'un fonctionnement plus oligarchique que concurrentiel, à

exercer indifféremment des responsabilités de gestion, de décision ou de contrôle, en dépit de leur carrière, comme si c'était naturel, les rôles d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires ou de chefs d'entreprise. Il en résulte, selon lui, une confusion des pouvoirs qui entraîne une dilution des responsabilités politiques. La politisation de la haute fonction publique, d'un côté, due en particulier à l'importance prise par les cabinets ministériels, et, de l'autre, l'envasement, sans trop de risques, du domaine politique par les fonctionnaires ont conforté ce phénomène. Les parties s'en sont accommodées, de même qu'elles se sont adaptées à la personnalisation et à l'hypomédisation de la vie politique dans la conquête des positions de pouvoir, mais aux dépens des formes traditionnelles de la démocratie représentative.

Alain Cubertafond signale l'émergence de nouvelles technologies de pouvoir qui se fondent moins sur la contrainte et la sanction que sur la médiation, la pédagogie, le consentement, voire l'adhésion volontaire, car « le rapport de la société au pouvoir a profondément changé ». A telle enseigne que le doute et la méfiance se font jour : l'efficacité du pouvoir d'Etat est mise en cause dans plusieurs domaines (la protection sociale, la fiscalité, la pro-

ductivité), et la crédibilité de son discours baisse dans l'opinion. Paradoxalement, plus la politique se prête à la médiatisation envahissante, plus elle souffre d'un discrédit qui s'étend aux affaires publiques en général. « Faut-il, demande l'auteur, s'étonner, dans un tel contexte, que la notoriété remplace l'excellence, que les opinions se dissolvent dans des consensus mous, tandis que les images masquent la réalité et que le marché tient lieu de pensée ? »

Bertrand Devesud souligne, à l'instar d'Alain Cubertafond, l'irrigation législative et réglementaire qui sévit au niveau national et, désormais, à celui de la Communauté, et les excès du « *pen-touffage* » qui permet à d'anciens responsables de la haute fonction publique de se recaser confortablement dans le secteur privé. Les récentes mesures prises pour mobiliser cette dernière dérive n'y ont rien fait !

Sur ces points particuliers, comme sur les autres aberrations et abus qu'il recense (la prétendue transparence du patrimoine des élus, le monopole de France Télécom, les lobbies du Parlement, le trac du patrimoine national, l'ignorance des observations de la Cour des comptes, les mauvaises façons de l'Etat à l'égard de ses créanciers et de ses débiteurs, etc.), Bertrand Devesud entre dans le détail de la démonstration et argumente son réquisitoire. Et la matière est si riche et si solide qu'elle appelle moins le ton du colère que celui de la dérision.

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

JACQUES DELORS

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
PATRICK JARREAU (LE MONDE)
ET
JANINE PERRIMOND (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR **RTL**

DIFFUSION A 20 H SUR LA CHAÎNE CÂBLÉE PARIS-PREMIÈRE

مكتبة النجل

INTERNATIONAL

Réagissant aux provocations des militaires de Port-au-Prince

Les Etats-Unis décrètent un blocus naval d'Haïti

WASHINGTON

de notre correspondant

■ RIPOSTE ET MENACES. S'estimant provoqués par la junte militaire au pouvoir à Port-au-Prince, les Etats-Unis ont, vendredi 15 octobre, haussé le ton : ils organisent un blocus naval d'Haïti et laissent planer la possibilité d'une intervention militaire sur l'île. Outre les sanctions décidées par les Nations unies, ils entendent saisir les biens à l'étranger des putschistes et de leurs alliés.

■ DÉPART DES OBSERVATEURS CIVILS. Le Conseil de sécurité de l'ONU devait adopter, samedi 16 octobre, une résolution appelant les membres de l'organisation, notamment ceux de la région, à participer au blocus. Des fonctionnaires internationaux et observateurs de la mission civile des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains (OEA) ont quitté Port-au-Prince pour rejoindre Saint-Domingue.

L'administration Clinton, qui n'a cessé d'insister sur la nécessité de garantir la sécurité du gouvernement civil haïtien, a interprété comme une véritable provocation l'assassinat jeudi de Guy Malavy, ministre de la justice. Pour la plupart des observateurs, il ne fait guère de doute que les commanditaires de ce crime sont le chef de l'armée, le général Raoul Cédras, et le chef de la police de la capitale, le colonel Michel François. En organisant une formidable campagne de violence dans l'île, MM. Cédras et François veulent rendre impossible le retour en Haïti du président élu, Jean-Bertrand Aristide, qu'ils ont chassé du pouvoir en septembre 1991.

Pour les Etats-Unis, il s'agit de faire monter la pression contre les putschistes, de les dissuader de s'en prendre à tout autre

membre du gouvernement de Robert Malval, le premier ministre désigné par le président Aristide. Après avoir réuni à deux reprises ses plus hauts conseillers militaires et diplomatiques, M. Clinton a annoncé vendredi une série d'initiatives américaines. Elles sont destinées à renforcer les sanctions économiques (embargo pétrolier et sur les ventes d'armes notamment) décidées mercredi par le Conseil de sécurité de l'ONU. Six destroyers américains vont patrouiller les eaux territoriales haïtiennes pour garantir une stricte observation de l'embargo. Deux bâtiments devraient suffire à bloquer le port de Port-au-Prince, et un seul à « fermer » celui de Jérémie.

Le Conseil de sécurité devait adopter ce samedi une résolution appelant les membres de l'organisation, notamment ceux de la région, à participer au blocus. Le projet de résolution envisage

« d'autres mesures » pour forcer la junte haïtienne à céder le pouvoir aux civils. Interrogé sur l'éventualité de « mesures militaires », un ambassadeur européen observait : « Quand on prend une telle résolution, au titre du chapitre 7 de la Charte, qui prévoit l'usage de la force, tout est possible. » On peut voir là une sorte de réplique à l'humiliation subie mardi par les Etats-Unis et l'ONU, quand une poignée de manifestants armés, à la solde des putschistes, avait empêché le débarquement dans la capitale de deux cents « casques bleus » américains et canadiens chargés de préparer le retour de M. Aristide.

Dissuader les boat-people

Outre le blocus naval, les Etats-Unis entendent assurer la sécurité de quelque mille Américains se trouvant en Haïti, raison qui fut avancée, ces dernières années, pour justifier les interventions américaines à la Grenade et à Panama. Soulignant que « d'importants intérêts américains sont en jeu », le président Clinton a fait savoir qu'une compagnie d'infanterie allait être installée sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba. L'allusion est claire : en cas de besoin, elle pourrait facilement intervenir en Haïti.

Conscients que l'embargo, comme les précédentes sanctions prises contre la junte de Port-au-Prince, faisait durement souffrir une des populations les plus misérables du monde, les Etats-Unis ont décidé de frapper individuellement les schistes et certains des riches industriels ou commerçants haïtiens qui les soutenaient. Quelques deux cents familles représentant moins de 1 % d'une population de sept millions d'habitants détiendraient près de la moitié des richesses de l'île. Les put-



schistes et leurs alliés, qui ont placé une bonne partie de leur fortune en Floride, verront leurs avoirs gelés et leurs visas supprimés.

Lors de sa conférence de presse, M. Clinton a estimé que « les putschistes ne pourraient éternellement déifier la volonté de la communauté internationale et celle de leur propre peuple ». S'ils devaient finalement décider de se conformer à leur engagement de laisser le pouvoir aux civils, l'ensemble des sanctions serait suspendu, a encore observé M. Clinton.

Sous l'égide de l'ONU et de l'OEA (Organisation des Etats américains), le général Cédras a signé le 3 juillet dernier, à New-York, l'accord dit de Governors Island. Aux termes de cet accord, les putschistes, en échange d'une amnistie, s'engageaient à quitter le pouvoir le 15 octobre et à laisser M. Aristide rentrer le 30. Celui-ci a réaffirmé, vendredi à Washington, que telle était toujours son intention. L'administra-

tion Clinton a souligné, pour sa part, qu'elle entendait toujours obtenir l'application de l'accord de Governors Island.

Jean-Bertrand Aristide, un prêtre catholique de quarante ans, n'a pas forcément bonne presse à Washington. Des rapports du Pentagone et de la CIA le décrivent comme « mentalité instable », « dépressif » et « égocentrique ». Certains rappellent qu'il tint longtemps un discours très anti-américain et que ses partisans furent responsables de graves violations des droits de l'homme. Mais M. Clinton a fait observer qu'il avait été élu par ses compatriotes, avec près de 70 % des suffrages. Pour le président américain, il s'agit aussi de défendre la démocratie dans l'hémisphère sud et d'empêcher que le chaos à Port-au-Prince ne se traduise par une nouvelle vague de boat-people haïtiens sur les côtes de Floride.

ALAIN FRACHON

L'ONU et l'OEA évacuent leur personnel

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Pour échapper à la violence qui s'étend en Haïti, trois cent cinq fonctionnaires internationaux et observateurs de la mission civile des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains (OEA) ont quitté Port-au-Prince, samedi matin 16 octobre, pour la République dominicaine voisine. Dans l'hôtel où ils étaient regroupés avant leur départ, plusieurs membres de la mission civile déploreraient la décision prise à New-York. Répartis sur le territoire haïtien depuis plus d'un an, ils avaient pour mission de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme. « Je crains des représailles contre les

personnes qui étaient en contact avec nous, peut-être même contre mon chauffeur », déclarait un observateur américain.

Au même moment, le nouvel ambassadeur, William Swing, le responsable du dossier haïtien au département d'Etat, Lawrence Pezzullo, et le général John Sheehan multipliaient les conférences de presse à Port-au-Prince pour tenter de clarifier la politique américaine à l'égard d'Haïti, marquée, selon un diplomate occidental, par de fortes divergences entre le Pentagone et le département d'Etat. Ils ont insisté sur la volonté de Washington de voir appliquer l'accord du 3 juillet sur le retour à la démocratie. « Le temps de la violence doit finir. Le temps de la

réconciliation et du dialogue doit commencer », a souligné M. Swing.

En dépit de l'assassinat, jeudi, du ministre de la justice Guy Malavy, le premier ministre Robert Malval s'est déclaré « plus déterminé que jamais à aller jusqu'au bout » de sa tâche. Face à la nouvelle flambée de violence, plusieurs ministres ont dû « se mettre à couvert » et les habitants évitent de s'attarder dans les rues de la capitale. Chaque jour plus dangereuse, la tâche du premier ministre est compliquée par le fait que le général Raoul Cédras n'a pas annoncé, vendredi, sa démission du poste de commandant en chef de l'armée, comme il s'y était engagé en signant l'accord de New-York.

JEAN-MICHEL CAROIT



Grande puissance, petite dépense: votre PC passe à la vitesse supérieure.



Les logiciels conviviaux sont très gourmands de puissance. Cette puissance, le microprocesseur Intel i486 DX2 est là pour vous la fournir. Alors que d'autres systèmes s'essouffent quand on veut ouvrir plusieurs fenêtres à la fois, un ordinateur équipé d'un microprocesseur Intel i486 DX2 répond avec une facilité

étonnante. Parce que seul Intel vous fait bénéficier de sa technologie inédite de doublement de la vitesse d'horloge. Bien sûr, la compatibilité totale est garantie, car la plupart des logiciels d'aujourd'hui ont été conçus spécialement pour tourner sur les microprocesseurs Intel. De plus, le microprocesseur Intel i486 DX2 a assez de

répondant pour les logiciels les plus exigeants de demain. Performances. Compatibilité. Ouverture sur l'avenir. Trois raisons majeures d'acheter un PC équipé du microprocesseur Intel i486 DX2. Pour plus d'informations renvoyez-nous le coupon réponse ci-contre.

À: Intel Corporation, Customer Support Center, P.O. Box 580, Sunnyvale, CA 94088, U.S.A. Veuillez me faire parvenir plus d'informations sur les microprocesseurs Intel i486 DX2.

Nom _____
 Adresse _____
 Code Postal _____ Ville _____
 Pays _____

intel.

La négociation du GATT

Y. M.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

« On est arrivé à un point de négociation, a poursuivi M. Million. (—) Je dis qu'il ne faut pas prendre une position du « tout ou rien », il faut mener une vraie négociation. » On défend les intérêts de la France, et il y a, ensuite, une mise en balance de ce qu'il faut donner et de ce qu'il faut recevoir », a expliqué le député de l'Ain, en ajoutant, cependant, qu'il ne sait pas « la nature des concessions qu'il faudra faire sur tel ou tel dossier ». Il a affirmé son soutien au négociateur français, Gérard Longuet (UDF-PR), ministre du commerce extérieur.

Pourtant, malgré la somme de ces contraintes, l'intérêt du premier ministre, comme celui du pays, commandant de dégaier les voies d'un compromis. Sans doute n'est-il pas interdit de se battre bec et ongles : au départ de l'Unguay on ne peut pas aller plus vite que le vent. Mais, à l'instar de ce que le général Ronald Reagan a dit récemment avec l'Europe et, si possible, de mettre à terre la PAC. Grâce à celle-ci, en effet, au fil des années — peut-être ces éminences pourraient-elles le rappeler de temps en temps à leurs D.F.S.E.A. — l'Europe agricole est devenue une super puissance. L'Europe-Union est donc bien plus que GATT, ajoutant bien la rigueur européenne existe : elle a pris la forme d'une nouvelle PAC qui,

JEAN-MARIE COLOMBANI

PAKISTAN : cinq trafiquants de drogue extradés vers les Etats-Unis. — Le Pakistan a extradé vers les Etats-Unis cinq trafiquants de drogue présumés, dont l'appel avait été rejeté par la Cour suprême, a-t-on appris, samedi 16 octobre, à Islamabad.

INTERNATIONAL

EUROPE

RUSSIE

Un référendum constitutionnel aura lieu le 12 décembre

MOSCOU

de notre envoyé spécial

C'est ce qui s'appelle enfoncer le clou. Après avoir convoqué les électeurs le 12 décembre pour élire leurs représentants aux deux Chambres, mais aussi dans des organes locaux dont on connaît toujours mal les futures prérogatives, Boris Eltsine a décidé, vendredi 15 octobre, d'organiser, toujours le 12 décembre, un référendum sur le projet de nouvelle Constitution. En un jour, et en plusieurs scrutins, la Russie devrait donc en finir, sur le papier du moins, avec toute l'organisation politico-administrative de l'ex-URSS. Une seule question sera posée aux électeurs : « Acceptez-vous la Constitution de la Fédération de Russie ? » Le projet de Constitution, élaboré désormais sans opposants et donnant probablement des pouvoirs considérables au chef de l'Etat, devrait être publié le 10 novembre.

Le coup d'envoi électoral était donné, samedi 16 octobre, lors d'un congrès constitutif du mouvement Choix de la Russie dirigé par le premier vice-premier ministre Egor Gaidar. Se présentant comme une coalition des partis démocrates, Choix de la Russie regroupe les principaux membres du gouvernement. A l'exception remarquable d'un autre vice-premier ministre, Sergueï Chakoune, qui a décidé de former son propre mouvement, le Parti de l'unité et de la concorde russes, qui présentera des candidats dans toutes les circonscriptions pour les élections à la Chambre fédérale.

La résistance des pouvoirs régionaux

Sergueï Chakoune est considéré, à juste titre, comme un des membres modérés de l'équipe présidentielle. Il avait d'ailleurs tenté, en vain, de trouver un compromis entre le « Kremlin » et la Maison blanche (Parlement) lors de la dernière crise. Prônant un Etat décent-

ralisé, et s'appuyant sur les régions pour lancer son mouvement, il pourrait créer la surprise lors des élections du 12 décembre. D'autant plus que, dans de nombreuses régions, on assiste à une résistance des soviets locaux, qui ne veulent ni se dissoudre ni organiser les futures élections comme Boris Eltsine le leur a fermement demandé.

Quant à l'opposition plus radicale, elle va aussi tenter de s'organiser, bien que privée de la plupart de ses journaux, définitivement interdits. Elle est en butte à des persécutions parfois bien mesquines du pouvoir : les députés de l'ex-Soviet suprême, sans ceux qui ont rallié entre-temps l'administration présidentielle, ont ainsi reçu l'ordre de quitter leurs appartements de fonction « dans les trois jours ».

La « chasse aux sorcières » continue donc, notamment dans la presse. Samedi, les responsables du quotidien indépendant *Niezavisimaya Gazeta* faisaient part de leur crainte de voir leur journal « liquidé », l'administration prenant prétexte qu'il avait été fondé par le soviét de Moscou. Et à Oestankino, le siège de la télévision centrale, deux journalistes ont été interdits d'antenne pour avoir contredit l'appel lancé par Egor Gaidar, dans la nuit du 3 au 4 octobre, à la population de descendre dans la rue contre les « fascistes ».

Si les autorités ont décidé, comme elles s'y étaient engagées, de lever, lundi 18 octobre, l'état d'urgence en vigueur depuis deux semaines, « un régime plus dur d'application de la loi continue », selon les propres mots du chef du département de la justice de la mairie de Moscou, Alexandre Katenkov. Reconnaissant que la police expulsait les Cosaques venus vendre leurs fruits et légumes dans la capitale, le maire Youri Loujov a ajouté : « Nous allons nettoyer la ville des indésirables. » Qui remplacera maintenant ces Cosaques « grâce auxquels,

commentait un étudiant, nous avons quand même bouffé pendant des années ? » M. Loujov, qui ne s'embarrasse pas de nuances, a une réponse : « D'honnêtes commerçants de Tambov, Lipetsk, ou Briansk viendront avec de bons produits et vendront de la nourriture traditionnelle russe. » Voici donc venu le temps de la purification diététique.

JOSE-ALAIN FRALON

Premières inculpations des chefs de la rébellion de Moscou

L'ancien vice-président Alexandre Routskoï et l'ex-président du Parlement Rousslan Khasoulatov ont été inculpés d'« organisation de désordres de masse », délit passible de deux à quinze ans de prison, a annoncé vendredi 15 octobre le parquet général de Russie. Il n'a donc pas retenu l'inculpation de « trahison de la patrie », qui peut entraîner la peine de mort et qui avait été retenue pour les auteurs du putsch manqué d'août 1991.

D'autres chefs d'inculpation pourraient cependant être retenus par la suite. Hormis la peine capitale, quinze ans de prison est la peine maximale prévue par le code pénal.

Parmi les inculpés figurent aussi l'ancien ministre de la Sécurité (ex-KGB) Viktor Barannikov, André Doukatchev (« ministre de l'Intérieur » du gouvernement parallèle formé par Alexandre Routskoï), Vladimir Atchoulov (« ministre de la défense ») et Victor Ampilov, chef d'une formation extrémiste interdite. D'autres personnes, dont les noms n'ont pas été publiés, ont été inculpées au même titre, ainsi que l'ex-général Albert Makachov, organisateur de l'attaque contre la télévision, dont l'inculpation avait été annoncée mercredi. (AFP)

monde a perdu. Quand on lui demande ce qu'il va advenir du « Petrossovitch », c'est-à-dire l'assemblée locale élue en 1990 et qui porta Anatoli Sobtchak à sa présidence, il répond qu'il n'est pas question de demander sa dissolution. « Cependant, s'il y a un décret du président, alors c'est autre chose... »

La plupart des réponses sont sur ce ton : souples et fermes à la fois, et un peu évanescentes sur l'avenir. Que va-t-il advenir de l'amiral Chitchebakov ? « Il a soutenu Routskoï et Khasoulatov, mais il n'a pas appelé à des solutions extrêmes. Sera-t-il arrêté ? Une enquête est en cours. Il avait un bureau à la « Maison Blanche » (en tant que conseiller de Rousslan Khasoulatov dans le cadre de l'assemblée interparlementaire de la CEI). Pourquoi la situation est-elle restée calme à Saint-Petersbourg ? « Dans la nuit du 3 au 4 octobre, les organes de sécurité ont procédé à l'arrestation préventive des gens susceptibles de causer des troubles. L'armée, la police et la sécurité ont-elles totalement soutenu Eltsine ? « Totalemment, et ils nous rendaient compte immédiatement des ordres que leur envoyait Routskoï. Comment les élections pourrout-elles être justes si les opposants n'ont pas accès aux médias ? « L'inculpation est sans fondement, puisque la campagne électorale n'a pas officiellement commencé. »

Vestiges du système communiste

Changement de quartier : Dimitri Lenkov, chargé des relations extérieures du « soviét » de Saint-Petersbourg, siège lui au palais Marinsky, en plein centre. Ou plutôt siégeait, car l'assemblée ne s'est pas autodissoute, personne ne se fait d'illusion sur ses chances de se maintenir.

Ce « soviét »-là ressemble pourtant assez peu au portrait qu'on fait actuellement à Moscou de ces « vestiges du système communiste ». En 1990, il comptait, outre une minorité de conservateurs et une autre minorité de démocrates déclarés, une grande majorité de « réformateurs », comme on disait à l'époque. Il s'est d'ailleurs distingué par un appui remarquable

Le président croate Franjo Tudjman s'est déclaré hostile à toute approche « globale » des questions liées à la guerre dans l'ex-Yougoslavie, et notamment à une réunion internationale qui lierait le conflit bosniaque à tous les autres problèmes que traite la Conférence sur l'ex-Yougoslavie. Ouvrant, vendredi 15 octobre, le deuxième congrès de son parti, l'Union démocratique croate (HDZ), M. Tudjman a qualifié de « piège » une telle réunion qui déstabiliserait des problèmes de tous les Etats balkaniques. Il a en outre estimé que « la Bosnie-Herzégovine aurait pu se maintenir uniquement comme une communauté confédérée, nullement comme un Etat unitaire ».

Le président Tudjman répondait à une initiative de David Owen, l'un des deux négociateurs internationaux, qui avait suggéré lundi dernier de lier le conflit bosniaque aux problèmes du

CROATIE

M. Tudjman rejette un règlement global des conflits dans l'ex-Yougoslavie

Kosovo (région de Serbie à majorité albanaise), de la Krajina (région de Croatie où les Serbes ont proclamé une « République »), de la Voïvodine (province de Serbie à forte minorité hongroise) et de la Macédoine. Cette idée a été appuyée notamment par Bonn. De son côté, le gouvernement bosniaque du président Alija Izetbegovic s'est déclaré favorable à une telle approche, estimant que seul un règlement global de la question balkanique pourrait assurer une « paix durable » en Bosnie-Herzégovine.

D'autre part, M. Tudjman s'est prononcé pour un règlement politique du conflit avec les indépendantistes serbes, en se disant prêt une « autonomie culturelle » dans les régions de Croatie où ils sont majoritaires. Il a, parallèlement, menacé à nouveau de demander le retrait de la FORPRONU (Force de protection de l'ONU)

si, d'ici à fin novembre, elle se montrait incapable de faire appliquer les résolutions du Conseil de sécurité prévoyant le rétablissement progressif de l'autorité de Zagreb dans les territoires contrôlés par les Serbes. « Dans ce cas, nous réglerons le problème par tous les moyens dont dispose le peuple croate », a-t-il ajouté, demandant un renforcement du potentiel militaire de la Croatie. Le chef de l'Etat n'a, enfin, pas exclu un échange de territoires avec les Serbes de Bosnie, qui pourrait cependant intervenir « qu'après la guerre ». La Croatie, a-t-il précisé, pourrait céder la pointe de Prevlaka, qui verrouille l'accès aux Bouches de Kotor (Monténégro), en échange d'une zone contrôlée par les Serbes dans l'arrière-pays de Dubrovnik. (AFP)

ITALIE

Un général de carabinieri est soupçonné de liens avec la Mafia

ROME

de notre correspondant

Nouveau et spectaculaire coup de filet des services de sécurité italiens : l'opération « Nord-Sud », conclue, jeudi 14 octobre, au terme d'un an de patientes recherches, par les enquêteurs de la direction anti-Mafia milanaise, a permis de détenir deux cent vingt et un mandats d'arrêt à l'encontre de membres de la Mafia et de la Ndrangheta calabraise. Ceux-ci opéraient surtout en Lombardie, mais aussi au Piémont, en Toscane, dans le val d'Aoste et à Rome. Ce résultat, considéré comme le soulèvement le plus important de l'opération, a été salué par le ministre de l'Intérieur, Nicola Mancino, l'hypothèse selon laquelle les « familles » passent des ententes entre elles pour étendre

leur champ d'opération de plus en plus au nord. Ces organisations mafieuses seraient responsables de huit enlèvements effectués entre 1975 et 1980, et d'une vingtaine d'homicides, dont ceux de deux avocats. Elles auraient disposé de tout un réseau d'alliances en Suisse pour recycler l'argent sale. Fait plus préoccupant, le général des carabinieri de la région du Piémont, Francesco Delfino, calabrais d'origine mais ancien vice-commandant à Palerme, et ex-chef de station des services secrets de l'armée (SISMI) au Proche-Orient, a reçu un avis d'ouverture d'enquête. Le général, dont le titre de gloire avait été d'être le premier à interroger le « repent » Baldassare Di Maggio - ses confessions avaient mené à la capture de Toto Riina, le « parrain des parrains » - vient d'être mis en cause par d'autres « repentis », qui l'accusent d'avoir servi de « référence » dans les forces de sécurité à un des plus importants « boss » milanais, Antonio Nirta. Francesco Delfino a protesté de son innocence « avec amertume » et s'est mis à la disposition de la justice.

L'un des ravisseurs présumés d'Aldo Moro arrêté. - Germano Maccari, ancien membre de l'organisation terroriste d'extrême gauche des Brigades rouges, l'une des quatre personnes soupçonnées d'avoir, en 1978, participé à l'enlèvement puis à l'assassinat du président du conseil italien Aldo Moro, a été arrêté jeudi 14 octobre à son domicile romain. Les trois autres ravisseurs du dirigeant démocrate-chrétien ont été condamnés à la prison à vie en 1983. (AFP, AP, Reuters)

Bien que leurs cas n'aient rien de semblable, c'est le deuxième général en deux jours sur qui pèsent de graves soupçons : mercredi, le général Franco Montecino, commandant de la Force d'intervention rapide, a été relevé de ses fonctions, en attendant les résultats de l'enquête ouverte sur dénonciation de son ancienne maîtresse, Donatella Di Rosa. Celle-ci l'a accusé d'être en train de mettre sur pied une tentative de coup d'Etat pour le printemps. Fondées ou non, ces accusations ont été prises très au sérieux, aggravant le malaise qui plane sur les forces armées. (AFP)

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Nouveaux développements des enquêtes sur la corruption. - Le Parquet de Milan a demandé, vendredi 15 octobre, la levée de l'immunité parlementaire du trésorier du PDS (Parti démocratique de la gauche, ex-communiste), Marcello Stefanini, dans le cadre de l'enquête « Mani pulite » (« Mains propres »), à propos d'une opération immobilière à Rome, à 400 appris de source judiciaire. Le sénateur PDS est soupçonné de financement illégal des partis politiques, de falsification de bilan et de fraude fiscale. Par ailleurs, les magistrats de Milan ont délivré une commission rogatoire internationale auprès des autorités judiciaires du Vatican, pour vérifier si l'Institut des œuvres de religion, la banque du Vatican, avait servi d'écran pour le versement par la société Ferruzzi de quelque 250 millions de francs à des responsables de l'ENI, dans le cadre du scandale Enimont. (AFP, Reuters)

GRÈCE

M. Papandréou rompt le dialogue avec Skopje sur la dénomination de la Macédoine

Le premier ministre grec, Andreas Papandréou, a annoncé, vendredi 15 octobre, que la Grèce ne participerait plus aux négociations engagées sous les auspices des Nations unies avec l'ex-République yougoslave de Macédoine sur la question de son nom définitif. « La Grèce ne mènera aucun dialogue sur le nom, cette question a pris fin », a déclaré M. Papandréou dans une courte déclaration, après avoir rencontré le chargé d'affaires américain en Grèce, James Williams.

Interrogé sur le point de savoir si des contacts se poursuivraient entre Athènes et Skopje sur d'autres questions en discussion, notamment des mesures de confiance bilatérales, il s'est abstenu de répondre. L'ancienne République yougoslave de Macédoine, à la frontière nord de la Grèce, au cœur des Balkans, avait été admise à l'ONU sous ce nom provisoire, en avril dernier. « Je ne crois pas que cette

affaire redevienne un problème majeur au sein de la CEE » (dont Athènes doit prendre la présidence en janvier), a déclaré pour sa part Théodoros Pangalos, ministre adjoint des affaires étrangères, chargé des questions européennes, ajoutant qu'on ne pourrait « forcer » les Grecs à aimer leurs voisins du Nord. « On ne va pas les obliger, on ne les découpera pas en morceaux, mais on ne nous obligera pas à les aimer », a-t-il dit.

M. Papandréou a accusé son prédécesseur, Constantinos Mitsotakis, d'avoir « par son double langage contribué à ce que Skopje soit reconnu sous le nom de Macédoine » - un nom que les Grecs estiment relever exclusivement du patrimoine hellène. Il a souligné, dans un récent entretien au quotidien socialiste *Ta Nea*, que la Grèce ne reconnaîtrait pas cette petite République, ce qui l'empêcherait pas « certains contacts directs ou indirects ». (AFP)

Saint-Petersbourg secouée par la tempête moscovite

Suite de la première page

Finalement, l'amiral a pu garder, provisoirement peut-être, son bureau à la mairie. Mais il ne s'est pas « rallié » pour autant au camp du vainqueur, loin de là. Dimanche 3 octobre, il a d'ailleurs pris la parole au cours d'un meeting de l'opposition, sur la place du Palais d'Hiver. Il avait accepté d'y participer à condition que les organisateurs n'invitent pas Nina Andreeva, la célèbre porte-parole de la frange la plus réactionnaire du Parti communiste. Il n'empêche qu'il est apparu au milieu des drapeaux rouges. De la même manière, sa seule possibilité de s'exprimer à la télévision locale pendant ces journées de crise lui avait été offerte par Alexandre Nevzorov, l'animateur d'une émission national-communiste, interdite entretemps, « 600 secondes ». « J'ai donc été « rougi » deux fois », explique cet homme qui se considère comme un centriste.

Graves accusations

Le regard clair et franc, le visage jeune malgré ses cheveux blancs - « Ils ont blanchi d'un coup, pendant une ovation de mon sous-marin sous les glaces du pôle Nord », et très fier des titres universitaires qu'il a glanés depuis qu'il a quitté le service actif, M. Chitchebakov refuse aujourd'hui de condamner l'attitude d'Alexandre Routskoï pendant l'assaut de la « Maison Blanche ». « Je sais comment ça se passe dans ces moments-là, quand un navire fait naufrage. Il a essayé de faire quelque chose, jusqu'au bout. » Il suspecte même une « provocation » dans les affrontements sanglants du dimanche 3 octobre : « Il fallait à Eltsine un prétexte. » Et il porte des accusations très graves : il affirme, en particulier, que les caméraman qui filmaient les combats d'Oestankino ont été visés à dessin par les

défenseurs de la télévision pour les empêcher de témoigner - il y a eu trois morts parmi eux. Il fait aussi état d'« enregistrements d'ordres donnés par le ministre de l'Intérieur, le général Erine, « qui vous feraient dresser les cheveux sur la tête si vous les entendiez », et où le ministre en question recommanderait notamment de « ne pas économiser les balles ».

Le diagnostic est bien sombre, surtout quand M. Chitchebakov ajoute qu'il éprouve les plus grands doutes sur le caractère libre et honnête des élections à venir. Et pourtant, peut-être en raison de sa « nature optimiste », il est fermement résolu à y participer, et vise au siège de député à la Douma d'Etat - le nouveau Parlement fédéral. Il est sûr de bénéficier d'un fort soutien dans la population - plusieurs observateurs confirment qu'il est sensiblement plus populaire que le maire, Anatoli Sobtchak, homme brillant et beau parleur, mais très souvent absent - et estime que ses réseaux personnels lui permettront de faire campagne en dépit du contrôle des médias. « De toute manière, il n'y a pas le choix. Le boycott des élections est impossible, le seul de participation ayant été fixé très bas, à 25 % des votants. Il faut donc saisir la seule chance qui reste d'éviter la dictature. »

Un étage plus bas, dans ce gigantesque et triste bâtiment de l'Institut Smolny où la mairie « démocratique » s'est empressée de prendre la place de la direction locale du Parti communiste, une forte animation règne dans l'antichambre du bureau de Vassili Poutine. Il est devenu le bras droit du maire, et, en l'absence de M. Sobtchak, c'est clairement lui qui dirige la maison. Son profil à lui est un peu différent : s'il a été jadis l'étudiant du professeur Sobtchak, il a aussi été, entre-temps, et pendant dix-sept ans, adepte d'« organes », c'est-à-dire du KGB. Quand on l'interroge sur les événements récents, il s'abstient soigneusement de crier victoire : « Nous considérons que tout le

PROCHE-ORIENT

L'accord préliminaire israélo-palestinien sur l'autonomie des territoires occupés, signé par Yasser Arafat et Itzhak Rabin le 13 septembre à la Maison Blanche, a imposé à chacun des protagonistes de penser autrement l'avenir. Nicolas Weill a rencontré en Israël un certain nombre d'écrivains et d'intellectuels qui ont exprimé leur espoir ou leur scepticisme. Il a également interrogé l'écrivain arabe israélien Emile Habibi qui plaide pour une coexistence pacifique future des deux peuples. Quant au poète palestinien Mahmoud Darwish, un proche d'Arafat qui a démissionné du comité exécutif de l'OLP, il dit ne pas s'opposer à un accord qu'il juge néanmoins insuffisant.



L'accord Israël-OLP vu

Un Etat juif de moins en moins sioniste

Les intellectuels quittent l'ère des certitudes et congédient, non sans résistance, l'idéologie traditionnelle des pères fondateurs

Quelle est la date de naissance de l'Israélien laïque et urbain qui réside dans les grandes conurbations de Tel-Aviv ou de Haïfa ? 1948, la fondation de l'Etat ? 1949, le premier congrès sioniste ? Ou bien vient-il de plus loin, d'il y a deux siècles, quand le monde juif, au temps des Lumières, rejoint la modernité politique ? Quelle que soit l'origine de l'homme israélien de 1993, force est de constater qu'il est le produit d'une histoire assez longue pour obéir à ses propres rythmes. Une histoire qui, plus que jamais, après la poignée de main de Washington, quitte l'ère des certitudes et congédient, non sans nostalgie ni résistance, le sionisme traditionnel des pères fondateurs.

On s'étonne souvent de la noirceur avec laquelle les romanciers israéliens décrivent leur pays. Même s'il est vrai qu'un homme d'une cinquantaine d'années peut y avoir passé huit ans sous les drapeaux et vécu quatre guerres, l'interminable conflit, avec son cortège de deuils et de malheurs, n'explique pas tout. Pour les écrivains, le prosaïsme de la vie quotidienne est au moins aussi insupportable que la guerre. Il marque en effet la place vide des grandes ambitions collectives et l'absence d'idéal (sioniste, socialiste ou religieux).

Le poète israélien Nathan Zach explique ainsi dans le quotidien *Haaretz* cette horreur du désenchantement si caractéristique de la prose israélienne contemporaine : « Tout se passe comme si le monde enfantin du héros romanesque israélien – le lumineux sabra – se désassemblait. Parce que malheureusement la réalité n'offre que l'image de vagues d'immigrants pour lesquels il n'éprouve que de la haine. Autrement dit, le héros du roman israélien demeure enfoncé dans les rêves narcissiques de l'enfance, et par malchance pour lui, il n'est ni prêt ni capable de se retrouver dans une vie quotidienne, inachevée par essence, qui ne fournit aucune issue à ses utopies romantiques. » Sabras désorientés devant l'arrivée massive de Yekim (Juifs allemands), puis de séfarades, puis de Russes... l'élite

littéraire du pays n'en finit pas d'être désarçonnée face à ce pays qui change de population tous les dix ans, et auquel elle désespère d'imposer jamais ses mythes. L'idéal demeure cependant une valeur forte du monde intellectuel israélien. Surtout pour en regretter la disparition. Ainsi le journaliste et historien Tom Segev, en achevant une description sans complaisance des premiers Israéliens, avoue envier à ceux des années 50 leur confiance en la justesse de leur cause et leur absence de doute. Est-ce un hasard si, au début de cette année 1993, un recueil d'utopies sionistes écrites au début du siècle rassemblées par une universitaire, Rachel Alibon-Dror (les *Lendemain d'hier*), a connu un succès de curiosité ou de nostalgie ?

A n'en pas douter, la poignée de main Rabin-Arafat a eu pour arrière-pensée – voire pour condition de possibilité – cette modernité dégrisée et un peu lasse. Si une figure triomphe, en ce premier mois de la paix, c'est bien celle de l'« israélien », qui caractérise un peuple majoritairement agnostique et individualiste. Image douloureuse à admettre pour les juifs de la diaspora habitués à chérir un Israël de légende, militant ou dévot.

Des racines

« pas assez profondes »

Les écrivains qui appartiennent à la « génération du Palmach » – du nom de l'unité d'élite de l'armée israélienne de 1948 – et qui, les premiers, ont osé écrire un hébreu proche de la langue parlée, demeurent sans doute les plus attachés à la thématique traditionnelle du « pionnierisme ». Même si c'est pour la mettre en question, comme S. Yizhar, père de la littérature israélienne de gauche, dont une nouvelle datant de 1948, *Le Prisonnier*, a pour la première fois mis en cause des méthodes de l'armée. Dans ses ouvrages les plus récents, S. Yizhar interroge la relation du pionnier au paysage extra-Israélien dont la vocation lumineuse et la malléabilité sont illusoire.

Moshé Shamir, ancien compagnon d'arme d'Itzhak Rabin au Palmach, est passé à droite. Cet homme de soixante-dix ans vit l'accord de Washington comme une défaite. Mais il considère que le sionisme n'en est qu'à ses débuts. La « fatigue » ou le peu de goût de ses compatriotes pour les grands projets nationaux sont passagers. L'auteur d'*Un roi de chair et de sang*, sorte d'épopée historique juive, reste rive à son objectif : un grand Israël, fort d'une population juive de dix millions d'habitants.

Pour lui, comme pour Arie Stav, directeur de la revue *Nativ* – reflétant les positions de la droite intellectuelle et sécuritaire – l'« israélien » est attribué tantôt à une « haine de soi » supposée pathologique juive, tantôt à une fascination que la diaspora et ses « héros culturels » comme Noam Chomsky, George Steiner ou Franz Rosenzweig exercent sur certains Israéliens. « Les racines du sionisme ne sont pas assez profondes, dit-il, et l'Etat d'Israël n'a pas eu le temps depuis quarante-cinq ans de façonner les outils propres à enraciner l'idée de patrie et de souveraineté. »

David Shahar appartient peu ou prou à la même génération que Moshé Shamir. Il se fait gloire de faire partie du « vieux Yishouv » (population juive de

Palestine) fixée depuis cinq générations dans le pays. Il compare son pays à une sorte de « *Rusthie des nains* », soumis comme l'écrivain à une sentence de mort. Le soulagement d'une partie de l'opinion publique découle, selon lui, de cette terrible pression. L'Israélien de cet antenne est comme « un homme qui, pour fuir un lion, se précipite dans un ravin, au fond duquel il aperçoit un tigre. A mi-chemin, l'homme se raccroche aux branches d'un cerisier. Et que fait-il, coïncide entre les deux fauves ? Il mange les cerises avec gourmandise ! ».

C'est avec la génération des années 60 qu'apparaissent en Israël quelques « intellectuels » plus proches du modèle français, c'est-à-dire plus essayistes, que romanciers. Mais la scène intellectuelle, qui délivre ses opinions dans les quotidiens, multiplie les comités et les pétitions, continue à reproduire quelques traits caractéristiques de l'intelligentsia juéo-russe d'avant 1914. Celle des fondateurs de la littérature israélienne : les Bialik, les Brooker ou les Agnon partis d'Odesse ou de Galicie pour rejoindre au début du siècle la Jaffa et la Jérusalem ottomane.

Ces intellectuels d'aujourd'hui, mieux connus à l'étranger, comme le philosophe Yirmiyahu Yovel, l'historien Zeev Sternhell, Amos Oz, A. B. Yehoshua, sont généralement des universalistes d'une cinquantaine d'années, sionistes de gauche. Ils demeurent attachés à la notion de « mission d'Israël ». Si la plupart ont été nés d'ardents militants de la paix, la poignée de main entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat ne les a pas démolis.

« Tout le monde

a un problème d'identité »

Cette gauchiste universitaire est en effet engagée dans un processus de réconciliation avec le mouvement sioniste religieux, d'où est issu le mouvement de colonisation des territoires (Gush Emounim – le bloc de la foi). Cette volonté affichée d'une gauche sioniste de définir avec ses adversaires de toujours au moins des règles du jeu communes, est-elle sincère ? Ou bien vise-t-elle simplement à prévenir les menaces de guerre civile qui pèsent et qui pèseront dans les déclarations pleines de réassurance de représentants de l'extrême droite au cas où le processus de paix imposerait l'évacuation des implantations ou la division de Jérusalem ?

En attendant, pour Yirmiyahu Yovel, les futures relations israélo-palestiniennes doivent devenir l'« antitype » des confédérations yougoslave ou soviétique. Les deux peuples constitueront une confédération pacifique, fondée sur l'association volontaire et non sur l'oppression, qui sera un modèle même pour l'Europe déchirée. Autre version d'Israël – « lumière des nations » d'après la paix : celle d'A. B. Yehoshua, pour qui la nouvelle donne fournit à Israël l'occasion « de donner au lieu de recevoir » en proposant des enseignements au tiers-monde. La normalisation de l'existence juive, possible à 100 %, selon lui, exclusivement dans le cadre de l'Etat d'Israël, est en vue, dès lors que la « région » reconnaît l'Etat juif. Quant à la diaspora, elle n'aimera « pas un Israël paisible, sans crise, qui ne pose aucun problème. Car pour les juifs du monde, un Israël problématique est une source d'identité. D'ailleurs la paix ne suscite

aucune explosion de joie en diaspora ».

L'identité de l'Etat juif va-t-elle cesser d'être problématique ? Yoram Kaniuk, romancier qui fait partie de cette génération des années 60, ne le pense pas. Déjà, dans sa *Confession d'un bon Arabe*, il traite d'une situation qui pourrait avec la paix devenir banale : celle d'un rejeton de couple mixte, juif et arabe. « Tout le monde a un problème d'identité ici, explique-t-il. Et pas seulement les juifs. Regardez Emile Habibi qui, tout en étant citoyen israélien, appartient au monde arabe. L'Europe n'a pas voulu de moi, des juifs. Ma maison, je suis obligé de la partager avec les Arabes. Je suis contre, absolument contre, la logique de la séparation, et d'ailleurs, contrairement à ce que disent beaucoup d'intellectuels ici, il y a entre les Palestiniens et les Israéliens beaucoup plus d'amour qu'on ne le croit. D'ombrage profond parce que, de toute façon, le pays est trop exigü pour qu'il n'y ait pas mélange. Moi j'ai besoin de l'étranger des Palestiniens. Et montrant d'un geste la rue Shukim, sorte de Greenwich Village au cœur de Tel-Aviv, où déboulent « branchés » et rockers : « Cela ne me suffit pas. Je veux me sentir chez moi même à Nazareth. »

La paix est-elle susceptible de susciter une nouvelle littérature israélienne ? Benay Tzipper, qui dirige les pages littéraires de *Haaretz*, fait remarquer que, depuis une dizaine d'années, la littérature israélienne, de moins en moins « engagée », est surtout à la recherche de formes et de genres diversifiés. L'émergence d'une littérature policière en hébreu, dans laquelle s'illustrent surtout des femmes comme Shulamit Lapid ou Batya Gur, est perçue comme un phénomène encourageant. Il permettra peut-être au roman israélien de briser la gangue du réalisme russe propre au XIX^e siècle, qui définit encore le gros de la production littéraire.

Parmi les textes qui, depuis cinq ans, sont envoyés par de jeunes auteurs en concours de nouvelles organisés par *Haaretz*, très peu ont trait au conflit israélo-arabe, et la guerre de 1973, il y a tout juste vingt ans – traumatisme s'il en fut pour la société israélienne – n'a pas non plus produit de grandes fictions. Quant au passé de la littérature israélienne à l'étranger, il semble se complaire dans les stéréotypes juifs, et même dans l'exotisme, « alors que de grands écrivains, qui parlent en hébreu d'une vie israélienne non juive et sans idéal, une vie bourgeoise en somme, sans « bons » ni « mauvais », comme Yehoshua Knaz ou Yaakov Shabtai ne sont pas ou peu traduits ». L'arrivée sur le marché littéraire d'une deuxième génération d'écrivains séfarades, parfois d'origine irakienne, comme Sami Mikhaël ou Shimon Balas, est rafraîchissante. Leur source d'inspiration, sans rien concéder au folklore, change de la Shoah, du kibboutz ou de la Russie. Et si Israël était devenu, pour les jeunes générations, de moins en moins déchiffrable, aussi hachuré et bizarre que les métropoles de la fin du siècle, désormais irrédutibles à un « sens » univoque ? *Dolly City*, écrit par une jeune femme née en 1960, Orly Castel-Bloom, se passe dans un Tel-Aviv de cauchemar, vu à travers le regard d'une mère maniaque dont la principale activité consiste à

ouvrir le corps de son enfant pour vérifier que les organes sont toujours en place.

La violence un peu adolescente du livre oscille entre le gore, le minimalisme et l'attachement de Boris Vian – la formule ayant assuré au livre un succès de scandale. Certains passages laissent cependant percer avec émotion la fleur ressentie par les jeunes Israéliens par rapport à la terre et au sens : « Parfois, même à Dolly City, je suis saisie d'un sentiment d'étrangeté. Je regarde la circulation et les bouchons, j'entends le ding dong de la grande horloge, le gong du restaurant chinois, et je commence à trembler, à vouloir rentrer à la maison, alors que ma maison, c'est ici. »

« Les gérants

de l'hôtel Sion »

Rien d'étonnant à ce que dans une société où l'idéologie perd de son emprise, quelques-uns des tabous les mieux ancrés commencent à se fissurer. Celui de la « loi du retour » par exemple, qui permet aux juifs du monde d'obtenir, séance tenante, la nationalité israélienne. Pour un professeur de sémiotique, Itamar Even-Zohar, de l'université de Tel-Aviv, le sionisme est une affaire terminée depuis 1948, et il est temps d'amender sinon d'abolir cette loi, qui confère à des étrangers pourvu qu'ils soient juifs des droits exorbitants au détriment des « ootils », et transforme le pays en auberge espagnole. A l'Etat juif (*Medinat Yehoudit*) doit progressivement se substituer l'« Etat des citoyens » (*Medinat Ezerahéha*) : voilà qui pourrait, une fois le conflit avec les Palestiniens réglé ou en cours de règlement, devenir dans les prochaines années la question nationale.

David Grossman, l'auteur du *Vent jaune*, lequel a moins de quarante ans, a résumé cette sensibilité agacée propre aux Israéliens de sa génération : « La fin de l'état de guerre et celle de l'occupation des territoires, écrit-il dans le quotidien *Yediot Aharonot*, le début de la « normalisation » de notre existence posent une question pénible et sans équivoque aux millions de juifs qui, en diaspora, se considèrent comme sionistes, et qui, à ce qu'ils disent, « hésitent » depuis des années à venir : viendrez-vous vivre ici une existence remplie de défis nouveaux y compris sur le plan de votre identité juive, ou resterez-vous en diaspora ? Et si à la fin des fins vous ne venez pas, devrons-nous continuer, nous, les gérants de l'hôtel Sion, à garder des chambres libres à votre nom ? Ou bien allons-nous décider, de

mettre une limite dans le temps à la problématique « loi du retour » (exception faite pour les juifs en danger et menacés par la misère), ce qui nous permettrait de trouver une ébauche de solution au problème de l'égalité complète pour le bon cinquième des citoyens israéliens qui ne sont pas juifs ? »

De même Tom Segev (né en 1945), dans *Haaretz*, à peu près en même temps que David Grossman, imaginait-il ainsi l'avenir d'Israël : « L'Etat appartiera à ses citoyens, les frontières, ouvertes, ne seront plus que des traits sur une carte. Les juifs israéliens se mêleront aux Arabes, et les Arabes feront de même – tous enfants d'un pays qui restera ce qu'il est : un magnifique morceau de terre, quelque part sur le versant oriental de la Méditerranée, dont les habitants ne vivent ni pour le passé, ni pour l'avenir, mais pour le présent... »

Chez Benay, l'un des restaurants du port de Jaffa, la mer vient lécher les tables. Deux paisibles pêcheurs taquinaient le poisson sous le tendre soleil d'octobre. « Rien n'est irréversible », dit Tom Segev commentant son article. Il peut y avoir d'autres guerres, la situation est tellement fragile. C'est pour cela d'ailleurs que l'opinion publique s'est déjà habituée à la paix. Parce qu'on sait que l'histoire est pleine de rebondissements inattendus. » Puis, saisissant son verre de vin blanc, il jette un coup d'œil sur le paysage et ajoute en souriant : « Oui c'est cela : un superbe morceau de terre au bord de la mer... On se croirait à Santorini ! »

NICOLAS WEILL

★ En français, et paru récemment, on pourra lire de A. B. Yehoshua *Monsieur Mami* (Calmann-Lévy) ; de David Shahar *Les Nuits de Lutèce* (éditions François Bourin) ; de Yoram Kaniuk *Confession d'un bon Arabe* (éditions Miroirs-Nord) ; de Orly Castel-Bloom, *Dolly City* (Actes Sud). Un nouveau roman de David Grossman, *Le Sourire de l'agneau*, va sortir prochainement aux éditions du Seuil. Signaleons la publication du sixième numéro de la revue *Levent*, les *Cahiers de l'espace méditerranéen*, dirigés par Michel Etchagat, qui a fait beaucoup pour rapprocher, sur le papier, écrivains israéliens et arabes palestiniens. Enfin mentionnons également la série de textes rassemblés par Ilan Groll-samer sous le titre d'autant plus prometteur que la livre est paru avant l'accord de Washington : *Rapenser Israël*, morale et politique dans l'Etat juif, avec des contributions entre autres de Yehayahu Leibowitz, David Horowitz, du poète Haim Gouri et de Leon Ashkenazi (éditions Autrement).

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lascour, gérant
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Maurice Loubert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Perrenot
Bernard L. Gaudin
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1988)
Jacques Faure (1988-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontès (1993-1994)

RÉDACTION ET SÈRE SOCIAL :
18, RUE PALAISEAU
75001 PARIS CEDEX 18
Tél. : (1) 40 46 35 25
Télécopieur : 40 46 35 26
ALIMENTATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
92000 NANTY-LEZ-TOURNAI
Tél. : (1) 40 46 35 25
Télécopieur : 40 46 35 10

Le Monde
éditions

Social

Par ici la sortie !

Alain Lebaube

EN VENTE EN LIBRAIRIE

محاضرات الأمل

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

par les intellectuels

Mahmoud Darwich : « Dire adieu au passé »

Pour le poète palestinien, l'accord est « un petit pas dans un long chemin »

Lorsque, le 13 septembre, Yasser Arafat prit, à son tour, la parole à la Maison Blanche et fit son discours, un discours conventionnel et assez « langue de bois », j'ai su que le poète Mahmoud Darwich avait démissionné du comité exécutif de l'OLP. Tout le monde savait que, dans les circonstances importantes et graves, c'était le poète qui servait de « nègre » au président. C'est Mahmoud Darwich qui écrivait naguère le discours que prononça Arafat à l'ONU, en 1974 ; c'est lui aussi qui rédigea le texte officiel de l'annonce de la création de l'Etat palestinien en 1988, ainsi que le discours de la conférence de Madrid.

Poète lyrique, homme rebelle, militant exigeant, Mahmoud Darwich n'est surtout pas un politicien. Politique, sa poésie ne l'est pas, ou alors si peu. Ses premiers textes se voulaient un cri, un appel, une parole contre l'oubli menaçant. Mais toute sa poésie est nourrie par une volonté farouche d'exister, de vivre sur une terre, dans une patrie où la vie serait, tout compte fait, banale, où des enfants ne jetteraient plus des pierres sur des soldats armés, car il n'y aurait plus de soldats mais des arbres, des écoles, des jardins publics, des stades, des bibliothèques et des cafés.

Il le dit simplement : « Nous vivons un pays de paroles. Parle, parle, que nous connaissions la fin de ce voyage (1). » Ailleurs il dit aussi : « J'ai opprimé tout le langage et je l'ai défait pour composer un seul mot : Poésie (2). » Dans un long poème, c'est une chanson (3), il l'avoue : « La guerre est dérobée. Ne combats point à l'extérieur, des mots. » Depuis le début, le poète rêve et « dépose les mots sur le trottoir et [de] se retirer ». Mahmoud Darwich ne cesse de s'interroger sur son rôle et son statut au sein

d'une organisation de libération d'une terre. Un poète peut-il croire ou faire croire que l'écriture est un acte isolé, séparé du politique et de l'histoire ? Peut-il se détacher de sa source d'inspiration et proclamer son droit à la création et rien de plus ? La poésie de Darwich est profondément enracinée dans la lutte du peuple palestinien. Elle n'est pas, cependant, une poésie de combat. Elle est beaucoup plus belle, plus convaincante et tend vers l'universel. Comme tous les grands poètes meurtris par l'histoire, il lui arrive de rêver d'une poésie dédiée à l'amour des femmes, à la beauté, à l'innocence, mais, comme il dit : « Je ne trouve de forme à ma voix que sous la forme de la mer éternelle. » Il nous déclare : « Je suis le fils de mes circonstances. La Palestine est une affaire aussi humaine. Il s'agit de la terre. Un trésor pour l'écriture. Il arrive parfois qu'un Israélien et un Palestinien écrivent le même poème. Nous avons un patrimoine commun. Un poète comme Yehuda Amichai m'exprime. »

« J'ai peur du présent »

Y'a-t-il renoncé aux mots de la blessure, à présent qu'un accord historique a été signé entre Israël et l'OLP ? « Cet accord, nous dit-il, je ne l'ai ni accepté ni refusé. J'ai démissionné du comité exécutif de l'OLP pour ne pas avoir à assumer la responsabilité grave de cet accord. Mon rôle dans l'OLP a été celui du symbole. J'étais là pour tempérer les tensions, pour concilier les divergences à l'intérieur de la direction. Je n'étais pas un homme politique. Je suis un poète qui a son point de vue sur le réel. J'étais au courant des négociations d'Arafat et je voyais les choses d'un certain point de vue. J'ai même contribué d'une certaine façon aux rencontres entre Palestiniens et Israéliens. Au printemps dernier, j'ai rencontré à Paris l'ancien ministre israélien de la culture et de l'éducation, M. Sholomit Aloni. Rabin l'avait autorisé à prendre des contacts avec des gens de l'OLP. Elle voulait avoir des liens directs et permanents avec Abou Mazzen. J'ai transmis le message. »

Mahmoud Darwich dit et répète ne pas s'opposer à l'accord, même s'il le trouve insuffisant : « J'ai peur que le d'abord de l'expression « Gaza et Jéricho d'abord » ne soit une « fin ». Ils nous ont donné l'administration d'une municipalité. Cet accord ne résout pas la question palestinienne, mais il a supprimé l'obstacle à la paix entre Juifs et Arabes. Il y a une fois un peu exagérée, une fête un peu précipitée. Et pourtant je suis pour cet accord. Son échec serait une nouvelle catastrophe pour le peuple palestinien : c'est un petit pas dans un long chemin fait de négociations et de problèmes. »

« Je n'ai pas peur de l'avenir ni de la paix. J'ai peur du présent. L'avenir ou le temps, il est ouvert et nous accueillons avec tolérance. Il est commun. Nous devons laver notre sang et nos larmes sur la scène du présent. Nous devons partager la terre du présent et partager les droits que nous donne ce présent. Il faut dire adieu au passé. Il faut le ranger dans des armoires ou le faire entrer dans des romans et des poèmes. Si le présent est juste et libre, l'avenir sera celui de la paix et de la solidarité. »

C'est le message qu'il adresse aux Israéliens. Il avoue avoir été très ému par le discours de Rabin à la Maison Blanche. « C'est lui qui a exprimé la douleur et les drames de l'histoire palestinienne. C'est normal, nous palestiniens, nous avons le même lieu, de la même enfance. Et chacun de nous voudrait hériter de cette histoire commune. »

Les Israéliens partagent avec nous la terre, le droit et la langue. Aujourd'hui, ma mémoire est arrêtée. Depuis le 13 septembre j'ai l'impression d'appartenir à une histoire qui n'a plus de passé. Je sais que cet accord est modeste. Mais il est là, c'est un fait. Il faut le vivre positivement. Il faut le travailler pour en sortir quelque chose de bien. »

Mahmoud Darwich s'interroge, aujourd'hui, sur son retour à sa terre natale. Il est né en Haute Galilée. Il veut retrouver sa maison, puis se demande : « Avoir-nous le droit au retour ? » Il parle de son ami palestinien, le romancier Emile Habibi, qui est citoyen israélien et qui a « applaudi de toutes ses forces à l'accord ». Il dit être soulagé de n'avoir plus de responsabilités au sein de l'OLP. Il va avoir tout le temps pour écrire. En ce moment, il écrit un long poème, son autobiographie. Il a publié jusqu'à présent une vingtaine de recueils, traduits en une vingtaine de langues. On estime à plus d'un million et demi le nombre de ses livres vendus dans le monde arabe.

En 1977, sa maison d'édition libanaise, Dar El Aouda, organisa une grande fête pour célébrer le sept cent cinquante mille exemplaire vendus. Ce chiffre officiel n'inclut évidemment pas les éditions pirates ! Symbole ou pas, Mahmoud Darwich est aujourd'hui le poète arabe le plus populaire et certainement le plus important. Quand il lit ses poèmes, les gens se déplacent par milliers. Il y a quelques années, la police a dû intervenir pour disperser un millier de jeunes gens qui n'avaient pas trouvé de place au grand théâtre de Casablanca où il lisait son dernier recueil.

TAHAÏ BEN JELLOUN

(1) Plus nous sont les roses, traduit par Abdelatif Laabi, éd. de Minuit, 1989.
(2) Revue d'études palestiniennes, n° 31, poème traduit par Elias Samrawi.

Emile Habibi : « Nous n'avons que ce pays »

Selon l'écrivain arabe israélien, l'avenir est à « l'égalité complète » entre les deux peuples

« Quel est l'état d'esprit de la population arabe d'Israël un mois après la poignée de main de Washington ? »

Les Arabes en Israël ont, dans leur majorité, toujours voulu cette réconciliation. Cette espérance nous a permis d'endurer la répression, l'expulsion, notre mise à l'écart de la société israélienne, le refus de facto de nous reconnaître, en dépit du droit de vote et d'éligibilité israélien nous accorde. Ce qui s'est passé, le mois dernier, nous a permis de respirer. Oui ! Nous sommes contents, très contents. Parce que la ligne modérée à laquelle nous nous sommes tenus a aidé à faire comprendre aux autres Palestiniens que là était le vrai moyen d'avancer.

Cet accord a été comme un coup de tonnerre dans un ciel calme. Nul ne l'attendait. Dès 1947, à l'époque du mandat britannique, j'ai appelé mon parti (la Ligue de libération nationale-communiste) et mon peuple à accepter le plan de partage de la Palestine en deux Etats, seule alternative à la tragédie qui menaçait alors le peuple arabe palestinien. Cela m'a valu d'innombrables attaques de la part des extrémistes des deux bords, et ce jusqu'à l'an passé, quand j'ai accepté le prix de littérature d'Israël. Je l'ai fait bien que le pouvoir fut alors aux mains d'Itzhak Shamir et malgré l'opposition bruyante des écrivains palestiniens et arabes à l'étranger, au nom de la coexistence pacifique future des deux peuples.

La question des Arabes en Israël ne s'est-elle pas modifiée par la nouvelle donne au Moyen-Orient ?

La vraie question, celle qui a toujours préoccupé et préoccupe vraiment les Arabes d'Israël, est celle de leur intégration, culturelle, économique et politique. Nous avons toujours pensé que ce n'était pas nous qui refusions

de reconnaître l'Etat d'Israël, mais que, au contraire, l'Etat d'Israël refusait de nous reconnaître. La population arabe, parfois même au grand étonnement de personnalités juives de gauche, se tourne de plus en plus vers le Parti travailliste, c'est-à-dire vers les partis de gouvernement qui seuls peuvent faire évoluer notre situation. Tout simplement parce que cette population ne se nourrit pas d'idéologie.

Ce n'est pas pour rien que nous utilisons la formule « Ce pays est la seule patrie que nous ayons ». Nous n'avons qu'elle. Comme les Juifs. Alors nous attendons d'elle qu'elle nous fasse bon accueil ! Les extrémistes juifs ne cessent de dire : « Vous avez-vingt et un pays arabes qui seront heureux de vous recevoir. » Ce n'est pas vrai ! Nous n'avons que ce pays.

Contre la démission de l'adversaire

Vous pensez que le processus d'« israélienisation » de la population arabe en Israël, contre lequel s'élèvent quelques intellectuels arabes, est irréversible ?

Ces intellectuels-là vivent dans les nuages. Quant à l'Etat juif, il ne désire nullement ce processus. C'est nous qui l'avons conquis de haute lutte. Les Arabes d'Israël ne se cantonneront pas volontairement dans une sorte de ghetto. Demain, nous nous battons pour que le peuple israélien parle deux langues, l'hébreu et l'arabe. Je ne comprends pas l'inquiétude des intellectuels juifs qui tremblent sans cesse pour le maintien du « caractère juif ». La langue hébraïque a su acquiescer son avenir. Même à l'époque de l'Espagne islamique, d'ailleurs, l'hébreu n'avait pas été englouti dans l'océan de la culture musulmane. Il n'y a donc aucun danger, au contraire. Je

vois notre culture et notre patrimoine arabe s'enrichir dans la reconstitution pacifique avec la culture et le patrimoine hébraïques. Le moment est venu pour tous de franchir le Rubicon.

Sur quelles bases israéliennes et palestiniennes, à l'intérieur de l'Etat d'Israël, pourrions-nous s'entendre, ainsi que vous le suggérez ?

Celle de l'égalité, celle de la démocratie. Quand je parle d'égalité, c'est d'égalité complète ! Quant au domaine « culturel », cela fait longtemps que des liens se sont noués entre intellectuels juifs et arabes. Nous, les hommes de culture, les écrivains, avons fait beaucoup pour rendre possible la poignée de main de Washington. Shimon Peres parle de « bond » qu'il a fait, mais il n'a pas rebondi dans le vide, mais sur un sol ferme, que nous, les intellectuels, avions donné. C'est nous qui avons fait en sorte que chaque voie en l'enfance, en l'autre, un homme, et non une bête sauvage. Nous avons lutté chacun dans notre communauté contre la démission de l'adversaire. C'est cet état d'esprit qui triomphe aujourd'hui.

Que pensez-vous de l'expression de David Grossman s'utilisant dans un journal israélien d'« Etat galiléen » ? « Méditerranée Galil », faisant ainsi allusion à la possibilité que les Arabes israéliens revendiquent à leur tour à l'intérieur d'Israël une sorte d'autonomie politique ?

Le courant majoritaire des Arabes d'Israël rejette ce genre d'idées ! Nous avons toujours pensé que ces positions ne font que conforter les « adversaires » israéliens ou les adversaires du retrait des territoires occupés. Et ce genre de slogans ne fait que renforcer les Begin et consorts. Les attitudes doivent changer du tout au tout, et avant tout chez les Israéliens. Parce que la victime, c'est nous !

En tant qu'écrivain, les sources d'inspiration de votre œuvre vont-elles se modifier à la lumière des derniers événements ?

Je fais partie de la toute petite minorité de gens qui n'ont pas besoin de modifier leur ligne politique. Dans toutes mes œuvres, j'ai cherché à faire comprendre que mon peuple n'est fait ni de héros ni de traîtres, mais de réalistes. C'est un peuple qui non seulement souffre mais absorbe la souffrance. Il a l'endurance des peuples anciens qui mène à la tolérance, malgré les conditions pénibles dans lesquelles il vit. Comme le personnage du Pessimisme (1) qui est un collaborateur, et qui pourtant est sympathique. On l'aime quand même, parce qu'il n'a aucune échappatoire.

De même ai-je toujours combattu pour que l'on voie sous le conquérant militaire, sous le soldat israélien, l'homme, et non Superman. Le surhomme n'est pas un homme. Je le dépense faible, aussi faible que moi. J'ai découvert que la faiblesse, la faiblesse humaine, est le meilleur indice de l'humanité de l'homme — bien plus que l'héroïsme. J'ai lutté dans mes œuvres pour cette idée paradoxale. Autrefois, nous voyions l'autre soit comme un zéro, soit comme Superman. J'ai écarté l'un comme l'autre, le zéro comme le Superman ou l'extraterrestre de mes livres. Si l'on considère l'autre comme un homme, alors on découvre immédiatement que sa faiblesse recèle quelque chose qui en fait un semblable. Et peut-être plus... »

Propos recueillis par NICOLAS WEILL

(1) Emile Habibi est l'auteur des Aventures extraordinaires de Saïd le pessimiste, et de Pénalités oubliées, tous deux traduits de l'arabe et publiés aux éditions Gallimard.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Satisfaction quasi unanime après l'attribution du prix Nobel de la paix

Lee Sud-Africaine se sont quasi unanimement félicités, vendredi 15 octobre, de l'attribution conjointe du prix Nobel de la paix à Frederik De Klerk et Nelson Mandela, estimant qu'il encourageait le processus de négociations qui doit aboutir, le 27 avril 1994, aux premières élections multiraciales de l'histoire du pays.

Seul le Congrès Pan-Africain (PAC), mouvement noir d'extrême gauche, a manifesté sa désapprobation face à une décision qui a « mis sur un pied d'égalité le génie et sa victime ». « C'est la première fois qu'un oppresseur est qualifié d'homme de paix », a déclaré le secrétaire-général du PAC, Benny Alexander, en condamnant l'attribution du prix à M. De Klerk, « premier responsable du bain de sang dans le pays ».

Les deux récipiendaires, qui se sont congratulés par téléphone dans la soirée, ont émis le vœu que le prix marque une étape positive pour le pays : « Ce prix, j'espère, va motiver tous les Sud-Africains à s'engager pour une résolution pacifique de nos problèmes et va nous aider à travailler pour une société nouvelle et meilleure », a déclaré le président De Klerk.

Tout en relevant les progrès de ces trois dernières années, il a mis en garde contre tout « optimisme béat » : « Il y a trop de dirigeants qui ne se sont pas encore entièrement engagés dans le processus de négociations. Trop de gens et de partis qui utilisent la rhétorique de la haine raciale, de la lutte armée et de la guerre. Il y a encore trop de Sud-Africains qui continuent de souffrir des effets d'une violence aveugle et brutale », a-t-il dit.

De son côté, Nelson Mandela, le président de l'ANC, a estimé que la communauté internationale avait manifesté sa confiance « dans la capacité de l'Afrique du Sud à répondre collectivement à ses problèmes, sans recourir à la coercition violente ». M. Mandela a déclaré qu'un hommage avait été rendu à ceux qui ont lutté pacifiquement pour la démocratie « alors qu'ils étaient accusés d'être des républicains impitoyables et brutaux » et il a dédié le prix à « tous les Sud-Africains courageux, Noirs et Blancs, qui ont tant souffert ». Il a indiqué qu'il en remettrait le montant lui revenant (418 750 dollars, soit plus de 2,3 millions de francs) au Comité national de travail (NWC), l'organe de décision de l'ANC.

L'archevêque anglican du Cap, Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix en 1984, s'est déclaré « profondément ému ». Parlant de M. Mandela et de M. De Klerk, il a souligné qu'ils ont eu ensemble pour mettre fin à l'une des plus horribles tragédies des temps modernes, l'apartheid. Le président du parti Inkhata à dominante zouloue, Mangosuthu Buthelezi, a

félicité les deux lauréats. Dans un communiqué, il a émis le vœu que le prix les amène « à traiter avec les autres, de manière à ce que soient évités les conflits et la violence ».

Le ministre des affaires étrangères Pik Botha, a considéré qu'il s'agissait d'« un grand encouragement pour tous les Sud-Africains, un encouragement à guérir les blessures du passé ».

A Washington, le président Clinton a estimé que l'attribution du prix Nobel de la paix à « deux courageux hommes d'Etat » était « un choix inspiré », en réaffirmant le soutien des Etats-Unis à « ces grands hommes » dans leur combat pour mettre fin à l'apartheid.

Le président François Mitterrand a envoyé, depuis Djeddah, en Arabie saoudite, où il faisait escale en se rendant au sommet de la francophonie, un message de félicitation aux deux lauréats. « L'éminente distinction qui vous réunit célèbre l'admirable conjugaison de vos efforts pour conduire votre grand pays vers la liberté, la dignité et la démocratie (...). Elle honore des hommes de conviction qui ont voulu surmonter l'empire des passions et de la violence pour se tourner vers le bien commun de leur peuple », a écrit le président français dans un texte rendu public par l'Elysée.

Le premier ministre britannique, John Major, a déclaré que les deux hommes avaient « fait preuve d'un courage, d'un sens de l'Etat et d'une vision extraordinaires », estimant qu'ils méritaient « amplement le prix Nobel ». Le chancelier allemand, Helmut Kohl, a adressé un message de félicitations à M. De Klerk et Mandela, leur souhaitant de voir couronnés de succès leurs efforts pour instaurer « un climat de coopération et de compréhension en Afrique du Sud ». — (AFP, AP, Reuters, UPI)

Les assassins de Chris Hani condamnés à la peine de mort

Les deux principaux accusés de l'assassinat de Chris Hani, dirigeant du Parti communiste (SACP) et du Congrès national africain (ANC), ont été condamnés à la peine de mort, vendredi 15 octobre, par le président de la Cour suprême de Johannesburg (le Monde du 16 octobre). Clive Derby-Lewis, ancien député du Parti conservateur (CP, extrême droite blanche parlementaire), et Janusz Walusz, militant du mouvement néo-nazi AWB (Mouvement de résistance afrikaner), sont demeurés impassibles à l'annonce de la sentence.

Les deux hommes devraient échapper à la pendaison, la peine capitale n'étant plus appliquée depuis 1990 en Afrique du Sud et les condamnations à mort étant généralement commuées en détention à perpétuité. — (AFP, Reuters)

SOMALIE

Les Etats-Unis s'opposent à la venue de M. Boutros-Ghali à Mogadiscio

La tension persistait, vendredi 15 octobre, dans les rues de Mogadiscio, où patrouillaient des soldats américains, soulagés après la libération, jeudi, d'un « casque bleu » nigérien et de leur compatriote pilote d'hélicoptère — qui n'ont été évacués vers un hôpital militaire américain en Allemagne. Sur le plan diplomatique, après les médiations fructueuses des émissaires éthiopiens et érythréens, Washington presse maintenant les Nations unies de relâcher les responsables de l'Alliance nationale somalienne (SNA) du général Aïdîd encore détenus. « Nous avons eu un geste positif de la SNA et cela conforterait la dynamique de dialogue si l'ONU faisait aussi un geste », a estimé un diplomate.

En privé, des responsables civils de l'ONU déclarent que l'ambassadeur américain, le représentant spécial des Nations unies en Somalie, devrait partir, car il n'a été mêlé de trop près à l'affrontement avec le général Aïdîd. Les Etats-Unis, selon de bonnes sources à New-York et à

Washington, s'opposent catégoriquement à ce que le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, se rende à Mogadiscio, dans le cadre de sa tournée africaine.

Washington redoute que sa venue ne provoque des manifestations des partisans du général Aïdîd et de nouvelles violences. L'administration Clinton semble surtout désireuse d'empêcher M. Boutros-Ghali de s'immiscer dans les négociations engagées entre l'ambassadeur Robert Oakley et le clan Aïdîd que le secrétaire général de l'ONU ne voit pas d'un bon œil.

En principe, M. Boutros-Ghali aurait dû se trouver vendredi à Mogadiscio. Mais il a préféré tenir une réunion des responsables de l'ONUSOM à Djibouti. Les présidents éthiopien et érythréen, sollicités par les Etats-Unis pour jouer un rôle de médiateurs, auraient également déconseillé à M. Boutros-Ghali de se rendre dans la capitale somalienne.

Social ici la sortie !

Nous avons tant de choses à nous dire.



Des espaces-rencontre pour mieux dialoguer et se comprendre.

Dans 150 gares, les femmes et les hommes de la SNCF vous attendent dans des espaces-rencontre pour mieux comprendre vos attentes et répondre à vos questions. S'ils ne peuvent pas vous apporter une réponse immédiate, ils vous remettront une carte-question. Ils s'engagent alors à vous répondre par écrit.

Des premières mesures pour vous rendre le train plus facile.

Depuis le 1^{er} octobre 1993 vous bénéficiez de nouvelles mesures : tarifs, réservations plus souples, multiples simplifications... Pour vous le train va devenir plus facile, plus agréable à prendre. Une brochure de présentation de ces premières mesures vous est réservée : demandez-la à l'espace rencontre de votre gare.



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

**Du dimanche 17
au mercredi
20 octobre,
les femmes
et les hommes
de la SNCF
viennent
à la rencontre
de leurs clients
dans 150 gares.**

مكتبة العمل

POLITIQUE

Le projet de budget et l'aménagement du territoire

La ponction sur les collectivités locales est allégée

■ BUDGET. Les députés ont adopté, dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 octobre, la première partie (racettes) du projet de loi de finances pour 1994. Le gouvernement a accepté de réduire l'effort financier demandé aux collectivités locales, en aménageant les dispositions prévues pour les compensations versées par l'Etat à celles-ci au titre de la TVA et de la taxe professionnelle. Le vote sur les 25 articles de la première partie aura lieu la 19 octobre selon la procédure du vote personnel, après une seconde délibération demandée par le gouvernement sur l'article d'équilibre général du budget.

■ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE. Edouard Balladur et Charles Pasqua ont tenu, vendredi, à Nantes, le débat national sur l'aménagement du territoire, qui doit aboutir à un projet de loi d'orientation au printemps prochain. Cette circonstance a permis au premier ministre de souligner que son action, dans ce domaine comme dans les autres, « s'inscrit dans la durée ». Il répondait ainsi, allusivement, à Jacques Chirac, qui, au début de la semaine, expliquait une fois encore que le « changement » véritable n'interviendrait qu'avec l'élection présidentielle de 1995.

Pas plus que le Plan quinquennal sur l'emploi, le projet de loi de finances pour 1994 n'a donné l'occasion aux députés de s'affranchir du « cadrage » rigoureux imposé par le gouvernement. Certes, Nicolas Sarkozy, ministre du budget, a fait machine arrière, sur la question des finances locales, face au « lobby des écharpes », fort bien représenté dans la majorité. Bientôt, la commission des finances a obtenu que les réductions d'impôt annoncées prennent effet dès le versement du premier acompte provisionnel, mais ces succès indéniables sont restés bien modestes au vu des ambitions qu'affichaient certains, notamment à l'UDF, au début de la discussion parlementaire.

M. Sarkozy tenant ce respect, sans grande difficulté d'ailleurs, les libéraux au sein de ses propres troupes, les thuriféraires de « l'autre politique » de Philippe Séguin étant particulièrement discrets, l'opposition n'a pu venir que des bancs socialistes, qu'on avait vus mieux remplis, et des rangs communistes, où les points d'ironie de Jean-Pierre Brard (PC, Seine-Saint-Denis) ont tout de même permis de tromper ou peu la monotonie des débats, durant toute la journée du vendredi 15 octobre et dans la nuit de vendredi à samedi. Les députés ont

adopté les principaux articles et amendements suivants :

— l'article 8, inchangé, permet à tout titulaire non imposable d'un PEP (plan d'épargne populaire) de retirer ses fonds, jusqu'au 30 juin 1994, avant l'échéance de huit ans, sans pénalités et en touchant immédiatement sa prime ;

— un article additionnel après l'article 9 relève de 65 000 à 75 000 francs le plafond de l'amortissement, déductible du résultat des entreprises, des voitures particulières utilisées à des fins professionnelles et dont la première mise en circulation est intervenue à partir du 1^{er} novembre 1993 ; cette mesure, qui cotisera environ 300 millions de francs à l'Etat, en année pleine, vise à relancer l'achat de véhicules ;

— un autre article additionnel, après l'article 9, ouvre le bénéfice de l'impôt d'impôt pour la recherche aux entreprises qui n'ont plus eu recours depuis 1987 ;

— l'article 11 actualise, à compter du 1^{er} janvier 1994, le tarif de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) sur la hausse prévisible des prix de 1993 (2,3 %) ; un amendement supprime la clause d'indexation prévue dans le code des douanes, qui conduisait à des augmentations automatiques de la TIPP chaque année ;

— après l'article 12, un article

additionnel exonère de redevances les gisements pétroliers ou marins pour encourager l'exploration offshore ;

— l'article 13 reconduit la taxe pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux prévue pour les révisions cadastrales ; les députés ont finalement rejeté l'amendement adopté par la commission des finances supprimant cette contribution, qui n'a plus lieu d'être, mais rapporte 1 milliard de francs à l'Etat ;

Un déficit inchangé

— après l'article 14, les députés ont adopté plusieurs mesures en faveur des agriculteurs : le relèvement à 200 000 francs du plafond du chiffre d'affaires d'activités accessoires, comme les gîtes ruraux ou les tables d'hôtes, susceptible d'être pris en compte pour la détermination du bénéfice agricole, ainsi que le relèvement à 115 000 francs du plafond des revenus des agriculteurs sur lesquels peuvent s'imposer des déficits agricoles ;

— l'article 15 harmonise le taux de la taxe sur les salaires acquittée par la Poste sur les taux de droit commun ; en contrepartie, la Poste ou versera plus à l'Etat certaines contributions spécifiques ;

— l'article 16 affecte les droits

sur les boissons (pour un montant attendu de 15,9 milliards de francs) au fonds de solidarité-vieillesse ;

— après l'article 16, Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) a fait approuver un amendement qui rétablit, pour chaque requête devant un tribunal administratif, un droit de timbre de 150 francs, afin de lutter contre l'explosion des contentieux ; la recette de ce droit de timbre, qui avait été supprimé en 1977, pourrait être de 8 millions à 10 millions de francs ;

— l'article 18 prévoit l'affectation, par dérogation, de 50 milliards de francs de recettes de privatisation au budget général ;

— l'article 20 modifie, à compter du 1^{er} janvier 1994, l'indexation de la DGF (dotation globale de fonctionnement) versée par l'Etat aux collectivités locales, qui sera fondée sur l'indice des prix, ce qui assurera, selon M. Sarkozy, son maintien en francs courants ;

— un amendement de Jean-Pierre Thomas (UDF, Vosges), retenu par le gouvernement, à l'article 22, repousse de 1994 à 1996 l'entrée en vigueur d'une disposition prévoyant la diminution de la compensation versée par l'Etat aux collectivités locales de la TVA qu'elles ont acquittée pour des travaux réalisés deux ans auparavant, ce qui représente une charge bud-

gétaire supplémentaire de 1,3 milliard de francs ;

— l'article 23, amendé, module la réduction de compensation de l'Etat au titre de la taxe professionnelle, en prévoyant que les communes qui ont touché peu de recettes de cette taxe entre 1987 et 1993 seront moins pénalisées que celles où l'augmentation a été plus forte ;

— pour préserver l'équilibre budgétaire, malgré le coût des modifications apportées au projet de budget, le gouvernement a fait adopter un article additionnel, après l'article 23, limitant à 1 milliard de francs le dégrèvement accordé à un contribuable par suite du plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5 % de la valeur ajoutée ; cette disposition rapporte 1,7 milliard de francs à l'Etat ;

— l'article 25, qui assure l'équilibre général du budget, a été adopté en première délibération, à mai levée, et fera l'objet d'une seconde délibération le 19 octobre, jour du vote général sur les recettes.

Après la prise en compte des nouvelles dispositions apportées au texte gouvernemental, le déficit budgétaire — prévu initialement à 299,727 milliards de francs — s'établit à 299,65 milliards de francs.

CLAIRE BLANDIN et GILLES PARIS

Edouard Balladur entend « restaurer la cohésion sociale »

NANTES

de notre envoyé spécial
Présentait-il que le thème de l'aménagement du territoire n'était pas suffisant pour distraire l'attention sur le franc ou le GATT ? Toujours est-il qu'Edouard Balladur, en choisissant de venir à Nantes, en TGV, vendredi 15 octobre, et de « bavarder » de façon informelle avec les journalistes (lire ci-contre), n'avait plus, en arrivant dans la capitale régionale, qu'à suivre un programme établi selon des règles convenues. La région des Pays de la Loire avait été choisie pour le lancement du grand débat sur l'aménagement du territoire, qui doit aboutir à un projet de loi d'orientation dont le Parlement devrait être saisi au printemps 1994. M. Balladur était accompagné de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, Daniel Hoefel, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales, et aux membres du gouvernement élus de cette région (Edmond Alphandery, François Fillon, Hervé de Charette et Philippe Mestre).

Deux longues séances se sont tenues dans l'hémicycle du conseil régional, permettant aux élus et aux socioprofessionnels de faire part de leurs attentes, de

leurs revendications ou de leur soutien à l'action engagée par M. Balladur, qui y voit « une des expressions majeures » de la « politique de réformes » qu'il entend conduire sur le « long terme ». Les interventions des présidents des conseils généraux des cinq départements qui composent la région des Pays-de-la-Loire, puis celles des porte-parole des groupes du conseil régional, ont montré au gouvernement que la réflexion sur l'aménagement du territoire ne commence pas aujourd'hui et que les attentes concernent les réponses que le gouvernement apportera sur la fiscalité, sur les transferts de compétences ou, encore, sur la définition des responsabilités en matière de financement.

M. Pasqua parle aux jeunes

Ainsi le représentant de Génération Ecologie, Jean-Claude Demare, résumait-il un certain scepticisme : « comment faire pour réussir demain avec moins de moyens, là où tous ont échoué hier ? ». Le maire d'Angers, Jean Monier (divers gauche), craignait que « l'aménagement régional » ne débouche sur ce que les responsables se disputent une peau de chagrin. Quotidien à Mireille Ferry, au nom des Verts, elle déplorait un « étalonnage de jacobinisme », qui interdisait « le

débat démocratique », d'autant que sa mise en œuvre est confiée à M. Pasqua, le « ministre le plus sombrement réactionnaire qu'ait connu la 4^e République », ajoutait-elle en dépliant l'affiche de « SOS Racisme » contre la réforme du droit d'asile.

Considéré comme le père de l'aménagement du territoire, Oli-

vier Guichard, député (RPR) de Loire-Atlantique, président du conseil régional des Pays de la Loire et fondateur de la DATAR en 1963, a prévenu que, en ce domaine, ce qui vaut, ce ne sont pas les « coups de chapeau à toutes les formes de développement », mais les « choix ». « Nous pourrions ne pas être d'accord avec ces choix, mais, au moins, ce serait dans la clarté », a-t-il conclu.

M. Balladur a justifié la nécessité d'une large mobilisation, pour ce débat, par son enjeu qui est, a-t-il précisé, de « restaurer la cohésion sociale », de « retrouver l'équité entre les citoyens » et de « rétablir une confiance et une ambition collectives ». Répondant à ceux qui, comme René Monory (le Monde du 15 octobre), s'étonnent qu'on veuille dessiner la France de 2015 en six mois, M. Balladur a assuré qu'il ne s'agit pas de « figer l'avenir dans la précipitation », mais « de définir un horizon », dans un cadre « adaptable, modulable tous les cinq ans ».

Un déplacement du premier ministre n'allant pas sans quelques gesticulations, M. Balladur a annoncé le « lancement d'un programme routier exceptionnel », représentant un engagement de l'Etat de 1,6 milliards de francs et qui consiste à « accélérer la réalisation des trois grands axes que sont la rocade des estuaires,

« 1993 et 1995 »

Edouard Balladur a évoqué plusieurs thèmes dans le train qui l'emmène, vendredi 15 octobre, à Nantes.

■ « Changement » : sur son action à la tête du gouvernement, M. Balladur a défendu les réformes engagées depuis six mois. Alors que M. Chirac, dans un entretien publié par le Figaro le 13 octobre, indiquait que « comme en 1958, un profond changement est à la fois nécessaire et attendu » que la campagne présidentielle de 1995 « permettra à tous de prendre conscience de l'ampleur des réformes nécessaires pour rendre aux Français l'espoir et la fierté », M. Balladur a déclaré que « la vraie réforme, c'est 1993 ». Affirmant qu'il gouverne « sur le long terme pour obtenir des changements durables », il a précisé que « cette volonté de réforme répond à l'urgence et s'inscrit dans la durée » et s'est dit « bien décidé à gouverner jusqu'au bout en faisant ce qu'il

croit bon », sans « électoralisme » ni « opportunisme ».

■ Cohabitation : « La gestion de la cohabitation n'est pas une harmonie préalable à l'inspiration », a déclaré le premier ministre, qui a fait part de son désir d'« élever le pays au-dessus d'une situation politique un peu complexe ». Interrogé sur la cohésion au cours de laquelle François Mitterrand lui avait remis, le 13 octobre, les insignes de grand-croix dans l'ordre national du Mérite, M. Balladur a qualifié de « convenable et normale » les rites gagnant à être rituels, a-t-il dit ajoutant : « Le président de la République a une confiance en l'Histoire. Moi aussi. En lui remettant ces insignes, M. Mitterrand avait donné lieu à des débats éloges, mais pas compliqués » entre M. Mitterrand et lui-même.

■ Droit d'asile : M. Balladur a affirmé que cette question avait donné lieu à des débats éloges, mais pas compliqués » entre M. Mitterrand et lui-même.

la route Centre-Europe-Atlantique et la RN 88, reliant Lyon à Toulouse ». Après avoir indiqué qu'une étude doit être lancée pour « un démarrage de l'auto-route Le Mans-Tours pour 1995 », M. Balladur a recommandé qu'un effort soit inscrit dans le contrat de plan Etat-région au bénéfice des liaisons Saint-Nazaire-Laval et Angers-Laval-Mayenne.

Pour rompre avec la succession de monologues de la journée, M. Pasqua avait choisi d'engager, après le départ de M. Balladur, le dialogue avec des jeunes réunis dans l'amphithéâtre de la CIOE (Cité-formation-entreprises) de Nantes. Pour obliger que soit la prise en compte des interlocuteurs institutionnels, la mobilisation de l'opinion est, pour le ministre d'Etat, une impérieuse nécessité. Il veut que les étapes du tour de France qui, d'ici la fin janvier, l'amènera à animer le débat sur l'aménagement du territoire dans chacune des régions, soient l'occasion de rencontrer les publics les plus larges et, d'abord, les jeunes. Au point de ces idées, il verse en passant, celle de « organiser l'inscription dans les universités de la région parisienne que des seuls jeunes originaires de l'Île-de-France ou encore celle de démobiliser ce province des ministères, mais il s'est refusé à dire lesquels.

ANNE CHAUSSEBOURG

Dans sa demande de levée d'immunité parlementaire

M. Méhaignerie indique que « M. Tapie paraît devoir être poursuivi du chef d'abus de biens sociaux »

Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, a transmis, vendredi 15 octobre, à Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, la demande de levée d'immunité parlementaire de Bernard Tapie présentée par Roger Tacheau, procureur général auprès de la cour d'appel de Douai. Le député (République et liberté), des Bouches-du-Rhône est mis en cause dans l'affaire de la société de pesage industriel Testut, dont il est l'actionnaire principal (le Monde du 12 octobre). Dans sa lettre au président de l'Assemblée, M. Méhaignerie précise « qu'une procédure d'information judiciaire est en cours au tribunal de grande instance de Béthune, dans le cadre de laquelle M. Bernard Tapie paraît devoir être poursuivi du chef d'abus de biens sociaux ».

Le 9 octobre, les juges d'instruction chargés du dossier Testut avaient saisi le ministère public afin de statuer sur « l'opportunité de la demande de la levée de l'immunité parlementaire » du député.

Dans la requête adressée à M. Séguin, le procureur général près la cour d'appel de Douai indique que « cette demande présente un caractère d'urgence », les magistrats instructeurs souhaitaient confronter M. Tapie à Elie Fellous, ancien PDG de Testut, et à M. Bernard Gachet, conseiller juridique de Bernard Tapie-Finance, tous deux en détention depuis le 11 octobre. Roger Tacheau considère qu'il existe, à l'encontre de ce dernier, des « présomptions d'abus de biens sociaux ».

Au sujet du financement par la SA Testut de la campagne de la liste Energie Sud lors des élections régionales de mars 1992, le procureur général souligne qu'il ne semble pas douteux, en l'espèce, que le don ne pouvait correspondre à l'intérêt de la société, en raison de ses très lourdes pertes et de son endettement bancaire. Evoquant un contrat de prestations de services liant, à partir d'octobre 1989, la SA Testut à la société Bernard Tapie-Services, M. Tacheau relève

que les « prestations n'apparaissent ni réelles, ni fondées » et il les assimile donc à « un usage abusif des biens sociaux de la société Testut ». Le procureur général met en cause, aussi, les avances de trésorerie consenties par la société Testut à la Société financière et immobilière Bernard Tapie (SIBI) : 21 millions de francs en 1989, puis 11 millions de francs fin 1992. Il considère que la première, destinée à l'Olympique de Marseille, « peut paraître inopportune au regard de la situation financière de la SA Testut » et que la seconde « est susceptible de constituer un abus de biens sociaux » au détriment de la SA Testut.

La demande visant M. Tapie va être examinée par une commission ad hoc, composée de quinze élus désignés à la représentation proportionnelle des groupes. Après auditions, la commission pourra soit rejeter la demande, soit rédiger une proposition de résolution soumise à l'Assemblée, qui devra, alors, se prononcer par un vote en séance publique.

La préparation du congrès socialiste

M. Jospin invite le PS à « s'ouvrir au dialogue »

A une semaine de l'ouverture du congrès du PS à Bourget, Lionel Jospin estime que la « priorité » des socialistes est de « reconstruire un potentiel de gauche ». Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire le Point (daté 16-23 octobre), l'ancien ministre de l'Éducation nationale observe que le PS est « dans une situation paradoxale », à la fois « incontournable à gauche » et « contesté par ceux-là mêmes qui pourraient être ses partenaires ». « Dans ces conditions », déclare M. Jospin, il ne doit surtout pas se fixer des visées hégémoniques. Il a intérêt à se réinventer et à ouvrir le dialogue avec tous ceux qui sont autour de lui (...). Les questions électorales doivent, aujourd'hui, rester secondaires. Selon M. Jospin, ce dialogue doit être « forcément » noué avec les communistes dans leurs strates et leur diversité, les écologistes, car il faut bien que s'élabore une « vraie écologie politique », et « un certain nombre de personnalités, centristes ou de la société civile ».

Evoquant la déroute du PS aux

élections législatives de mars, M. Jospin souligne que cet échec « n'est pas simplement électoral », mais que les causes en sont également « culturelles et idéologiques ». « Nous n'avons pas été capables, en tout cas pas assez, ajoute-t-il, de faire vivre nos idées au pouvoir. » Il faudra, dans l'avenir, que le PS démontre qu'il est capable de gérer sans perdre son identité socialiste. C'est l'enjeu, pour lui, de la période qui s'ouvre, affirme l'ancien premier secrétaire.

Proche de l'ancien ministre de l'Éducation nationale, Henri Emmanuelli, député des Landes, indique, pour sa part, dans un entretien publié par le Progrès samedi 16 octobre, que « le devoir » des socialistes est « d'engager la bataille culturelle, pour convaincre nos citoyens qu'il faut rompre avec le libéralisme économique ». Ce dernier est « tellement dominant », estime M. Emmanuelli, « qu'il régent, même, certaines consciences de gauche ». Du congrès du Bourget, l'ancien président de l'Assemblée nationale espère qu'il sera « un

congrès de pacification, qui permettra d'entamer un vrai débat d'idées ». Interrogé sur les rapports du PS avec le président de la République, au lendemain de la décision, prise par le bureau exécutif du parti, de voter contre la révision constitutionnelle sur le droit d'asile (le Monde du 15 octobre), M. Emmanuelli déclare : « M. Mitterrand fait son travail, faisons le nôtre. Arrêtons de nous demander ce que fait le président et demandons-nous, plutôt, ce que nous, nous devons faire. »

BORDEAUX : Jacques Chaban-Delmas annonce son retour. — Jacques Chaban-Delmas député (RPR) et maire de Bordeaux, vient d'annoncer dans un entretien publié par Sud-Ouest, son intention de reprendre, le 18 octobre, ses activités à la mairie. M. Chaban-Delmas, qui est âgé de soixante-dix-huit ans, a subi plusieurs opérations chirurgicales, depuis le début de l'année, qui l'ont tenu éloigné de Bordeaux. Il ne sera pas candidat à un nouveau mandat de maire en 1995.

oses
dimanche 17
le mercredi
20 octobre
es femmes
les hommes
de la SNCF
viennent
la rencontre
leurs clients
is 150 gares

RELIGIONS

■ ANNIVERSAIRE. - Le 16 octobre 1978 - il y a exactement quinze ans, - 99 cardinaux, réunis dans la chapelle Sixtine au Vatican, provoquent, dans l'Eglise catholique et dans le monde, une énorme surprise, en élitant comme pape le cardinal Karol Wojtyla, archevêque polonais de Cracovie, cinquante-huit ans. Celui-ci a été élu au septième tour de scrutin d'un conclave ouvert deux jours plus tôt, qui avait surtout montré la division des cardinaux italiens. C'était la première fois depuis quatre cent cinquante ans qu'un pape non italien était désigné. Pour le bilan des quinze premières années du pontificat de Jean-Paul II, aujourd'hui âgé de soixante-trois ans, on se reportera au *Monde* daté du 5 octobre.

■ ENCYCLIQUE. - *Veritatis splendor*, le dixième et dernière encyclique du pape sur la morale, publiée le 5 octobre dernier, connaît un certain succès de diffusion en France, mais provoque aussi des réactions très contrastées. Si les proches de Jean-Paul II en font le document majeur et le plus personnel des quinze années de son pontificat, les théologiens critiques y voient le risque d'un accroissement du fossé entre l'Eglise catholique et le monde moderne.

CLÉS / Pontificat

■ Voyages. - En quinze ans de pontificat, Jean-Paul II a accompli 61 voyages hors de l'Italie et visité 108 Etats, soit plus de la moitié des pays de la planète. Il s'est rendu 10 fois en Afrique (36 pays visités), 9 fois en Amérique latine (tous les pays ont été parcourus, sauf Cuba), 4 fois en Pologne et en France. Malgré les espoirs du Vatican, le pape n'a pu encore se rendre en Russie, en Israël, au Liban, en Afrique du Sud, à Pékin, etc. Deux voyages sont programmés pour le printemps 1994 : en Afrique (à l'occasion du synode africain) et en Belgique.

■ Documents. - Le pape a publié dix lettres-encycliques dont les plus importantes sont la première, *Redemptor hominis* (sur la conception de l'homme, en 1979), les encycliques sociales *Laborum exercens* (sur le travail, en 1981) et *Centesimus annus* (sur le postmodernisme, en 1991) et la dernière sur la morale, *Veritatis splendor*. Parmi les documents publiés depuis quinze ans, on note aussi le nouveau code de droit canon en 1983 et le *Catechisme de l'Eglise catholique* en 1992. ■ Rencontres. - Jean-Paul II a rencontré, au Vatican et au cours de ses visites, les plus grands dirigeants de la planète, la plus spectaculaire de ces rencontres étant celle du 1^{er} décembre 1989 avec M. Gorbatchev. De même a-t-il rencontré les chefs spirituels des plus grandes confessions, notamment le 27 octobre 1986, au cours d'un «sommet» interreligieux pour la paix à Assise (Ombrie).

ESPACE

Vendue en moins de deux semaines à près de 100 000 exemplaires

L'encyclique de Jean-Paul II sur la morale suscite les réserves de plusieurs théologiens catholiques

Cent mille exemplaires vendus en moins de deux semaines, proclament triomphalement deux éditeurs associés pour la circonstance, Mame et Plon. Le succès de l'encyclique *Veritatis splendor* sur la morale défie le bon sens. Voici un livre destiné - c'est écrit dès la première page - à des évêques et à des théologiens, un long réquisitoire tranchant des controverses byzantines, une succession de réflexions, entrecoupées d'interminables citations, rarement illustrées par des exemples concrets. Et pourtant, la dernière lettre encyclique de Jean-Paul II figure déjà parmi les meilleures ventes dans les librairies et les bibliothèques de gare.

Il est vrai que les maisons d'édition ont fait fort. Pas moins de six d'entre elles se sont partagées le marché et se livrent même à une mini-guerre commerciale où l'éthique est rattrapée par le profit (1). En s'alignant sur le prix le plus bas de ses concurrents, en accordant aux libraires des «sur-remises», en présentant son livre comme une «édition officielle», le groupe Mame-Plon tente de rééditer sa performance commerciale de l'an dernier, avec la vente de 500 000 exemplaires du *Catechisme universel* de l'Eglise, le plus gros score de librairie en 1992.

Mais les autres ne sont pas loin derrière : jeudi 14 octobre, la Procope à Paris avait vendu 1 240 exemplaires de l'encyclique dans l'édition Mame-Plon, 1 140 au Cerf, 577 chez Assas-Éditions, 450 au Centurion, etc. Au total, plus de 3 000 livres achetés. «Des chiffres exceptionnels pour une encyclique», dit Jean-François Rod, le directeur de la librairie de la place Saint-Sulpice. Il convient toutefois de rappeler que *Papam in terris* de Jean XXIII (1963) avait presque atteint le cap des 400 000 exemplaires.

«Une figure abstraite de l'homme»

Selon les professionnels, *Veritatis splendor* bénéficie du même réflexe observé l'an dernier après la publication du *Catechisme* : un texte signé du pape, attendu depuis longtemps, annoncé à maintes reprises puis reporté, hyper-médiatisé à sa sortie, devient une sorte de «référence obligée», à ranger dans la bibliothèque, quelle que soit l'opinion accordée à son auteur, le jugement porté sur son œuvre. On préfère le «document» à son commentaire, le texte brut au «prêt-à-penser».

Ce succès confirme surtout, disent les proches du pape, l'actualité d'une réflexion morale à une époque où tout le monde - familles, jeunes, médecins, scientifiques, croyants ou pas - se dit déboussolé. «C'est un texte qui veut susciter l'éducation à une liberté responsable», affirme l'un d'entre eux, représentatif de courants qui, à travers la dénonciation de certaines formes de corruption politique ou de progrès scientifique, insistent un peu vite le procès de la modernité.

Pour ces lecteurs conquis, la dixième encyclique de Jean-Paul II, publiée quinze ans presque jour pour jour après son élection, est

«la plus accomplie et la plus personnelle». Ils y décèlent trois types d'influence : le clacisme théologique (néothomisme) de certains cercles de la curie romaine ; l'«intransigence évangélique» d'un pape qui ne propose rien d'autre au croyant qu'un modèle radical de «maïor» et de «saint» ; une fidélité à l'esprit du concile Vatican II (1962-1965), manifeste dans l'encouragement donné au dialogue avec les sciences modernes, dans la prise en compte de dynamismes historiques nouveaux, dans la renonciation à l'infécondité pontificale pour les matières morales.

A la vue des premières réactions, l'encyclique *Veritatis splendor* suscite pourtant, dans les milieux les plus concernés - évêques, prêtres, théologiens - plus de gêne que d'adhésion réelle ou de franche irritation. On retrouve trois types de mises en cause : le formalisme rigide du style et de la pensée du pape ; sa conception fixiste d'une «morale de l'action» qui, par nature, est évolutive ; le «discret» qui semble frapper les courants dissidents de l'Eglise, les philosophes rationalistes et séculiers.

«Un langage incompréhensible pour l'homme d'aujourd'hui», un «non-événement», commentent des prêtres qui n'entendent guère changer leurs habitudes de prédication, alors même que le pape leur demande de s'assurer de la fidélité à la «saine doctrine» de leurs paroissiens et théologiens. Ils ne s'attendent à aucun changement dans la pratique actuelle de l'Eglise, à aucun apaisement des conflits opposant l'épiscopat à certaines institutions catholiques, divisant des sensibilités et des courants.

La plupart des prêtres et des théologiens interrogés regrettent le décalage entre l'ambition justifiée qu'affiche une telle encyclique - «rappeler quelques vérités fondamentales à une société privée de repères» - et un résultat un peu étriqué : un texte austère et difficile à traduire et transmettre ; une insistance marquée sur la discipline interne ; le recours au registre traditionnel du «permis» et du «défendu». «Ce document me rappelle mes cours de séminaire sur les *opéra de l'homme*, dit un prêtre. Il ne me montre pas assez les enjeux existentiels pour l'homme d'aujourd'hui».

Cela renvoie à la deuxième critique : l'encyclique est un «cours de morale fondamentale», qui se réfugie dans l'abstraction et ne répond pas aux questions concrètes de l'homme d'aujourd'hui. S'il n'est jamais permis de faire un «mal» pour obtenir un «bien», faut-il mettre sur le même plan, quelles que soient les circonstances et les intentions, tous les actes qualifiés de «mal» ? L'encyclique d'«intrinsèquement mauvais» : homicide, génocide, avortement, esclavage, prostitution, trafic des hommes et des femmes ? «Ce qui domine, c'est une figure abstraite de l'homme», dit Henri Bourgeois, professeur à la faculté de théologie de Lyon.

La morale proposée dans *Veritatis splendor* est «une morale figée», regrette, pour sa part, Michel Faïssé, recteur honoraire de l'université catholique de Lille

(dont le département hospitalier abrite des pratiques de fécondation artificielle). «Or, une morale de l'action se déroule toujours dans le temps. Les réalités concrètes, vécues par exemple par les médecins, sont plus complexes que ne le dit le pape. L'encyclique ne fait pas appel à la créativité éthique. A la limite même, elle la décourageait», dit M. Faïssé. Des prêtres et des laïcs chrétiens craignent les répercussions d'un tel texte dans les milieux universitaires et intellectuels où ils évoluent.

L'autre raison en serait aussi le «discret» risquant d'atteindre des hommes et des courants de pensée qui ne s'inspirent pas de la vérité révélée, dont le pape fait la source unique de toutes les valeurs «immuables et éternelles» pour le monde d'aujourd'hui. A cet égard, la réaction la plus violente vient d'un philosophe agnostique, André Comte-Sponville, qui écrit dans l'*Evénement* du jeudi 14 octobre : «Jean-Paul II ne s'en prend pas seulement aux dérivés nihilistes de notre époque, mais encore, et c'est plus grave, à tout le courant rationaliste, humaniste, qui cherche, indépendamment de toute révélation, une morale purement humaniste, fondée sur l'universalité et l'autonomie de la raison».

Sans épouser ce point de vue excessif, des théologiens catholiques regrettent que ne soit pas davantage reconnu, dans l'encyclique, l'effort de philosophes et de moralistes qui cherchent à développer une éthique de la responsabilité. Et le citent Emmanuel Lévinas, Paul Ricoeur ou Jürgen Habermas. «Rien n'est dit des éléments positifs - du point de vue de l'éthique - que comprennent aussi la lutte pour les droits de l'homme, les conquêtes démocratiques, la solidarité internationale», regrette Henri Bourgeois. Ce que dit, en d'autres termes, le prêtre d'une grande paroisse parisienne : «Je trouve dans cette encyclique beaucoup d'allusions à la vérité. Peu à la charité».

On y ajoutera la déception qui règne dans les milieux protestants français, où l'on regrette qu'un débat aussi ample n'ait pas été engagé autrement, dans une perspective œcuménique. «L'Eglise romaine ne prend-elle pas ici un visage incroyablement magistral ?», interroge le pasteur Michel Leplay, directeur de *Réforme*, dans le numéro du 16 octobre. Elle n'a pas accepté l'évolution de la société depuis la *Réforme* et les *Lumières*, ni la démocratie qui exige la délibération, ni la solidarité qui implique le pluralisme des approches. La vérité libératrice du dogme et de la morale serait aussi universelle qu'immuable. D'où une totalité imposée qui ne tolère pas la subjectivité, la sociologie, l'histoire et finalement la modernité. Michel Leplay tente de se consoler, en concluant, avec humour, que cette encyclique lui paraît, somme toute, «plus romaine que catholique».

HENRI TINCO

(1) Outre Mame-Plon, on compte le Cerf, le Centurion, Médiaspaul, Téqui et Assas-Éditions (*Cahiers pour croire aujourd'hui*).

MÉDECINE

Traités comme des «déchets hospitaliers»

Les fœtus découverts à Montauban provenaient de l'hôpital d'Auch

L'hôpital d'Auch (Gers) a été mis en cause, jeudi 14 octobre, quatre jours après la découverte d'une vingtaine de fœtus humains dans une usine de traitement des ordures de Montauban.

AUCH ET MONTAUBAN

de nos correspondants

En déverrouillant accidentellement un container laissé sur le quai de l'usine de traitement des ordures de Montauban, un employé découvrait, dimanche 10 octobre, dans des sacs en plastique, insolites par leur forme et leur poids, au milieu de boîtes marquées «déchets hospitaliers» et remplies de poches, de compresses, de flacons et seringues réservés aux rebuts hospitaliers, une vingtaine d'embryons et de fœtus, dont plusieurs avaient dépassé l'âge de six mois, dégageant une forte odeur d'alcool.

Le parquet de Montauban a ouvert une information pour tenter de connaître l'origine de ces fœtus et définir précisément l'âge de certains d'entre eux. Hubert Gouze, maire (PS) de Montauban, a porté plainte. Jeudi 14 octobre, les enquêteurs apprenaient que ces fœtus provenaient du centre hospitalier d'Auch. Mais son directeur, Gérard Tarrazi, nie toute responsabilité et affirme que l'hôpital d'Auch a respecté les règles en

vigueur. Pour les fœtus âgés de plus de six mois (180 jours), un acte d'état civil doit être établi. «Il ne pourrait y avoir de problème pour nous que s'il se révélait que l'un des fœtus a plus de six mois», plaide Gérard Tarrazi, mais ce n'est qu'une hypothèse que rien ne permet d'envoyer. Avant même les conclusions des experts, le directeur de l'hôpital entend couvrir ses collaborateurs : «Je fais confiance au chef de notre service de gynécologie pour respecter la limite des vingt-cinq semaines et moins de 500 grammes», déclare-t-il.

Du côté de la société montalbanaise chargée de la «collecte» des déchets anatomiques, on affirme avoir «respecté le cahier des charges». A ceux qui pourraient s'étonner qu'un hôpital confie une tâche aussi sensible à une société privée, Gérard Tarrazi répond : «Depuis le 1^{er} juillet dernier, l'incinérateur de notre établissement ne fonctionne plus» car il n'était plus conforme aux normes écologiques. «C'est avec la région, le département et la DDASS qu'il a été décidé de faire appel à une entreprise agréée de collecte et de destruction collective des déchets anatomiques contaminés. Il y a eu appel d'offres et c'est ainsi que la société ENVI a été retenue».

DANIEL HOURQUEBIE
et GUY REVELLAT

COMMENTAIRE

Cadavres sans sépulture

FAUT-IL, au terme d'une interruption volontaire de grossesse, procéder à une inhumation ? Conviendrait-il de parler de «cadavres», ou, comme le veut l'usage dans les milieux médicaux, de «produit d'avortement» ? La révélation de la découverte fortuite dans le sud-ouest de la France d'une vingtaine de cadavres de fœtus prêts à être incinérés conduit, une nouvelle fois, à poser l'impossible équation de la législation autorisant l'avortement, confrontée au statut de l'enfant à naître.

Le problème ne se pose pas véritablement lors des IVG pratiquées par aspiration ou après administration de RU 486 associée à des prostaglandines avant le douzième semaine d'absence de règles. Il en va différemment pour les interruptions plus tardives, dites «thérapeutiques». Ces dernières sont réalisées lorsque le fœtus est à un stade beaucoup plus avancé de son développement. Cela impose la mise en œuvre de gestes chirurgicaux plus lourds.

Après six mois in utero, le code civil prévoit un acte de reconnaissance du fœtus, disposition qui n'est pas toujours respectée. Avant cette période et quels que soient le stade de la gestation et le degré d'évolution embryologique, le fœtus, une fois l'avortement pratiqué, n'existe plus aux yeux de la société. Aucun acte d'état civil n'ayant été accompli, le cadavre

est considéré d'un point de vue juridique comme un *res nullius*, un simple déchet opératoire. L'administration n'est pas muette : le *Guide technique sur l'élimination des déchets hospitaliers* de la direction des hôpitaux classe dans la catégorie des «déchets à risques» : «petits déchets anatomiques, petits membres amputés, placentes, etc.». Selon ce guide, cette classification a été prise «en raison principalement de la nuisance visuelle et de l'impact psychologique qu'ils représentent pour la population ou les personnels de manutention».

Faut-il s'émouvoir, s'indigner d'une telle situation ? Oui, estime le professeur Etienne-Charles Frégé, vice-président de la Société française de médecine légale. Envoyer des sacs contenant des déchets hospitaliers est lamentable. Tout cadavre est une mémoire et il faut rappeler avec force le respect que l'on doit au corps humain. Ce n'est nullement dire contre l'avortement que de dire cela. Pourquoi ne pas généraliser la pratique de certaines équipes qui ont recours aux fosses communes, ce qui permet de respecter à la fois l'hygiène et la décence ?

Mais la collectivité entend-elle organiser l'inhumation de ceux dont les géniteurs ont souhaité qu'ils ne voient pas le jour ?

JEAN-YVES NAU

A l'issue d'une réunion à Paris

L'Agence spatiale européenne reportée à la mi-décembre les décisions sur son avenir

Malgré les efforts répétés de Jean-Marie Lutton, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), pour relancer une Europe spatiale malmenée depuis la conférence interministérielle de Grenade, les Etats membres de l'ESA semblent avoir du mal à trouver un terrain d'entente. Le conseil de l'Agence qui s'est tenu, les 13 et 14 octobre, à Paris en est l'illustration nette.

Certes, les représentants de ces pays n'ont nullement remis en cause les acquis de Grenade sur la poursuite du développement du lanceur lourd Ariane 5, l'engagement des programmes scientifiques d'observation de la Terre ou de télécommunications, mais ils ont «coincé» sur le nouveau plan à long terme de l'ESA (1993-2000)

et le chapitre profondément remanié sur les vols habités qu'il comporte (le *Monde* du 29 septembre).

Au cours de ces deux journées, l'essentiel du désaccord a porté sur le financement de ce chapitre «vols habités» qui s'articule autour de deux programmes : le programme Columbus visant à construire un module habitable, l'APM, destiné à se greffer sur la future station orbitale mondiale ; le programme de transport spatial habité ensuite, nourri d'une partie des débris d'Hermès et organisé autour d'un module multi-service (ATV) et d'une capsule récupérable (CTV).

Dans ses propositions présentées à la fin du mois de septembre, M. Lutton avait déjà fait de lous-les efforts puisqu'il avait suggéré

une diminution des coûts de 27 % pour la période 1994-2000. Les programmes se réduisent encore et seraient plus d'économies. Si la France, semble-t-il, se déclare prête à discuter sur les bases qui lui sont proposées, les deux autres grands bailleurs de fonds de l'ESA, l'Allemagne et l'Italie, émettent de sérieuses réserves sur les sommes à consentir au programme «vols habités».

Trois cents millions d'unités de compte, soit environ 2,1 milliards de francs, étaient en effet prévus pour les deux ans à venir. Trop cher, estiment Bonn et Rome. Soit, mais où trouver de nouvelles coupes ? Les responsables de l'ESA vont s'employer à le découvrir dans les deux mois qui viennent et s'appuyer pour cela sur les travaux

du groupe de travail tripartite (France, Italie, Allemagne) chargé de s'interroger sur la cohérence des programmes, leur contenu technique et leur faisabilité à s'insérer dans les négociations mondiales sur la station orbitale. Rendez-vous a donc été pris pour la mi-décembre dans l'espoir de décisions sur le plan stratégique de l'ESA.

«Mais ne nous laissons pas égarer par un expert. Si les économies supplémentaires réclamées se limitent à 10 %, on pourra vivre. Mais, si elles atteignent ou dépassent les 30 %, ce sont les programmes eux-mêmes qui risquent d'être remis en cause. Or les comptes-rendus des débats parlementaires allemands et italiens sur les activités spatiales n'inclinent pas à l'optimisme».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Sonate divine

Divin Mozart ! Non seulement sa musique est géniale, mais elle rend intelligent. Une bleue ? Pas vraiment. Selon une étude très sérieuse publiée par une équipe de chercheurs de l'université de Californie (Irving) dans la revue scientifique internationale *Nature* (datée 14 octobre), le fait d'écouter la sonate pour deux pianos en D majeur (K488) a des conséquences pour le moins inattendues.

En soumettant un groupe de trente-six personnes aux tests permettant de déterminer le quotient intellectuel (QI), ces chercheurs se sont aperçus que, lorsque cet exercice était précédé de l'audition de la sonate de Mozart interprétée par Murray Perahie et Radu Lupu, le résultat était en moyenne de huit à neuf points supérieur. Preuve de l'universalité de la musique de Mozart,

ce surcroît d'intelligence n'a rien à voir avec les goûts musicaux des personnes testées.

«On peut imaginer qu'en écoutant une telle musique on stimule des réseaux neuronaux qui jouent un rôle important dans la connaissance», a expliqué l'un des auteurs de l'étude, le docteur Frances Rauscher, ajoutant que son groupe avait l'intention d'étudier l'effet d'autres types de musique, parmi lesquels le rock et la musique minimaliste de John Cage sur les tests de QI. Ces chercheurs envisagent également d'étudier ce type d'effets sur des enfants en âge préscolaire.

Un dernier point : le surcroît d'intelligence procuré par la musique de Mozart n'est que transitoire. Il ne se maintient pas plus d'un quart d'heure...

F. N.

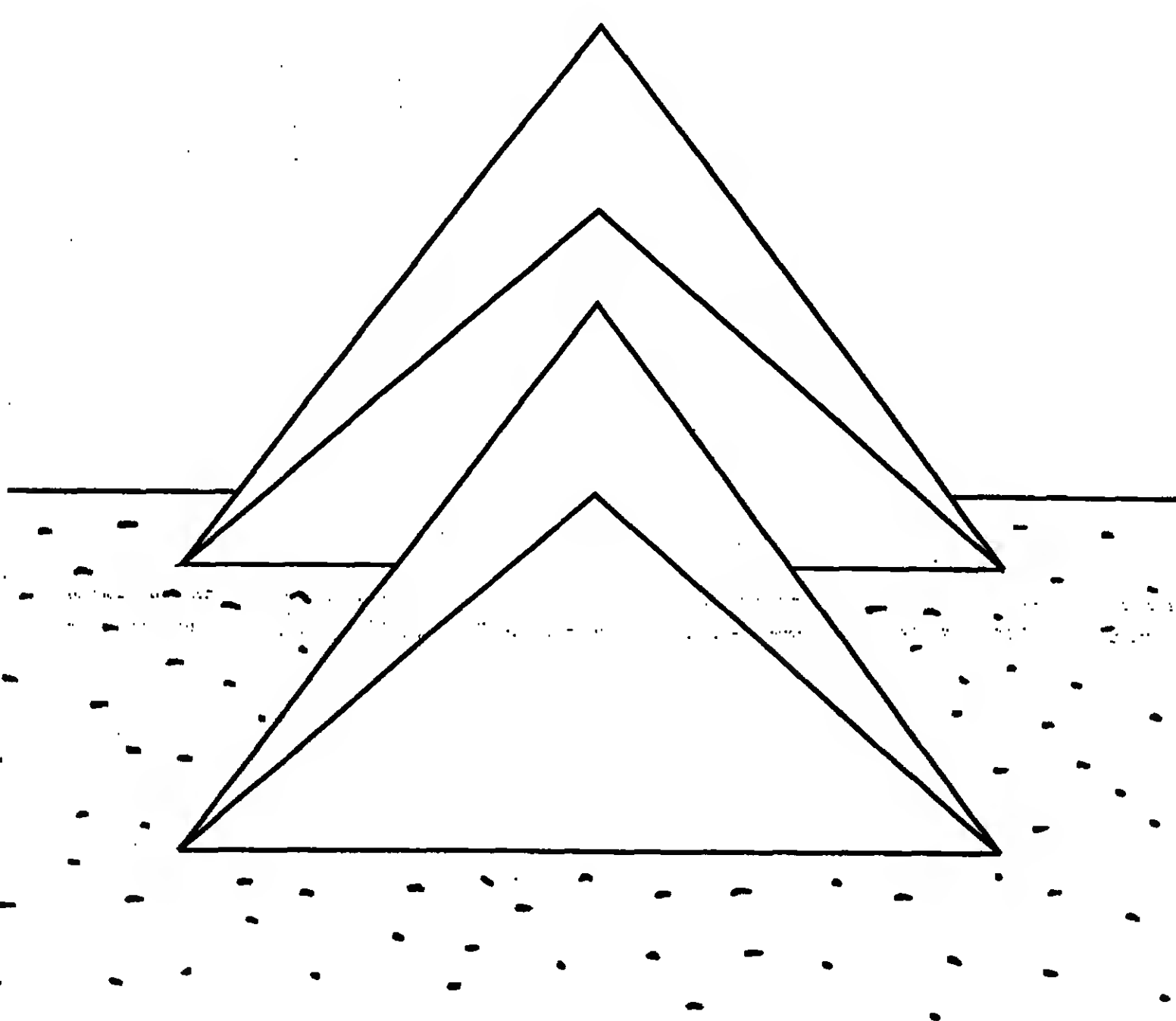
مكتبة النظم

مكثامن الأجل


• Le Monde • Dimanche 17 - Lundi 18 octobre 1993 11

(Publicité)

REPORTAGE POUR L'ÉQUIPE CITROËN



Devinez qui a gagné le Rallée des Pharaons ?



Citroën ZX. 1^{re} avec Salonen et Gallagher. 3^e avec Lartigue et Perin.

Citroën remercie Total et Michelin pour leur participation à la victoire,
ainsi que : AIS - Bilstein - Facom - Magneti-Marelli - Mod'Plastia - Mondial Assistance - SKF - Speedline - Valéo.

JUSTICE

Un procès d'attentat à la pudeur au tribunal correctionnel de Mâcon

Les souffre-douleur de quatre athlètes de haut niveau

MÂCON

de notre envoyé spécial

Cette fois, les voilà célèbres. Photographiés, filmés, épiés comme des vedettes qu'ils ne sont pas sur les stades. Les lanceurs de marteau sont enfin mentionnés sur le podium de la célébrité, celui dont ils rêvent en tournant sur eux-mêmes avant de lâcher leurs engins de gladiateurs. Ces forts à bras ont-ils jamais suscité plus d'intérêt qu'en ce vendredi 15 octobre, au tribunal correctionnel de Mâcon ? Tels des champions surpris dans l'intimité d'un vestiaire, ils étaient six, livrés aux caméras, bien malgré eux : sur les bancs de gauche, quatre gars, plutôt penauds devant les objectifs ; sur ceux de droite, deux femmes, l'œil rougi et le mouchoir à la main, accusant les premiers d'attentats à la pudeur avec violence, contraintes ou surprises.

Les faits datent de l'été 1991. A l'occasion d'un stage fédéral à Guérogne, Catherine Moyon et Michèle Rouveyrol se retrouvent au sein d'un groupe essentiellement masculin. M. Moyon, fille de bonne famille, aux allures sages d'étudiante en droit, a reçu une éducation très stricte dans des institutions privées de la région nantaise. A l'âge de vingt ans, elle a décidé de consacrer à l'athlétisme et de suivre des études d'espagnol. A Guérogne, elle fait chambre commune avec Michèle Rouveyrol, elle aussi étudiante. Les meilleurs lanceurs du pays participent à ce stage, en particulier Raphaël Pionati, Christophe Epalle, Laurent Bettolo et Jean-François Grégoire. Les quatre du tribunal.

M. Rouveyrol affirme qu'à l'occasion de ce séjour deux d'entre eux, Bettolo et Pionati, se sont livrés sur elle à des étouffements au retour d'une soirée de

ripailles. Elle accuse aussi Christophe Epalle de lui avoir lancé, alors qu'elle avait trouvé refuge dans sa chambre : « Ce que tu n'as pas voulu faire avec moi, tu vas le faire avec moi », avant de se livrer, à son tour, à des étouffements. Le lendemain, elle avait quitté l'hôtel et abandonné l'athlétisme.

Un strip-tease forcé

Le cas de Catherine Moyon est plus complexe, tant en raison de la personnalité de la jeune femme qu'au regard de la gravité des faits évoqués. A l'exception de Christophe Epalle, les mêmes athlètes sont en cause. Devant le tribunal, aucun détail n'a été omis des brimades dont elle dit avoir fait l'objet durant plusieurs jours : improviser un strip-tease sur la table d'un café, un soir de bouillabaisse, devant une quinzaine de personnes ; masquer l'un des jeunes gens (Grégoire) sous le mensonge d'un autre (Bettolo) ; subir les « avances » de Pionati dans la chambre de ce dernier ; et, enfin, « l'élément le plus sérieux du dossier » d'après le président, Jean-Jacques Drepier, les « caresses vaginales » du duo Bettolo-Grégoire. A aucun moment, elle n'a été violée. A aucun moment, elle n'a été contrainte à quitter le stage. Mais le procureur de la République, Marie-Christine Tarare, soulignera qu'elle était à l'évidence devenue un « souffre-douleur », auquel on essayait de faire comprendre qu'il fallait « absolument avoir des relations sexuelles avec l'un des gars », pour être « intégrée » et poursuivre ainsi sa carrière d'athlète.

Vendredi matin, les jeunes gens ont répondu à leur manière. Le front haut et la voix basse pour Epalle et Pionati, les deux cos-

taudés au cheveu ras. Le verbe hésitant pour Bettolo, un lanceur au visage de boxeur. Avec un discours mieux pesé pour Grégoire, le plus intelligent des quatre, professeur d'éducation physique. Tous ont adopté un système de défense identique. Concernant la première affaire, celle de Michèle Rouveyrol, ils ont contesté qu'ils aient dû au contraire refuser les avances de la jeune fille et l'avaient « éjectée » de leur chambre.

A propos de Catherine Moyon, les trois lanceurs concernés ont avancé la thèse d'un « assaut de vengeance ». La jeune femme n'aurait pas supporté d'être écartée du groupe à l'issue de ce stage et de renoncer ainsi aux emblems sportives pour lesquelles elle avait tout sacrifié. Elle aurait donc voulu nuire aux athlètes, mais aussi à l'entraîneur national, Guy Guérin, venu jurer devant le tribunal qu'à l'époque elle le poursuivait de ses assiduités. Assise aux côtés de M. Rouveyrol, Catherine Moyon, vêtue d'une imperméable beige et d'un gilet bleu marine, secouait la tête pour nier chaque nouvelle accusation.

Les conchises du sport

Et elles ne manquent pas, les fâcheuses tirées en sa direction. Car sa version des faits a suscité une vigoureuse riposte des athlètes et, plus encore, de leurs défenseurs. Une riposte parfois humiliante, comme si tout cela n'était qu'affaire de gaudicherie.

Le strip-tease ? « Elle était d'accord, c'était bon enfant », ont répliqué les prévenus et divers témoins ; « un gage », a dit l'entraîneur national ; « une sorte de blague », a ajouté un avocat

qui a rappelé que ces jeunes « pleins de vie » n'étaient pas des « moines cisterciens ». La masturbation ? « Faux ! Nous avons eu une longue discussion, c'est tout ». « Quelles sont les preuves ? », ont insisté les avocats de la défense. Les attouchements, les caresses ? « Elle est venue d'elle-même dans notre chambre et s'est allongée ». De témoignages en plaidoiries, M. Moyon est devenue le personnage central, accusée d'avoir « tout inventé », d'avoir « convoqué la presse » pour un « procès médiatique », d'être « possessive », « envahissante », et, surtout, « mythomane ».

Le tribunal rendra son jugement le 19 novembre. Il devra faire le part du vrai et du faux, de la bêtise et de la naïveté, du « bon enfant » et du sorcier. Le procureur Marie-Christine Tarare s'est employée à rassembler la responsabilité des prévenus et leur comportement « inadmissible ». Elle a regretté à l'encontre de chacun quinze mois de prison avec sursis et 3 000 francs d'amende. De telles peines suffiraient à briser leur carrière.

Paroles d'hommes contre paroles de femmes. C'est bien ainsi que se résume ce procès, comme bien d'autres affaires d'attentats à la pudeur. Celle-ci est toutefois particulière. Parce qu'elle menace l'avenir d'athlètes de haut niveau. Parce qu'elle met en cause deux femmes traumatisées qui assurent avoir subi des « pressions » — y compris de la part de la Fédération française d'athlétisme — pour retirer leurs plaintes. Et surtout parce qu'elle concerne certaines coulisses du sport, cette zone interdite où, d'ordinaire, « ces choses-là » ne se disent pas.

PHILIPPE BROUSSARD

« Mes comptes personnels ne soulèvent aucun problème » affirme le maire de Lyon

LYON

de notre bureau régional

Après l'annonce de l'ouverture d'une nouvelle information judiciaire contre X... pour « abus de confiance » et « escroqueries » visant ses comptes bancaires personnels ou associatifs, Michel Noir a réagi, vendredi 15 octobre, en publiant un communiqué dans lequel il affirme que ses « comptes personnels ne soulèvent aucun problème ».

Alors que le juge Philippe Courroy, déjà chargé du dossier Nini-Botton, désigné vendredi pour instruire cette nouvelle affaire, va s'intéresser aux mouvements de fonds (notamment en espèces) relevés sur ses comptes, le maire de Lyon élargit le problème en évoquant la question du financement des campagnes électorales. « Si l'on ouvre une information judiciaire sur le financement de la campagne législative de 1986, de celle des législatives de 1988 et des municipales de 1989, autant d'informations judiciaires devront être ouvertes pour toutes les élections qui se sont déroulées dans cette période », prévient le maire en citant d'entrée son ancien parti.

« Le garde des Sceaux le sait mieux que quiconque et doit donc s'y préparer », ajoute le maire, qui conclut : « Quand sortira-t-on de l'hypocrisie refusant de reconnaître cette réalité ? ».

R. B.

ENVIRONNEMENT

12 000 hectares inondés

Les secours toujours mobilisés en Camargue

Une semaine après la rupture, en plusieurs endroits, de la digue d'Albaron, et malgré la mise en œuvre du plan Orsec depuis jeudi 14 octobre, 12 000 hectares de terres, constitués pour l'essentiel de rizières, restaient inondés en Camargue au début du week-end. La zone sinistrée, qui progresse chaque jour vers le sud d'environ 2 000 hectares, couvrait vendredi un triangle allant de Gimeux (sud-ouest d'Arles) à l'est de Saint-Gilles et à quelques kilomètres au nord de l'étang de Vaccarès. Deux cents personnes, qui ont refusé de quitter

leur « masade », sont désormais isolées, et plusieurs milliers de taurins et chevaux ont dû être évacués par camions.

Depuis vendredi matin, trente camions, chacun chargé de 28 tonnes de pierres, déposent sans répit leur chargement dans la bêche de Fargès, où s'est produite la principale rupture de la digue et par laquelle s'engouffrent chaque seconde plus de 100 mètres cubes d'eau. Mais ce début de barrage, de l'avenue même des pompes, n'a encore « rien de significatif » vendredi après-midi.

Le délégué général pour l'armement, Henri Conze, a affirmé, mercredi 13 octobre, que « l'avenir n'est pas si noir que cela » pour l'industrie de l'armement française, à propos de laquelle un récent rapport parlementaire prévoyait qu'elle devrait perdre 110 000 emplois d'ici à 1995 (le Monde daté 10-11 octobre). A partir de 1994, « nous allons constater une reprise certaine » et « une embellie » dans le secteur de l'armement, a-t-il ajouté devant l'Association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace.

« Les très graves difficultés » rencontrées par les industries de l'armement, qui se traduisent par « les pleurs et les gémissements de dents de leurs présidents », sont dues à la baisse des marchés à l'exportation depuis 1985 et aux gel et report de crédits intervenus sur le budget depuis 1991. Dans cette perspective, il « ne faut pas aller trop loin dans les plans sociaux », a mis en garde M. Conze en indiquant avoir « noté, sur certains programmes, que telle ou telle société avait du mal à faire face pour avoir dégraissé trop vite ».

MICHÈLE AULAGNON

DÉFENSE

M. Conze prévoit « une embellie » de l'industrie de l'armement après 1994

Le délégué général pour l'armement, Henri Conze, a affirmé, mercredi 13 octobre, que « l'avenir n'est pas si noir que cela » pour l'industrie de l'armement française, à propos de laquelle un récent rapport parlementaire prévoyait qu'elle devrait perdre 110 000 emplois d'ici à 1995 (le Monde daté 10-11 octobre). A partir de 1994, « nous allons constater une reprise certaine » et « une embellie » dans le secteur de l'armement, a-t-il ajouté devant l'Association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace.

Paris se fie aux juges texans

Suite de la première page

Vendredi 15 octobre, le Conseil d'Etat a refusé, malgré sa demande, d'annuler le décret accordant son extradition aux autorités américaines, pris par le gouvernement français, le 18 janvier 1993, après avis favorable de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Albi-en-Provence le 3 juillet 1991. Si le délai a été exceptionnellement long entre cet avis de la justice et la décision ministérielle, c'est qu'il n'était pas simple d'obtenir, comme le demandaient les magistrats, « du gouvernement américain l'assurance que Jay Davis ne serait pas exécuté si la peine de mort était prononcée à son encontre ».

Les « bois de justice » ont été bannis du système pénitentiaire français en 1981. Depuis lors, la France, comme les autres Etats signataires de la Convention européenne des droits de l'homme, qui exclut la peine de mort, s'interdit d'extraire des criminels, tant qu'elle n'a pas obtenu l'assurance qu'ils ne seront pas exécutés dans les pays qui les réclament. Il s'agit d'une règle qui respecte tous les Etats ayant aboli la peine de mort, mais la spécificité du système judiciaire américain rend cette garantie bien difficile à arracher. C'est tout le débat qui a occupé le Conseil d'Etat, débat complexe, puisque — ce qui est assez rare — son assen-

semble du contentieux n'a pas porté la même appréciation que son commissaire du gouvernement, Christian Vigouroux, tout en rappelant qu'il ne donne pas l'avis du gouvernement, mais, simplement, celui d'un juriste ayant longuement examiné le dossier.

Lorsque Michel Vauzelle, alors ministre de la justice, avait fini par signer le décret d'extradition, il s'était satisfait de deux « notes » de l'ambassade américaine qui, après s'être assurée des « intentions », puis des « engagements » des autorités texanes — sans préciser de quelles autorités il s'agit — avait donné « l'assurance du gouvernement des Etats-Unis que, dans le cas d'une condamnation à mort, la sentence ne serait pas exécutée ». En effet, c'est un élément fort de l'analyse de M. Vigouroux, « aux Etats-Unis, seuls les Etats fédérés ont autorité en matière pénale, sauf contrôle de la Cour suprême, qui, depuis quelques années, ne restreint guère l'application de la peine de mort. Le Texas est l'Etat qui en a le plus « profité », puisque quinze personnes y ont déjà été exécutées depuis le début de 1993.

L'Europe contre le « couloir de la mort »

Pour que la garantie soit vraiment totale, il aurait fallu que le gouverneur du Texas, qui seul dispose du droit de grâce, promette d'en user. Or, M. Vigouroux fait remarquer qu'après avoir signé personnellement la demande d'extradition, celui-ci ne s'est pas manifesté lorsque la France a demandé des assurances. Même attitude de la part de son « ministre de la justice », l'attorney général du Texas, qui, pourtant, a fait le déplacement à Paris pour assister, le 8 octobre, à la séance du Conseil d'Etat où cette affaire a été plaidée.

Les seules assurances émanant du Texas sont venues après la signature du décret. Le procureur du comté de Dallas, compétent en l'espèce, a pris l'engagement, « pour lui et ses successeurs, de ne pas

requérir la peine de mort ». Le tribunal compétent pour juger M. Davis-Aylor a, ensuite, donné « acte » que « la renonciation du droit de l'Etat à requérir la peine de mort [est] et reste irrévocable ». Cela ne suffit pas à M. Vigouroux. Il fait remarquer que l'ordonnance du tribunal n'est pas « un jugement définitif », mais un simple « certificat administratif », que le verdict définitif dépendra « d'une appréciation du jury, et non de la décision du président du tribunal, auquel, en tout état de cause, la séparation des pouvoirs interdit de s'engager ». En outre, le commissaire du gouvernement rappelle qu'un procureur américain est un élu, qui n'agit pas sur ordre, ni sur instruction de l'Etat. M. Vigouroux ajoute que l'engagement du procureur de Dallas ne vaut que pour lui, alors que le procès pourra venir, en appel, devant un autre tribunal que celui auprès duquel il est compétent.

L'organisation judiciaire variant d'un Etat à un autre — le cas américain en est un bon exemple — la coutume internationale et la plupart des conventions d'extradition signées par des pays abolitionnistes prévoient que les assurances ne portent pas sur le non-prononcé de la peine, mais sur sa non-exécution. Or, dans le cas de M. Davis-Aylor, elles n'ont pas été obtenues par la France.

Cette meurtière, si une telle analyse était suivie, aurait-elle échappé à la justice ? Non, assure M. Vigouroux, pour qui une extradition aurait quand même été possible : il aurait suffi que la justice texane accepte de la poursuivre non plus pour « capital murder », c'est-à-dire pour « meurtre avec circonstances aggravantes », mais pour « incitation au crime » ou pour « entente en vue de crime », délits qui ne sont pas possibles de la peine de mort. Les gouvernements britanniques et néerlandais ont déjà obtenu des Etats-Unis une telle déqualification.

Les ministres français ont-ils été moins exigeants ou moins convaincant ? On ne sait, mais le problème ne se pose plus. Le Conseil d'Etat ayant décidé de se satisfaire des « garanties » déjà offertes par les Américains. Dans son arrêt, il s'appuie sur l'engagement du procureur de Dallas, en constatant que le code texan de procédure criminelle prévoit que la peine capitale ne peut être prononcée si elle n'est pas demandée par le ministère public.

Jay Davis Aylor va-t-elle être extraite de la prison des Baumettes pour être embarquée dans le premier avion à destination de Dallas ? Rien n'est moins sûr. Ses avocats peuvent encore se pourvoir devant la Cour européenne des droits de l'homme pour non-application par la France de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Or, cette cour, dans une affaire comparable — même si, en l'espèce, il n'y avait pas d'engagement du procureur concerné — opposant l'Angleterre aux Etats-Unis, a interdit l'extradition au motif que l'attente, dans ce qu'il est convenu d'appeler les « couloirs de la mort », est contraire à la convention, qui ordonne que « nul ne peut être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants ». En matière judiciaire, aussi, l'Europe peut vouloir faire prévaloir, contre l'Amérique, sa spécificité.

THIERRY BRÉHIER

CLÉS/ Peine de mort

Tristes records

Parmi les trente-six Etats américains où la peine de mort a été rétablie, après que le Cour suprême l'eut autorisée en 1976, le Texas détient un triste record. Cet Etat du Sud est celui où le plus grand nombre de condamnés à mort ont été exécutés, depuis 1982, date à laquelle la peine capitale y a été remise en vigueur.

Quinze exécutions cette année. Sur les deux cent vingt-deux prisonniers exécutés aux Etats-Unis au cours des dix-sept dernières années, soixante-neuf l'ont été au Texas. Le dernier condamné, Antonio Borham, âgé de trente-trois ans, a succombé, le 28 septembre dans la prison de Huntsville, à une injection mortelle. Ancien ouvrier agricole, il avait été reconnu coupable de l'enlèvement, du viol et de l'assassinat d'une enseignante de soixante-deux ans. Son exécution était la

quinzième depuis le début de cette année au Texas. Avec douze exécutions en 1992, cet Etat avait déjà établi un précédent.

Trente-six Etats. Au total, trente-et-une personnes ont subi la peine capitale aux Etats-Unis l'an passé. Il faut remonter aux années 60 pour trouver un nombre d'exécutions capitales supérieur à vingt-cinq au pays des libertés : en 1962, quarante-sept condamnés à mort avaient été exécutés. Sur les trente-six Etats dont la législation prévoit, actuellement, la peine capitale, quatre ne l'ont pas appliquée depuis 1976, à savoir le New-Hampshire, le Montana, le Delaware et le Dakota-du-Sud. Outre le Texas, ceux qui l'appliquent le plus fréquemment sont la Floride, la Louisiane, la Géorgie et la Virginie, autant d'Etats du sud du pays.

CULTURE

MODE

PRÊT-A-PORTER, collections d'été

La dictature de l'effiloché

Comment être à la mode sans avoir l'air d'un sans-abri? se demandaient les professionnels depuis plusieurs saisons. «Je dirais, donc, le suit», répondaient les créateurs. Les industriels ont suivi, faisant subir à leurs tissus des traitements de choc, pour donner au neuf un air usé. La semaine des présentations de prêt-à-porter de l'été 1994, qui s'est déroulée du 8 au 14 octobre à la tour Carrée du Louvre, marque une nouvelle étape. Adieu chignons et balcons. Les seins se portent haut mais plats, et les cheveux courts inégalement coupés rappellent les coiffures dites à la victime de l'aristocratie durant la Révolution française. Les mannequins de la crise comme Kate Moss ont éclipse les fausses Bardot des années 80, perchées sur les talons de la prospérité. C'est dans un adieu définitif aux couleurs voyantes, aux gros bijoux dorés, à une créativité retouchée, enchaînée, qu'est apparue cette silhouette fragile de l'été 1994. Les pantalons deviennent sarongs, les robes, des colonnes souples, voiles et transparences que n'auraient pas dédaignées les amazones du Directoire, ou les émancipées des années 20, titant de l'opium et du saphisme, et mourant en saintes d'une grippe après avoir soigné les pauvres. Les liens, les lacets remplacent les boutons. Les superpositions se multiplient, moins pour décorer que pour étirer. Même si à travers ce sentiment de liberté, de renouveau à tous les clichés du futurisme, de la nostalgie, de la féminité obligatoire - gros seins et cheveux blonds -, une inquiétude se dégage. Dans le vide créé par la récession et la peur de tout, les signes de la réussite sociale ont cédé la place au doute, à l'errance urbaine, au portrait d'un être au sexe non identifié, marchant sur le terrain vague de l'indifférence.

On défait, on retaille, on raffine, sans que la mode ne soit le support d'un projet, ou d'une proposition pour la vie, pour les femmes, pour qu'elles affrontent tous les instants de leur existence, travail, rencontres, amours. Se présentera-t-on à un entretien d'embauche avec des ongles? Martin Margiela n'a pas jugé bon d'organiser de défilé: il a loué pendant quelques jours un supermarché désaffecté à Belleville, et présenté, cinq ans seulement après ses débuts, une sorte de «rétrospective» de ses modèles teints pour l'été en gris. Le cou tatoué de chiffres correspondant aux saisons précédentes, les anti-mannequins circulent comme des recluses, on offre aux acheteurs des tartines barbouillées de margarine, les vêtements sont là, pendus au désespoir du monde. Et l'ao se demande ce qui est le plus triste: voir un talent enfoncé dans sa propre impasse, limité par sa présentation, ou constater qu'il est effectivement cette saison le plus copié.

Certains résistent d'autant mieux

(Publicité)
TALIA
BEN ZIMET
Nouveau spectacle
du mar. au sam. 21 h 30
dim. 16 h
à « La Vieille Grille »
1, rue du Puits-de-l'Ermitte
75005 PARIS
Rés.: 47-07-22-11



La collection rétrospective de Martin Margiela

à la surenchère misérabiliste qu'ils sont proches de leur public. Agnès B, surnommée un peu rapidement par un journal belge «la Saint Laurent du peuple» continue son chemin, semé de vestes indiennes, de tabliers en voile de lin, et de robes fermières. Les matières sont à peine vieillies. «Ce qui marche, ce sont les costumes en tissu austère pour filles» dit la plus cosmopolite des Versaillaises, à la tête de cinquante boutiques dans le monde.

Chez Issey Miyake, qui a totalement annulé ces dernières saisons l'idée du froissé, du plissé, on retrouve une vraie grandeur. Car il n'habille rien d'autre que le mouvement du corps, attentif cette saison à l'alléger encore, à rêver d'icône, à le voir traverser les mondes, dans ces tenues de vent. La recherche est là, magnifiée par ces couleurs primaires, des éclairs d'optimisme, d'énergie. Une envie de beauté qui souffle sur la rue, sans la trahir. L'Anglais John Galiano, qui raconte une histoire à priori pourtant totalement opposée, avec ses Pompadours et ses M^{me} Des surprises en flagrant délit d'adultère, sait créer avec un sens du théâtre et du costume historique

qu'il maîtrise totalement, la même magie. Car rien ne pèse, les détails, comme les tissus, ces lissances, ces chemises d'alcôve, racontent merveilleusement les poursuites et les surprises de l'amour, et personne n'avait, depuis Yves Saint Laurent, suggéré d'une manière si poétique les seins, en les habillant de désir. A côté, Vivienne Westwood, qui croit reconstituer l'élégance Café de Paris, laisse apparaître des coiffes et des dames en rose échappées d'un vieux endroit de plaisir, et fait figure de M^{me} Verdurin.

«Que les femmes soient heureuses!»

Le plus contemporain reste Jean-Paul Gaultier. Là où les conservateurs croient devoir annoncer en prophétie le retour à la mode punk, celui-ci brouille les pistes, joue avec le vêtement aux imprimés tatouages ou taches de rousseur, célébrant avec humanisme le mélange des époques et des cultures. Barry Lyndon se promène à Katmandou, et Haré Krishna croise Casanova. Beaucoup de vêtements caméléon se noient, s'enroulent, le smoking se fait sari, la veste mousquetaire en organza

peint à la main se porte aussi naturellement qu'un blazer. Il donne généreusement une solution pour aider les uns et les autres à se rejoindre. Le vêtement se fait parure, sans tomber ni dans le folklore, ni dans les poncifs de la mode coloniale. Une exigence de construction et de mise en scène du corps qu'on retrouve chez tous ceux qui ont le privilège de l'humilité: le créateur suisse Bertrand Marché et son double hommage à Yves Saint Laurent et à Helmut Newton, dix-sept modèles, la lumière d'un noir et blanc dramatisé à l'extrême, un peu de strass, un manteau de Reine de la Nuit, «le fantasme d'une femme qu'on suit», belle comme une apparition. Une émotion qu'on retrouve chez Yves Saint Laurent dès qu'il sort des coulisses, à l'issue de son défilé qui, malgré quelques échappées vers les îles, ne rend pas justice à tout ce qu'il a donné. Reste une joie échappée du fond de sa solitude, lorsqu'il murmure: «Que les femmes soient heureuses!»

LAURENCE BENAIM

DIOR, YAMAMOTO, MONTANA, LACROIX...

Les grandes vacances des créateurs

A quoi rêvent les créateurs de la mode quand ils préparent leurs collections d'été? Aux voyages, bien sûr, avec une préférence pour l'Inde et aussi l'Amérique latine, où se balade l'imaginaire de Christian Dior. Il en réinvente les grands espaces à coup de pantalons de gauche de peau râpée ou de crêpe souple, ornés de boutons d'argent sur toute la hauteur, accompagnés de petit faulards noirs noués sur le cou nu. A coup de sombrero, de baléons, d'harmonies de mastic, bronze, macaron. Avec des ceintures, tressées, entrelacées. La ceinture, tout le rêve du continent est là.

Christophe Lemaire crêpe à mort les cheveux, les enroule dans des gros bigandis et les arrose de laque. Pour son premier défilé officiel, il réunit des petites Harcourt aux lèvres brillantes et faux-cils qui font de l'ombre sur les pommettes. Elles s'habillent valantiers court, se dandinent dans des robes juvéniles à encolure ronde et taille haute, des tuniques longues, mais fendues, des jupes à tourterelle. Les dos dénudés, elles font les dames, se prélassent pourtant Lolitas en nuisettes à volants, en mousseline rose à grosses fleurs au satinette d'un jaune largement ensoleillé. Christophe Lemaire adopte avec bonheur et humour le look «ennette du samedi soir».

Parfois par Comme des garçons, Junya Watanabe, lui, opte carrément pour le look épave, terme, pas net, chirroné, avec des effets de chemises cousues à l'envers à la taille et laissant pendre les manches. Chez Yohji Yamamoto défilent d'abord des femmes en chapeau masculin, brassières, pantalons cigarette. Le blanc étincelle, le noir prend toutes sortes de nuances, le gris adoucit. Elles sont décoiffées,

bérisées. Progressivement elles se métamorphosent en nymphes sylvestres, filles des arbres et du vent, prises dans des tuniques marbrées de nervures. Sur leurs robes se sont imprimés des signes, des cercles entrecroisés, des plantes fossilisées. Puis éclatent un jaune aigue, un rouge sanglant. Des zips s'enroulent en spirales sur les manches, soulignent des valants en biais. Du violet, du rose se mêlent aux nuances. Et reviennent les filles en chapeau masculin, brassières, pantalons cigarette, voyage en boucle, traversée du temps. Moment sans durée, moment de magie.

Nuit. Chacun à ses siens. Ceux de Montana sont lisses, opaques, intenses, se portent en jupes courtes, ou asymétriques «queue de pie», en faux-nez noirs lacs sur la peau, en vestes épaulettes. Ils font ressortir la luminosité de la popeline blanche pour les chemises à manchettes anguleuses, col pointu relevé, portées par des créatures androgynes. Bientôt elles se féminisent: pantalons évasés, vestes, jupes dansantes qui déroulent toutes les nuances dites «café», depuis le bien torréfié jusqu'à l'écrû. Puis elles glissent, Loredal vert et or, scintillantes comme la danse du soleil sur la rivière. Des couleurs crues, jaune, orange, interviennent avant que l'on revienne au noir: bloomers dépassant de courtes robes pyramide, mousseline plissée, tulle métallisé. Aucun noir ne se ressemble.

Les noirs chez Christian Lacroix sont délibérément coquins. Les petites jupes crinolines dévoilent les longues jambes habillées de bas à jarretti. Soufflées de luxueux vaudevilles, lionnes audacieuses: la chantilly caresse la suie rose, se croise à "or sur un pantalon, de l'or

encore se brode sur les collants. C'est la fête à la fantasia, une fête insolente, un voyage insensé, un enchaînement de mariages. Tout se mêle et se superpose, les tissus, les couleurs, les musiques, les langages, les valumes, les pays. On passe des salons privés à ceux du Régent où l'on joue au petit marquis, à l'Inde des maharadjahs où toutes les richesses de tous les ors sont là, comme si on s'était amusé à inventer des formes avec les garde-robes en désordre des favorites. Un éblouissement, et puis vient une grande jupe à valants dans le balancement raconte le calme languide des Antilles. Le bonheur.

COLETTE GODARD

CINÉMA: «Germinal» représentera la France aux Oscars. - Un comité de sélection présidé par l'actrice Jeanne Moreau a choisi le film de Claude Berri *Germinal* pour représenter la France aux Oscars 1993. En 1992, c'est *Indochine*, de Régis Wargnier, qui avait obtenu la récompense du meilleur film en langue étrangère.

Mort de l'acteur Leon Ames. - Le comédien américain Leon Ames, qui avait joué dans une centaine de films entre 1932 et 1986 et avait fondé le Syndicat des acteurs de cinéma, est mort mardi des suites d'une crise cardiaque à Laguna-Beach (Californie). Il avait quatre-vingt-onze ans. De son vrai nom Leon Waycoff, il avait débuté à l'écran dans *Murders in the Rue Morgue*, de Robert Florey, et avait joué, entre autres, le rôle du procureur dans *Le Facteur sonne toujours deux fois*. - (AFP.)

MUSIQUES

JULIETTE GRÉCO à l'Olympia
GILBERT BECAUD au Palais des congrès

Une robe noire et une cravate à pois

Elle s'est arrêtée la chanson à peine commencée. «Si la bête a bu, et qu'elle est dans la rue...» C'est un soir de première, à l'Olympia, et Juliette Gréco crée un tour de chant. Parmi les grands titres de sa carrière, elle a glissé neuf nouvelles chansons, autant de pièges. «Si la bête a bu...». Et la suite? Elle pâlit. Un jeune homme dans la salle cria: «Juliette, on t'aime!». Double réponse de la chanteuse en noir: «Moi aussi. Ce n'est pas une raison pour faire des bêtises». Puis: «Quand on aime, on n'est pas toujours vainqueur». Mais qu'est-ce qu'un trébuchement (Sur quoi, au fait? Un mot? Une idée? Une note? Trop de trac?) quand on vient d'aligner dix chansons impeccables, du Brel, du Gainsbourg, du Ferré, plus un éblouissant *Que les femmes soient belles*, et un étrange et capiteux *Mickey travaille*, signés Étienne Roda-Gil - tout comme les onze autres chansons de son nouvel album, *Juliette Gréco*, chez Phonogram.

Gréco, c'est une famille. Une famille librement choisie. Des musiciens d'abord: Gérard Jouanest, le pianiste d'une absolue fidélité, qui jamais ne la lâche, même dans un insupportable *Temps des cerises*, chanté aux anges, à la vitesse du son. Il y a un accordéon, bien sûr. Mais aussi, pour cette fois, trois violons qui ont obligé Gréco à revoir de fond en comble les arrangements, de *Paris Canaille* à *Il n'y a plus d'après*. Plus feutrée, souple et flottante, la musique ainsi orchestrée laisse à la chanteuse une totale liberté, dont Gréco use jusqu'à la rupture. La famille, c'est aussi le public, impressionné, séduit par cette femme pâle, incomparable comédienne, qui lui livre ses fragilités, ses doutes, sa force.

Gilbert Bécaud et Juliette Gréco sont nés la même année. Ils ont fréquenté des mondes différents. Elle porte une robe noire, lui une cravate à pois, leurs signatures. Elle, l'interprète, a chanté les poètes, leur a apporté ce regard

jamais dupe, mais toujours près de l'innocence, sa voix basse et lumineuse. Lui, le compositeur, a créé des chansons formidables, solides comme le roc dans l'histoire de la variété française. *Mes mains*, par exemple, qui lui permet d'entamer seul au piano un régal de deux heures non stop. Bécaud est un grand professionnel. Avec lui, on ne tremble pas: on sait qu'il va franchir l'obstacle. Que ses nouvelles chansons vont couler sans anicroche, d'autant que la dernière livraison est beureuse: *Une vie*, l'album paru chez BMG au début de cette année, swingue à loisir, et devance largement le Bécaud sirupeux de la *Solitude*, qui n'existe pas, pour revenir au punch initial de «Monsieur 100 000 volts».

Bécaud occupe la scène sans en concéder un seul millimètre - et Dieu sait quelle est spectaculaire au Palais des congrès -, quitte à y inviter une quarantaine de choristes noirs pour lui donner la réplique sur *Mea Culpa*. Avec quatorze musiciens en scène, un son cuivré comme jamais, Gilbert Bécaud, cabotin sans plus, pianiste émérite, passe en revue une tranche de siècle. Dans la bonne humeur. *Soo Petit Oiseau* (de toutes les couleurs) est un appel filé à la paix. Celui de Juliette Gréco («Un petit oiseau, un petit poisson s'aimaient d'amour tendre», de Jean-Max Rivière et Gérard Borgeois) est un chef-d'œuvre de délicie. «Une histoire d'amour ratée», diable. Mais quand Gréco rate, c'est un exorcisme. On sait qu'ensuite tout ira bien. Si Bécaud trébuchait, s'en remettrait-il?

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Juliette Gréco, jusqu'au 24 octobre à 20 h 30, dimanche matin à 18 heures. Palais des congrès, 75009. Tél.: 47-42-25-49. Places de 150 F à 230 F.

Gilbert Bécaud, jusqu'au 24 octobre, à 20 h 30, dimanche matin à 18 heures. Palais des congrès, 75009. Tél.: 40-68-00-05. Places de 160 F à 250 F.

EXPOSITION

La FIAC au Grand Palais
L'arrivée massive
des jeunes galeries

La cuvée 1993 de la FIAC se distingue par l'entrée en force de jeunes galeries. Il faut s'en féliciter, même si, comme à Bâle, leur accès ne fut rendu possible que par la défection souvent tardive d'un grand nombre de leurs aînés. De l'Allemagne au Venezuela en passant par les provinces françaises, ce sont donc quarante-deux nouveaux venus qui découvrent la galerie du Grand-Palais. On devait donc s'attendre à un peu de fraîcheur, à des découvertes fulgurantes. Las, le moins qu'on puisse écrire, c'est qu'ils paraissent bien fileux. Mais peut-être sont-ils simplement de jeunes marchands sérieux et responsables: alors que jamais la FIAC ne fut aussi pauvre en expositions personnelles, c'est-à-dire en effort réel de promotion des jeunes artistes, on note de leur part un activisme significatif.

En effet, les trois quarts des Français présents se sont astreints à un accrochage unique, courant le risque de conflit avec leurs pontails exclus, mais surtout de ne pas trouver amateur, même si certains se sont sagement rabattus sur des noms déjà connus, comme Paul Armand Gette chez le Toulousain Sollertia. Les autres ont prudemment fait étalage d'échantillons variés de leur stock. On oscille ainsi entre le stand éclectique et chic du tourangeau Michel Rein, ou l'esthétique choc de la parisienne galerie De Beyrie.

Pierre Colt, de Nice, a pour sa part suivi l'exemple donné par Jean Fournier l'année dernière, en modifiant son accrochage tous les jours au presque. Ce sont donc sept artistes qui seront montrés, mais en exposition personnelle, ce qui déçoit le visiteur occasionnel mais ne peut que satisfaire le collectionneur véritable qui, lui, visite la FIAC quasi quotidiennement.

HARRY BELLET

Le concert de Kabaïvanska reporté à Gaveau. - La soprano Raina Kabaïvanska, souffrant d'une fracture au pied, annule le récital qu'elle devait donner lundi 18 octobre salle Gaveau, à Paris. Le concert est reporté, avec le même programme, au 13 janvier.

LETTRES

Nouvelles sélections
pour les prix littéraires

Huit titres ont été retenus pour le prix Renaudot, qui sera attribué le 8 novembre: *Mon ami Pierrot*, de Michel Braudoux (Saul), *Les Corps célestes*, de Nicolas Bréhal (Gallimard), *Le Loi du cachalot*, de Philippe Hadengue (Calmann-Lévy), *Journal d'Hannah*, de Louise Lambrechts (La Différence), *Jacob Jacob*, de Jack-Alain Légar (Julliard), *La Rocher de Tanios*, de Amin Maalouf (Grasset), *La Malédiction*, de Rachid Mimouni (Stock), *Les jours ne s'en vont pas longtemps*, d'Angelo Rinaldi (Grasset).

Trois romans ont été retenus pour le Grand Prix du roman de l'Académie française, qui sera décerné le 23 octobre: *Héliotes*, de Philippe Beaussant (Gallimard), *Au diable*, d'Envara de Bressac (Grasset) et *Cheyenne*, de Didier Van Cauwelaert (Albin Michel).

FRANCOPHONIE: Henri Lopes Grand Prix de l'Académie française. - Le grand prix de la francophonie de l'Académie française, doté d'une somme de 400 000 F, a été attribué à l'écrivain congolais Henri Lopes. Né à Léopoldville (Kinshasa) en 1937, ancien premier ministre du Congo, actuellement sous-directeur général pour la culture à l'UNESCO, Henri Lopes a notamment publié *Le Pleurer-rire* (Ed. Présence africaine, 1982) et deux romans au Seuil: *Le Chercheur d'Afrique* (1990) et *Sur l'autre rive* (1992).

PALAIS DE CHAILLOT

**CENTRE
GEORGES-POMPIDOU**
SALLE GARANCE (42-78-37-29)

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
2, Grande-Galerie,
porta Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

DIMANCHE
Hommage à Jean Cocteau : le Sang d'un poète (1930-1932) de Jean Cocteau, Encyclopédie du cinéma français : Jean Cocteau (1973) de Claude-Jean Philippe, 14 h 30 ; Bande annonce : Jeux d'artifices (1987) de Virginie Thévenet, les Enfants terribles (1949) de Jean-Pierre Melville, 18 h 30 ; Actualités Gaumont, Jean Cocteau répond à Roger Stéphane (1984), de Paul Seban, 18 h 30 ; Jeux d'artifices (1986), de Virginie Thévenet, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

(KIRA [Ap., v.o.] : Cnô Beausburg, 3^e
(42-71-62-38) : Grand Pavois, 15^e
(45-54-46-35),
ARIZONA OREAM [A.-Fr., v.o.] :
Forum Orion Express, 1^{er}
(38-42-32-28 : 31-55-70-87) :
Grand Pavois, 6 (46-33-10-52) : Demfer,
14 (43-21-41-01).
L'AVOCAT DU DIABLE [A., v.o.] : Garmont
Merlignes-Concorde, 8^e
(38-88-75-55) : George-V,
15 (42-38-74-44) : v.o.,
Pamout Opéra, 8^e (42-42-88-31 :
38-65-70-18).
GRAND LIEUTENANT [A., v.o.] : Grand
Pavois, 15 (45-54-46-35).
SUDE INSTINCT [A.-o.] : Studio
38, 65 (43-54-72-71 :
38-75-72-05) : Saint-Lamant, 15^e
(45-32-81-68).
LA BATAILLE DE SALAMMBO [Fr.] :
La Gode, 19 (38-66-23-30) :
La Gode, 19 (38-68-29-30) : La Gode,
19 (38-66-23-30) : La Gode, 19
(38-66-23-30).
BEAUSACQUP DE BRUIT POUR RIEN

bourg, 3^e (42-21-11-62-36); UGC Danton, 8^e (42-26-10-30); 36-85-70-68); UGC Normandie, 8^e (45-83-18-18); 38-85-70-82); UGC Opéra, 8^e (45-74-95-40; 38-85-70-44); Mistral, 14^e (38-85-70-41); Sept Parmissians, 14^e (43-20-32-20).

L'ENFANT LION (Fr.): Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-26); 38-85-70-67); George-V, 8^e (45-62-41-48; 38-65-70-74); Denfert, 14^e (43-21-41-01); Grand Pavils, 15^e (45-54-48-85); Saint-Lambert, 15^e (45-22-91-69).

LES ÉPICES DE LA PASSION (Max,
y.o.) : L'Épicerie B. (45-44-57-34)

[illegible]

République, 11- (48-05-51-33).
HENRY V (Brit., v.o.) : Cinq Baubourgs
3- (42-71-52-38) ; Denfert, 14-
(43-21-41-01).
L'HOMME SUR LES QUAIS (Fr.-All.
Cen., v.o.) : Lucernaire, 8-
(45-44-57-34).
HOT SHOTS (2 (A., v.o.) : George-V
6- (45-82-41-48 ; 38-68-70-74) ; v.f.
Gaumont Opéra Impérial, 2-
(36-68-76-55) ; Paris Ciné I, 10-
(47-70-21-71) ; Saint-Lambert, 16-
(45-32-81-68).

JAMBON JAMBON (Esp., v.o.): Lucerna, 6- (45-44-57-34).

JE JUSTIN TROUVE OU LE BATARLOU
 DE DIEU (P.): Geumont Les Hâtes, 1
 (35-68-75-55); Geumont Olyre, 2
 (35-68-75-55); Geumont Ambesard, 3
 (35-68-13-08); 36-66-75-55); Geumont
 Monteboline, 13 (35-68-75-55)
 Montemagne, 14 (35-68-75-55).
 KALIFORNIA (A., v.o.): Images d'après
 l'heure, 6 (45-67-18-09); Camu Geumont
 10 (35-68-75-55); 34 (55-62-47-58)
 36-66-75-55).
 KING OF THE HILL (A., v.o.): Geumont
 Heutelsuilla, 8 (35-68-75-55)
 George, V, 8 (55-62-47-48)
 L'ECOLE DE PIANO (Austr., v.o.):
 Champ - Espaca Jacques Tard, 5
 (43-54-51-80); UGC Triomphe, 8
 (45-74-93-50); 36-66-70-78); Gracien
 14 (55-64-46-86); v.f.: Les
 1608, 16 (55-64-46-86).
 LOUIS ENFANT ROI (P.): Gracien
 16, 15 (55-64-46-85).
 MEDITERANEO (fr., v.o.): La Belmac
 5 (45-61-10-50).
 MÉTISSE (P.): Images d'après, 5

38-86-72-05); Osnfert, 14.
(43-21-41-01); Saint-Lambert, 16.
(45-32-61-88).
LE TEMPS DE L'INNOCENCE (A.,
v.o.); Gaumont Les Hélios, 1.
(38-86-75-55); Gaumont Opéra Impé-
rial, 2. (38-86-75-55); UGC Odéon, 8.
(42-25-10-30; 35-85-70-72); UGC
Odéon, 8. (42-25-10-30;
38-86-70-72); Gaumont Champs-Ély-
sées, 8. (43-58-04-87); La Bastille, 11.
(43-07-48-80); Escorial, 13.
(47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14.

(38-68-75-55); Gaumont Knapshar-
rama, 15 (43-08-50-50 ;
26-68-75-55); UGC Mailo: 17;

140-88-00-18; 38-85-70-18); v.f.:
 Parnum Opéra, 9 [47-42-55-31];
 38-85-70-18); Geymont Gobelins, 13
 (38-85-75-58); Montpernasse, 14
 (38-85-75-58); Geymont Conventio-
 18-85-70-18); Geymont, 20
 38-85-70-18); 38-85-71-44).
 THE CRYING GAME (Brit., v.o.): Ciné
 Beaubourg, 3 [42-71-52-36];
 Cinoches, 6 [46-33-10-82]; Grand
 Théâtre de la Ville, 14.
 THELMA ET LOUISE (A., v.o.):
 Cinoches, 6 [46-33-10-82].
 TINA (A., v.o.): Forum Horizon, 1 =
 45-88-67-67; 38-85-70-83); Rex, 2
 (42-83-63-95); 38-85-70-23);
 18-85-70-18); 18-85-72-1-48.
 38-85-70-74); v.f.: Parnum Opéra,
 9 (47-42-56-31); 38-85-70-18); UGC
 Gobelins, 13 [45-81-34-85];
 38-85-70-45); Geymont Alhambra, 14
 (38-85-70-18); 18-85-70-18);
 18-85-70-39); Pathé Wapler II, 18
 (38-88-20-22).
 LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.):
 Cinoches, 6 [45-33-10-82]; Saint-Luc

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) :
Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) :

MATHIEU L'ASTUCIEUX. Film hono-
rable d'Azile Dargay : Reflet République.
11* (48-05-51-33).

MAZEPPA. Film français de Bartabas :
Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-38) : 14
h/16h Odéon, 6* (42-25-59-82), 6-11h

Mont Marignan-Concorde, 8° (36-88-75-55) : IGC Flavius, 8° (45-82-20-40) :

35-65-70-81) : *UGA Optima*, 9 (45-74-85-40 ; 35-65-70-44) ; 14 *Juliet Baille*, 11 (43-63-90-81) ; *UGA Lyon Baille*, 12 (43-63-01-68 ; 35-65-70-84) ; *UGA Gobianna*, 13 (45-61-54-85) ; 35-65-70-45) ; *Gaumont Aldes*, 14 (35-68-75-65) ; 14 *Juliet Basugrenelle*, 16 (45-75-75-73) ; *Sienerride Montpellier*, 15 (35-65-70-38).

MELNTHRE MYSTÉRIEUX A MANHATTAN. Film américain de Woody Allen, v.o. : *Form*, 9 (45-08-57-57 ; 45-08-70-38) ; *Chin Beutour*, 10 (42-71-52-38) ; *Chin Beutour*, 12 (42-71-52-38) ; *Reflet Média* asile *Louis-Jouvet*, 5 (43-54-42-34) ; *UGA Odéon*, 6 (42-25-10-30 ; 35-65-70-72) ; *UGA Rotonde*, 6 (45-74-

SHOOTING

17- (40-68-00-18; 36-65-70-81) ; v.l. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, 8 (36-68-76-55) ; Gaumont Par-nasse, 14 (36-68-76-55) ; UGC Convention, 16 (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18 (36-68-20-22).

SNAKE EYES. Film américain d'Abel Ferrara, v.o. : Gaumont Les Films, 1^{er} (36-68-76-55) ; Gaumont Mafefeuille, 6 (36-68-76-55) ; Racine Odéon, 8-

(43-26-19-68); Gaumont Ambassade, 6- (43-58-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC

Blarriñ, 6: (45-82-20-40); 36-85-70-81); Max Under Panorama, 9: (45-26-83-66); UCC Lyon Récit, 10: (45-31-01-58); 36-85-70-84); Sept Parmassions, 14: (43-63-32-20); v.f.: Gaumont Opéra, 2: (36-68-75-65); Gaumont Gobelins bis, 13: (36-68-75-65); Gaumont Aléda, 14: (36-68-75-65); Montparnasse, 14: (36-68-75-65); Gaumont Convention, 16: (36-68-75-65); Sept Wapler, 8: (36-68-75-65); 22: La Gambetta, 20: (45-36-10-98); 36-65-71-74-46).

LE CHAÎNE. Film argentin de Fernando Solanas, v.o.: *El Espéce Saint-Michel*, 6: (44-07-20-49); *La Batca*, 36: (45-61-10-60); *La Barilla*, 11: (43-07-48-80); *Sept Parmassions*, 14: (43-63-32-20).

SECOND VOLUME

DE LA
COLLECTION

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

L'INCROYABLE VOYAGE. Film américain de Dwayne Dunbar, v.f. : Forum Orient Express, 121 (43-33-42-26 ; 38-65-70-67) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-70-67) ; Rex, 2 (42-30-63-93 ; 38-65-70-67) ; UCC Montparnasse, 6 (45-75-94-94 ; 38-65-70-67) ; Gaumont Marignan-Concorde, 6 (38-68-75-66) ; George V, 6 (45-82-41-48 ; 38-65-70-74) ; UCC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-69 ; 38-66-70-64) ; UCC Gobelins, 12 (41-94-65 ; 38-65-43-93) ; Le Montparnasse, 14 (38-65-70-42) ; Le Maréchal, 14 (36-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15 (38-68-75-65) ; Pathé Cléchy, 18 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-88 ; 38-65-71-44).

MATHIEU L'ASTUCIEUX. Film hongrois de Miklós Jancsó, v.f. : UCC

MAZEPPA. Film français de Barabas : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8* (38-68-76-65) ; UGC Eclair, 8 (45-62-20-44) ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; 38-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-67-80-81) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-63-01-68 ; 38-66-70-84) ;

UGC Gobelins, 13- [45-61-84-85 + 36-55-70-45] ; Gaumont Aldia, 14- [36-58-75-65] ; 14 Juillet Beaugrenelle, 16- [45-75-79-73] ; 8lenventia Montparnasse, 15- [38-65-70-38].

MEURTRE MYSTÉRIEUX A MANHATTAN. Film américain de Woody Allen, v.o. : Forum Horizon, 1- [45-08-57-57] ; 36-65-70-83] ; Ciné Beaubourg, 3- [42-71-62-36] ; Ciné Beaubourg, 3- [42-71-62-36] . R. Perle. Michèle Gall.

SAUOIRS

SHOOTING

94-94; 36-65-70-73); La Pagode, 7
45-05-12-15; 36-68-75-55); UGC
Champs-Elysées, 8 (45-62-20-40; 36-
65-70-88); UGC Opéra, 9 (45-74-
95-40; 36-65-70-44); 14 Juillet Bar,
10 (45-67-90-81); Les Nations, 12
43-43-04-67; 36-65-71-33); Escurial,
13 (47-07-28-04); UGC Bobino, 13
45-61-94-95; 36-65-70-45); Mistral,
14 (36-65-70-41); 14 Juillet Baugren-
nelle, 16 (45-76-78-79); UGC Molière,
17 (46-69-68-18; 36-65-70-11); v.l.,
18 (45-68-78-79); La Pagode, 19 (45-
65-71-89); Gaumont Opéra Fran-
çaise, 8 (36-68-75-55); Gaumont Pa-
rissime, 14 (36-68-76-55); UGC
Convention, 16 (45-74-93-40; 36-65-
70-47); Pothé Clichy, 18 (36-68-
20-22).

SNAKE EYES. Film américain d'Abel Ferrera, v.o.; Gaumont Les Halles, 1^{re} (38-68-75-65); Gaumont Neufemelle, 6^e (38-68-76-55); Racine Odéon, 4^e (43-26-19-68); Gaumont Ambassade, 6^e (43-58-19-08; 35-68-75-75); UGC Blانيت, 6^e (45-82-20-40; 35-85-70-81); Max Lion Panorama, 9^e (48-24-88-88); UGC Lyon Bestille, 12^e (43-43-01-59; 35-65-70-84); Sept Parnassiens, 34^e (42-20-73-72); 4^e A. Gros-

LE VOYAGE. Film argentin de Fernando Solanas. V.O. : Espace Saint-Michel. 5-

**SECOND
VOLUME**

DE LA
COLLECTION

TV5 Le Monde

**EN DIRECT SUR TV 5 DU SOMMET FRANCOPHONE
DE L'ILE MAURICE**

avec Philippe Dessaint (TV 5) et Jean-Pierre Langellier (*le Monde*)

- Dimanche 17 octobre 1993 : 12 h 45-13 h 45
Le secrétaire général des Nations unies
M. Boutros Boutros-Ghali
- Lundi 18 octobre 1993 : 12 h 45-13 h 45
La francophonie face aux défis de l'actualité

avec la
collaboration
de



la Télévision de l'île Maurice

SAVOIRS
120000 ans d'histoire

Une terre en renaissance
de semences au développement durable

ORYSON

320000 pages en couleurs 48 francs

ECONOMIE

Selon la Banque mondiale

Un Latino-Américain sur trois vit en dessous du seuil de pauvreté

Survenue au début des années 80, la crise de la dette en Amérique latine a entraîné un changement économique profond avec des résultats positifs. En revanche, les politiques d'ajustement structurel ont accru la pauvreté et les inégalités de revenus, confirme une étude de la Banque mondiale.

Ce sont des événements qui appartiennent déjà à l'histoire. Et pourtant, dix ans après, ils n'ont pas encore été digérés par les pays qui en furent les protagonistes. A partir du début des années 80, les pays d'Amérique latine, aux économies déjà mises à mal par les deux chocs pétroliers (1974 et 1980), se retrouvaient, pour la plupart d'entre eux, en faillite économique. Bâti sur le protectionnisme, un système fiscal inefficace, un secteur public omnipotent et une forte emprise de l'Etat sur les entreprises, le modèle de développement latino-américain se révélait être un échec. Seul l'aveuglement du système bancaire international avait permis d'occulter la réalité et de repousser les échéances de quelques années.

Contraints et forcés, les pays de la région, du Mexique au Chili en passant par le Pérou et l'Argentine, ont depuis changé de culture économique. Sous l'influence du Fonds monétaire international (FMI), l'équilibre macroéconomique est devenu un dogme, l'ouverture des frontières une règle d'or, et la dérégulation (sociale, financière), une quête. Pour quels résultats? Avec quels effets? C'est la question à laquelle s'efforce de répondre un récent rapport de la Banque mondiale sous le titre « L'Amérique latine et les Caraïbes, dix ans après la crise de la dette » (1).

Dix ans de libéralisme

Il est prématuré de dresser un bilan définitif des années de l'après-crise de la dette. Les gouvernements ne se sont résolus à changer de politique économique que récemment, rarement avant la fin des années 80, une fois consommé l'échec des remèdes traditionnels. Pourtant, les premiers enseignements sont déjà là, bien visibles, notamment chez les deux pionniers en matière de réforme : le Mexique, où les réformes ont été mises en œuvre en 1985, et le Chili qui, avec l'arrivée au pouvoir du général Pinochet avait opté en faveur du libéralisme dès le milieu des années 70.

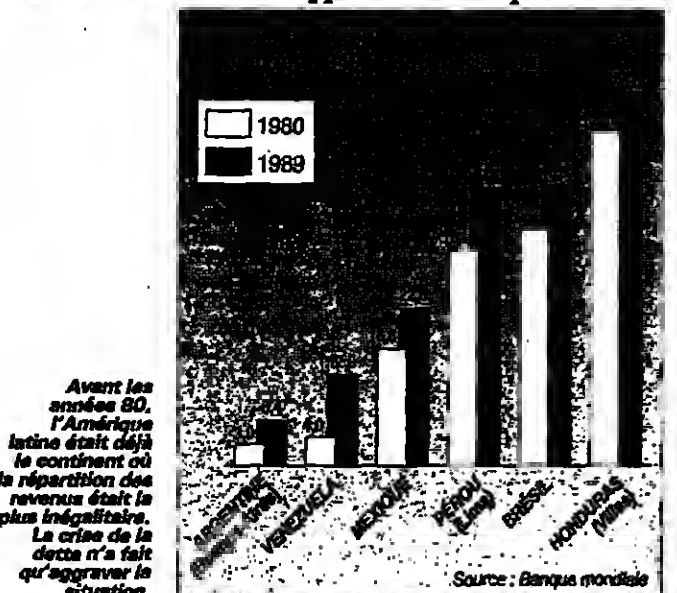
Dans beaucoup de pays de la région, constate le rapport de la Banque mondiale, le produit national brut (PNB) par habitant, après des années de chute, a recommencé à augmenter à partir de 1987. L'Amérique latine dans son ensemble a renoué avec la croissance économique. Au Chili (8,7 % en 1992) et en Argentine (7,5 %) elle atteint même des taux dignes de l'Asie du Sud-Est. Enfin, le déclin de l'inflation est avéré. De près de 50 % par an entre 1987 et 1992, elle est revenue à 15,5 % l'an passé. Et que dire du Mexique passé de près de 500 % de hausse des prix (1987-1992) à 25 % en 1992! Seule exception parmi les grands pays de la zone, le Brésil qui persiste à flirter avec une inflation annuelle de plus de 1 000 %.

Les succès sont donc incontestables. Mais cette remise en ordre de l'économie va de pair avec un échec de taille : l'incapacité de l'Amérique latine à réduire les inégalités sociales et le niveau de pauvreté. Conséquence de dix ans d'ajustement structurel, ces deux fléaux ne se sont jamais autant répandus dans le continent. Entre 1980 et 1989, le pourcentage d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté (340 francs de revenus mensuels) a été multiplié par deux en Argentine. Au Mexique, plus d'une personne sur cinq est dans ce cas. Au total, plus d'un tiers de la population d'Amérique latine vit en dessous du seuil de pauvreté.

Les chiffres sont tout aussi éloquentes si l'on considère la population vivant, selon les critères de la Banque mondiale, dans « l'extrême pauvreté » (170 francs de revenus mensuels). Près de 18 % de la population brésilienne est dans ce cas, et 7 % de la population du Mexique. Si la pauvreté s'est accrue au cours de la décen-

nie écoulée, la distribution des revenus - mesurée par un indicateur appelé « le coefficient de Gini » - s'est dégradée au cours des années 80 dans huit des douze pays étudiés. Dans quatre pays (Colombie, Costa-Rica, Paraguay, Uruguay) elle s'est améliorée, précise la banque, « les données sont rares et doivent être manipulées avec précaution ».

La crise de la dette frappe surtout les plus démunis



INDUSTRIE

Bidermann International sur le fil

Le groupe a pu jusqu'ici compter sur l'appui sans faille de ses partenaires. Mais le premier d'entre eux, Elf-Aquitaine, vient de changer de PDG

Au plus mauvais moment... Les difficultés de Bidermann International, premier groupe français de confection masculine (grilles Daniel Hechter, Yves Saint Laurent, Kenzo...) commencent, comme souvent, par un « bon coup » : le rachat, fin 1989, de Chet Peabody, un groupe américain propriétaire notamment des fameuses chemises Arrow et des chaussettes Gold Toe. Chet Peabody est deux fois plus gros que le Français qui, pour réussir son entreprise, doit non seulement ouvrir le capital de son holding américain, Bidermann Industries, à des actionnaires extérieurs comme la BNP, le Crédit lyonnais ou Elf-Aquitaine, mais surtout lourdement s'endetter.

Las! Le retournement de la conjoncture aux Etats-Unis fait virer les comptes de la filiale américaine dans le rouge. Fin 1992, bouclant outre-Atlantique une sévère opération de restructuration (les effectifs de Chet Peabody sont divisés par deux), Bidermann International obtient des nouveaux actionnaires de sa filiale américaine une augmentation de capital de 53 millions de dollars (plus de 280 millions de francs). Ce sauvetage financier s'accompagne d'un abaissement de la participation de Bidermann International dans Bidermann Industries de 66 % à

une simple majorité de contrôle. Il s'agit, dit-on alors, de permettre au groupe français de se désendetter et de se redéployer dans la distribution avec le rachat d'Armand Thierry, une activité plus lucrative que la confection (Le Monde date 31 janvier-1^{er} février).

Un nouveau déficit

C'est qu'en Europe aussi, les choses vont mal. Bidermann International essuie de plein fouet la chute de l'activité. 1991 s'était achevé par 120 millions de francs de pertes pour 4,36 milliards de chiffre d'affaires; 1992 s'est soldé par un « trou » de 103 millions pour 4,02 milliards d'activités et 1993 devrait se solder par un nouveau déficit de 120 millions. Après des mois de tractations et à la demande pressante des pouvoirs publics, semble-t-il, les actionnaires minoritaires du groupe, le Crédit lyonnais et Elf-Aquitaine notamment, apportèrent, dans la plus grande discrétion, 100 puis 150 millions de francs au groupe. « Des apports en trésorerie qui ne modifient pas la répartition du capital de Bidermann International », précise

privilege d'avoir la répartition des revenus la plus inégalitaire du monde.

« La crise de la dette a rendu les choses pires », note la Banque mondiale. Les Etats ont taillé dans leurs dépenses sociales. Celles consacrées à l'éducation et à la santé ont chuté, par exemple, d'un quart entre 1980 et 1985. Dans le même temps, la priorité donnée, aux exportations de biens et de services - synonyme de course à la productivité - a partout entraîné une baisse des salaires réels (plus bas en 1991 qu'en 1980 à quelques exceptions près) et une forte poussée du chômage.

Pour surmonter une crise, mettre en place des réformes économiques ne suffit pas. Encore faut-il s'y tenir. Cela suppose un consensus politique qui ne pourra être atteint, prévient la Banque mondiale, qu'à une double condition : une croissance économique encore plus forte qu'aujourd'hui et, facteur « peut-être plus important », une meilleure répartition des fruits de la croissance. Mais même si le souhait est exact, « la pauvreté et les inégalités de revenus vont persister pendant longtemps », conclut la Banque mondiale.

(1) « Latin America and the Caribbean - A decade after the debt crisis », The World Bank, 1993.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Malgré la récession de l'économie allemande

La Bourse de Francfort dépasse son niveau historique

FRANCFORT

de notre correspondant

La fête et la crainte mêlées. Non sans angoisse, les opérateurs ont applaudi, vendredi 15 octobre, l'indice DAX, construit à partir des trente grandes valeurs cotées à la Bourse de Francfort, qui a dépassé son record historique avec 2 015 points. Le précédent record datait de 1990, en plein boom de la réunification. Aujourd'hui, la conjoncture est inverse : l'économie allemande subit la plus forte récession depuis la fin de la guerre.

La hausse provient d'une anticipation de la reprise par les boursiers depuis mai. A la lecture de meilleures nouvelles de l'économie allemande, ils ont estimé à cette date que la récession allait être forte - avec un recul de 2 % de la production intérieure brute - mais courte. La croissance doit reprendre dès cet hiver. Un vent d'optimisme a soufflé depuis, propulsant le DAX à 1 900 points, puis, après l'échec des opposants au président Eltsine à Moscou, au-delà des 2 000 points.

Désormais les opérateurs, dans leur majorité, attendent une consolidation à ce niveau. Peu croient probable un recul, au-delà de quelques points. Leur optimisme s'appuie sur la bonne tenue des Bourses étrangères, et en particulier américaine. Ils escomptent une

hausse progressive du dollar vis-à-vis du mark, un mouvement qui va favoriser les exportateurs allemands. La baisse des taux de la Bundesbank devrait également reprendre, poussant les épargnants à délaisser les obligations pour les actions.

Les vagues de suppressions d'emplois annoncées ces mois derniers par les entreprises reflètent une restructuration en cours de l'industrie allemande. Chez les salariés, l'inquiétude monte légitimement, mais chez les boursiers cela signifie un regain de compétitivité et des bénéfices en hausse. Reste, dernier facteur favorable et sans doute le plus important, un afflux important de capitaux étrangers - on parle de plus de 10 milliards de marks - qui ont redécouvert les vertus de l'économie allemande.

Pour les plus prudents, la Bourse de Francfort est désormais surévaluée. L'économie allemande n'est pas sortie de la récession et les boursiers, pour avoir anticipé exagérément, pourraient brutalement changer d'avis et plonger dans le pessimisme. Le mois d'octobre est, depuis 1929, toujours un mois difficile pour les placements. La nouvelle tempête monétaire qui semblait monter en fin de semaine contre les francs français et belge pourrait souffler un vent d'hiver.

ERIC LE BOUCHER

SOCIAL

Une mission confiée au ministre de l'économie

M. Alphandéry va étudier la création de fonds de retraite par capitalisation

Le premier ministre a confié à Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, une mission sur les moyens de permettre « aux Français qui le souhaitent » de percevoir un supplément de revenu après la cessation de leur activité, qu'il s'agisse de la création de fonds de pension, de la constitution de provisions spéciales dans l'entreprise ou de toute autre solution. Donnant lecture d'un message de M. Alphandéry, Roger Romani, ministre délégué aux rela-

tions avec le Sénat, a indiqué vendredi 15 octobre devant les sénateurs qu'une concertation allait rapidement s'engager avec les partenaires sociaux, les banques et les sociétés d'assurances.

Le développement d'instruments collectifs de retraite par capitalisation « ne viendra pas se substituer, mais s'ajoutera » aux régimes actuels par répartition qui doivent demeurer « le socle principal des retraites », a-t-il indiqué.

COMMENTAIRE

Canaliser les lobbies

EN mars, après la victoire de l'UDF et du RPR aux élections législatives, assureurs, banquiers et certains dirigeants d'entreprises se réjouissaient de voir enfin sonner l'heure des fonds de pension. Avant même le scrutin, la création de ces régimes de retraite collectifs par capitalisation - pratiquement inconnus en France - avait déjà mobilisé un groupe de sénateurs de l'actuelle majorité, autour d'une proposition de loi.

Outils permettant aux salariés d'épargner collectivement pour se constituer un complément de retraite, ces instruments constituent également un gisement d'épargne à long terme qui suscite bien des convoitises. Aussi la déception fut-elle vive lorsqu'il apparut que le projet de loi de finances pour 1994 ne prévoyait pas la possibilité de déduire du revenu imposable les cotisations versées, seul moyen de promouvoir l'essor des fonds de pension.

En confiant une mission de concertation au ministre de l'économie, Edmond Alphandéry cherche donc à afficher qu'il n'a pas abandonné ce projet, même si sa mise en œuvre est renvoyée à 1995 au plus tôt. Outre son coût budgétaire (les avantages fiscaux accordés à l'assurance-vie représentent déjà un manque à gagner de quelque 15 milliards de francs), une déduction fiscale des cotisations versées aux retraites collectives par capitalisation apparaîtrait, dans l'immédiat, contradictoire avec la nécessité de relancer la consommation pour soutenir la demande. De plus, elle perturberait les difficiles négociations engagées au sein de la caisse de retraite complémentaire des cadres, qui cherche à consolider

son avenir en programmant une hausse progressive des cotisations patronales et salariales.

Dans l'immédiat, cette mission vise aussi et surtout à canaliser les multiples lobbies qui se bousculent pour assurer la gestion des fonds de pension. Il est vrai que ceux-ci mobilisent en 1988 l'équivalent de 2 350 milliards de francs « au Royaume-Uni, de 10 000 milliards aux Etats-Unis et de 249 milliards en Allemagne ».

JEAN-MICHEL NORMAND

Plusieurs milliers de manifestants à Paris

La CFDT a surtout mobilisé des salariés du secteur privé

Trente mille personnes, selon la CFDT (8 000 selon la police), ont manifesté, vendredi 15 octobre, à Paris, dans le cadre d'une journée nationale de mobilisation en faveur de l'emploi. Cette initiative a regroupé des salariés d'entreprises du privé (Chausson, Renault, IBM, Dassault, Bull, SNECMA, Adressat, mines de fer et de potasse, construction, chimie) avec l'appui d'agents d'EDF-GDF.

Nicolas Notat, secrétaire général de la CFDT, a dénoncé « des dérapages » d'un « patronat rétif », qui « rendrait beaucoup, n'a jamais tant exigé, jamais tant obtenu, jamais tant tiré les pieds face à ses responsabilités sociales quant à l'emploi ». « Le gouvernement passe avec les patrons un contrat de confiance, sans clause de garantie, c'est un marché de dupes pour l'emploi », a affirmé M. Notat, qui souhaite « créer un rapport de force d'une tout autre envergure ».



CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Accalmie sur l'eurofranc

Après la flambée de nouvelles émissions de début du mois, le marché des euro-obligations en francs a connu une évolution plus calme. Seuls deux nouveaux emprunts y ont vu le jour, la semaine passée, pour un montant total de 2,2 milliards de francs. Il y en avait eu sept durant la première semaine d'octobre dont le volume avait en tout dépassé les 17 milliards de francs.

Cette accalmie s'explique notamment par la réouverture du marché national dont l'actes, ces six derniers mois, était pratiquement fermé aux emprunteurs autres que l'Etat. Les intermédiaires financiers se disputent pour des questions de rang et de préséance, de nombreux établissements publics et plusieurs entreprises du secteur privé ont préféré se tourner vers l'euromarché pour y lever des fonds. Cette situation s'est prolongée jusqu'au début d'octobre. Il semble que l'euromarché retrouve maintenant sa vocation première - qui est internationale.

Pour autant, cela n'exclut pas qu'il accueille à l'occasion des signatures françaises. La Ville de Paris vient de s'y présenter, lançant un euro-emprunt de 1,2 milliard de francs pour une durée de sept ans qui lui revient tout compris à 5,97 % l'an. Les investisseurs qui ont acquis les titres lorsqu'ils étaient fraîchement émis pouvaient tabler sur un rendement de 5,92 %, un niveau qui se comparait alors aux 5,83 % que rapportaient les fonds d'Etat. L'affaire était placée sous la conduite de la Société générale et s'est bien déroulée.

La caractéristique de cette émission est que, pour la première fois, Paris pouvait se prévaloir de la notation d'une maison américaine d'évaluation de crédit. Il semble que cela ait facilité le placement des titres dans plusieurs portefeuilles internationaux. La capitale a bien sûr obtenu la meilleure note et cela n'a surpris personne. Pour-

tant, nombreux sont ceux qui estiment utile que soit officiellement confirmée l'excellence du crédit de Paris.

La seconde euro-émission française de ces derniers jours est d'un caractère très différent. D'un montant comparable (1 milliard de francs) et d'une durée du même ordre (six ans), elle rapporte beaucoup plus. Le rendement qu'elle procure aux investisseurs est de 2,35 points de pourcentage supérieur aux fonds d'Etat alors que Paris a pu se contenter de n'offrir que 19 centièmes de points de plus que les obligations du Trésor.

Premier euro-emprunt français de la Hongrie

L'emprunteur est la Banque nationale de Hongrie qui jamais auparavant n'avait sollicité le marché de l'eurofranc. Sa transaction avait été préparée de longue date par le Crédit lyonnais et il lui a été réservé un très bon accueil.

Les spécialistes considèrent cette opération comme importante car elle montre combien le marché de l'eurofranc a évolué ces derniers mois. Pendant des années, il se refusait à admettre jusqu'à l'idée d'accueillir un pays d'Europe du Centre ou de l'Est. Il se privait ainsi de toute une clientèle, laissant aux autres compartiments de l'euro-marché, surtout à celui du deutschmark, le privilège d'accueillir une gamme très étendue d'emprunteurs.

Le même débiteur a parallèlement levé des fonds en Suisse. La Banque nationale de Hongrie s'est procuré 200 millions de francs suisses pour une durée de six ans. Les titres rapportent quelque 2,6 points de pourcentage de plus que le rendement moyen des obligations de la Confédération helvétique.

La Communauté européenne lancera prochainement un emprunt de 900 millions de deutschmarks

pour une durée de cinq ans dont le taux d'intérêt changera à intervalles réguliers, et ce conformément à l'évolution du loyer de l'argent à court terme. Cette opération est très attendue car elle répond au souhait de nombreux investisseurs avides de titres à taux variable émis par des Etats ou des organisations supranationales de tout premier plan.

De tels emprunts sont rares car souvent ces débiteurs, soucieux de tenir leur rang, préfèrent émettre des obligations à taux fixe car ils se comparent alors à des fonds d'Etat. Pour ce qui est des titres à revenu flottant, la référence internationale est une référence bancaire, le Libor. Si la Communauté donne l'exemple, d'autres ne devraient pas tarder à suivre.

L'opération de la CEE de 900 millions de deutschmarks constituera le troisième volet d'une transaction financière portant au total sur 2 milliards d'euros et que les Douze destinent à l'Italie afin de faire bénéficier ce pays des conditions les plus favorables.

Les deux premiers volets de ce triptyque ont été de grandes réussites. Il s'agit, d'une part, d'une émission d'un milliard d'euros d'une durée de sept ans qui coûtera 6,24 % l'an à l'Italie. Cette émission, qui a vu le jour la semaine passée, était conjointement dirigée par quatre banques : la Banque nationale de Paris, CSFP - Euro-banque du groupe du Crédit suisse - la Dresdner bank, et Goldman Sachs International, - l'euro-banque d'une des grandes maisons de titres américaines. Il y a eu, d'autre part, une transaction d'un milliard de deutschmarks d'une durée de cinq ans dont le coût est très bas : 5,67 % l'an seulement. Sa direction était confiée à la Deutsche Bank à laquelle la Dresdner Bank était associée.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Première alerte sur le franc depuis la mi-août

Pour la première fois depuis le milieu du mois d'août dernier, le cours du mark à Paris est monté à 3,53 F. Vendredi 15 octobre, il a battu, à 3,5480 F, son record de la seconde semaine d'août (3,5475 F) établi dans les remous qui suivirent la crise monétaire de fin juillet et l'échec de la loi de finances de l'été.

Le franc est-il vraiment attaqué ? Oui et non. Oui parce qu'à l'étranger, à Londres notamment, la spéculation s'agit à nouveau, à la suite de rumeurs plus ou moins fantaisistes et de déclarations officielles mal interprétées, auxquelles s'ajoute le sentiment selon lequel le niveau actuel des taux d'intérêt à court terme en France est insupportable pour un pays en récession et où le chômage grandissant devient un facteur politique majeur.

Ajoutons-y une nouvelle manifestation du grand « imprécateur », le gourou spéculateur George Soros qui, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire économique allemand *Wirtschaftswoche*, s'est prononcé pour une baisse « d'environ 3 % » des taux d'intérêt à court terme français, ainsi qu'un relèvement de 7 % à 4 %, ce qui constituerait un retour à la normale, les taux courts au-dessous des taux longs (un peu moins de 6 % actuellement).

De tels propos éveillent des échos à Londres, où Jean-François Mercier, économiste chez Salomon Brothers, envisage de voir monter le mark à 3,60 F à moyen terme, sans exclure une pointe à 3,70 F à court terme. En outre, la rumeur a couru, à Paris, que le 15 octobre constituerait une lourde échéance pour la Banque de France, qui aurait dû, à cette date, rembourser à la Bundesbank une bonne partie des marks empruntés courant juillet.

En fait, les choses ne se présen-

tent pas tout à fait comme cela, l'institut d'émission français disposant de plusieurs moyens pour consolider sa dette ou retarder ses remboursements. Autre rumeur, celle d'un abaissement prochain des taux directeurs de la Banque de France, qui a, naturellement, été démentie puisque le taux d'appel d'offres a été maintenu jeudi à 6,75 %. Peut-être le glissement d'un seizième de point du loyer de l'argent au jour le jour, revenu de 7/116 à 7/16 a-t-il fait naître des espoirs un peu inconsidérés : vendredi, Jean-Claude Trichet, le nouveau gouverneur de la Banque de France, a clairement laissé entendre qu'un changement de politique monétaire n'était pas à l'ordre du jour, déclarant que cette politique n'était pas en contradiction avec les intérêts de l'économie et de l'industrie française.

Plus vite que prévu

De toute façon, à Londres, on estime que les marchés pourraient « s'énervier » sur le franc d'ici à décembre ou janvier, en fait probablement avant, puisque tout se passe toujours beaucoup plus vite que prévu. Et d'envisager aussitôt les moyens de lutte de la Banque de France. D'un côté, ces moyens sont beaucoup plus réduits qu'un relèvement des taux directeurs français serait à la fois meurtrier pour l'économie et de nature à provoquer une défiance accrue de l'étranger. De plus, les facultés d'emprunts de marks ont presque disparu, puisque la Bundesbank s'est retirée du jeu et ne veut plus soutenir le franc. Mais, de l'autre côté, la possibilité pour notre monnaie de flotter jusqu'à 15 % de son cours pivot de 3,5338 F pour un mark, soit jusqu'à 4,03 F environ, fait planer une redoutable incertitude, sans la possibilité, comme auparavant, de faire sauter un pla-

fond (fixé à 3,4305 F jusqu'au 2 août dernier). Ce flottement constitue, également, s'il est fort utile, un redoutable ressort de rappel car, à 3,70 F ou 3,80 F, le mark serait notablement surévalué (il l'est déjà), avec le risque d'un coûteux retour de bâton.

Ajoutons qu'un facteur technique joue contre notre monnaie en ce moment, à savoir les ventes de francs effectuées par les acheteurs d'emprunts financiers pour couvrir leurs acquisitions (voir la rubrique « Marché monétaire et obligataire »). Le franc est-il vraiment attaqué ? On peut aussi répondre « non », dans la mesure où le mark est très fort, grâce aux achats d'emprunts d'Etat allemands et à la baisse des rendements des emprunts d'Etat américains (voir dans la même rubrique obligataire), qui entraîne des transferts vers l'Europe. En fin de semaine, la devise de la RFA montait par rapport à toutes les autres devises européennes. Le franc belge a été à nouveau secouru, son écart vis-à-vis de son cours pivot montant à 6,60 %, alors que l'écart pour le franc français n'est que de 5,60 %. La Banque de Belgique a dû, à nouveau, soutenir sa monnaie vis-à-vis du mark.

Quant au dollar, fortement déprimé à la fin de la semaine dernière par des statistiques peu favorables pour l'emploi, il s'est légèrement redressé en raison des tensions au sein du système monétaire européen. Aux yeux des opérateurs, après le sursaut passager provoqué par les événements de Moscou, sa remontée est compromise pour l'instant.

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 OCTOBRE AU 8 OCTOBRE 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc suisse	Franc belge	Mark	Franc espagnol	Florin	Liра
Londres	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135
New York	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135
Paris	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135
Zurich	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135
Bruxelles	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135
Amsterdam	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135
Milan	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135
Tokyo	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135	1,5135

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 15 octobre, 5,3395 F contre 5,3334 F le vendredi 8 octobre 1993.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

En avant toute !

Cette semaine, on a, plus que jamais, anticipé la baisse des taux sur les marchés européens. Celle des taux à long terme s'est, en fait, effectuée, on le sait, fixés par les banques centrales.

En France, comme en Allemagne, les rendements des emprunts d'Etat ont accusé un nouveau recul. A Paris, celui de l'OAT 10 ans a glissé à 5,91 %, plus bas niveau depuis vingt ans, tandis qu'à Francfort le rendement du Bund 10 ans, tombé la semaine dernière, au-dessous de 6 % pour la première fois depuis 1988 (avant la chute du mur de Berlin), fléchissait à 5,88 %. Vertigineux !

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que les cours des marchés à terme aient bondi, ceux du contrat Bund sur le Livre de Londres et celui de contrat notional (emprunt d'Etat à 10 ans) sur le Matif de Paris, tous les records depuis la création dudit Matif, le 22 février 1986, étant battus, à 124,66.

Pour toute une série de raisons - ralentissement de l'inflation en Allemagne et faible inflation en France, notamment - les marchés anticipent une baisse générale des taux, à commencer par le long terme, dans le cadre d'une formidable remise en ordre après les excès des années passées et la montée des taux réels hors inflation, inconnus depuis les années 30.

Pour les taux courts, on a vu,

les espoirs sont remis à plus tard, la Bundesbank ne paraissant guère disposée à assouplir rapidement sa politique. Jusqu'au 7 octobre, comme il était prévu, elle a laissé inchangés ses taux directeurs, abaissés d'un demi-point le 9 septembre. Mardi 13 octobre, elle n'a pas diminué, non plus, le taux de ses pensions à court terme (REPO) maintenu à 6,70 %, à la grande déception des opérateurs qui attendaient un « geste ». Ce sera pour plus tard, la Bundesbank se préoccupant, avant tout, de ne pas compromettre la baisse des taux longs, qui régressait 85 % des crédits allemands à l'économie. Quant à la Banque de France, elle suit scrupuleusement la Banque fédérale d'Allemagne et, dans la situation actuelle, n'a aucune envie de prendre des initiatives osées, déjà bien heureuses de ne pas relever ses taux directeurs pour soutenir le franc, plutôt discuté en ce moment. Gageons, toutefois, que l'immobilisme de la Bundesbank a ravivé les spéculations de l'étranger sur une nécessaire baisse des taux en France. Et certains de rappeler que c'est le maiotien des taux allemands le 24 juillet qui avait déclenché la dernière crise monétaire.

Donc, on anticipe, et les investisseurs se sont rués sur les titres d'Etat à revenu fixe, français et allemands. A Paris, les co-résidents (les étrangers), ont acheté par tonnes des OAT et aussi des

emprunts du secteur public, sur le marché de l'eurofranc ou sur le marché domestique, les écarts avec le rendement des OAT correspondants se contractant fortement, signe caractéristique de « ramassage » en règle. Cela a été le cas pour les emprunts du Crédit national et de la SNCF.

Le seul ennui est que dans cette période de grande agitation sur les marchés des changes, les investisseurs, que ce soit sur le marché à terme (Matif) ou sur le marché des « physiques », se « couvrant » immédiatement, pratiquent ce que les Anglo-Saxons appellent le « hedging ». Pour les titres français, ils ont immédiatement cédé sur les marchés des changes les francs correspondants, selon la formule consacrée « on garde le taux et on vend la devise ». Cette pratique explique à la fois la hausse du Matif et la baisse du franc.

Ajoutons que pour compléter la fête, l'annonce d'une stabilisation de 2,7 % sur un an (3,7 % hors alimentation et énergie) a propulsé vers le bas les rendements des emprunts d'Etat américains, celui des bons du Trésor à dix ans tombant à 5,17 %, au plus bas depuis 1967, et celui des bons à trente ans à 5,79 %, au plus bas depuis le démarrage des émissions en 1977.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le thé se dégrade

Les cours du thé restent décevantement stables aux enchères hebdomadaires de Londres. Les prix sont de 2000 pence le kilo pour les qualités supérieures ; ils ont augmenté d'un penny pour s'établir à 113 pence le kilo pour les qualités moyennes (médium) et tombent à 93 pence pour les qualités inférieures. Les niveaux restent les mêmes qu'il y a cinq ans. « Le véritable problème est celui de la qualité », s'inquiète Olivier Seala, président du Comité français du thé. « Le thé darjeeling est un thé d'altitude. Or, sous cette appellation, de nombreux commerçants indiens mélangent des thés de plaine avec ceux de la montagne. Nos acheteurs (qui ne s'approvisionnent pas sur le marché de Londres, mais vont se fournir sur place) ont de plus en plus de mal à trouver un thé correct. Pour un produit à peine équivalent, nous payons quatre fois plus cher qu'il y a quelques années, 80 francs au lieu de 20 francs le kilo. » La stabilité des cours est donc toute relative.

Les impératifs d'une culture de masse incitent les planteurs de l'Inde, premier producteur mon-

dial de thé, à cueillir toujours davantage de feuilles (de cinq à dix au lieu des trois situées autour du bourgeon), au détriment du goût. Autre abus : faire figurer sous des appellations contrôlées des thés qui ne devraient pas l'être. C'est ainsi que, « sur 12 000 kilos de darjeeling produits, 30 000 kilos sont commercialisés », plaissent un analyste du secteur.

En dépit des inondations dans la région de l'Assam, principale zone de culture indienne, la production totale du pays a progressé de 29,4 millions de kilos pour atteindre 355 millions de kilos lors des sept premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année dernière. Ce pays devrait même retrouver le niveau atteint en 1991 - 742 millions de kilos.

Une demande qui « colle » à l'offre

Le Sri-Lanka retrouve également ses niveaux de production d'il y a quelques années : 250 000 kilos. Lorsque ce pays a nationalisé ses plantations de thé, il a du même coup renvoyé ses planteurs. L'offre sri-lankaise s'est aussitôt détériorée, tant sur le plan de la quantité (elle est tombée à 170 000 kilos) que de la qualité. Les autorités ont alors rappelé les spécialistes, et les récoltes, depuis, augmentent progressivement jusqu'à atteindre cette année leur record.

La culture du thé, en effet, ne s'improvise pas. Il s'agit d'un travail lent et soigné, qui prend vingt-quatre et trente-six heures. Bien sûr, la préparation du thé n'est, dit-on, que le résultat de la culture, que les pays occidentaux utilisent volontiers, est plus longue que celle du thé vert que consomment les pays arabes. Dans ce dernier cas, le thé vert n'est pas fermenté, car la fermentation est une pratique contraire aux habitudes alimentaires musulmanes.

En réalité, l'impossibilité des cours officiels reflète un équilibre constant entre l'offre et la demande mondiales de thé ; le volume de chacune d'elles avoisine 2,6 millions de kilos. Le

contexte c'est donc pas aux pous-ses de fibres. Les échanges, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ont baissé en 1992. Et ils baisseront encore probablement en 1993. L'objectif du gouvernement indien, qui espère exporter au moins 230 000 kilos en 1992, n'a pas été atteint, et rien ne laisse présager une meilleure conjoncture en 1993. Les perspectives restent incertaines.

Les soubresauts de l'ancienne Union soviétique ne stimulent pas les cours. Outre les interrogations liées à la demande russe, les tendances fondamentales du marché demeurent négatives. Les pays producteurs sont confrontés à un grave problème : la diminution constante de leurs ventes à l'étranger. L'Inde, il est vrai, coexiste plus de thé qu'elle n'en vend. Mais cette situation ne peut constituer en aucun cas une solution de rechange : elle est avant tout une perte substantielle de devises.

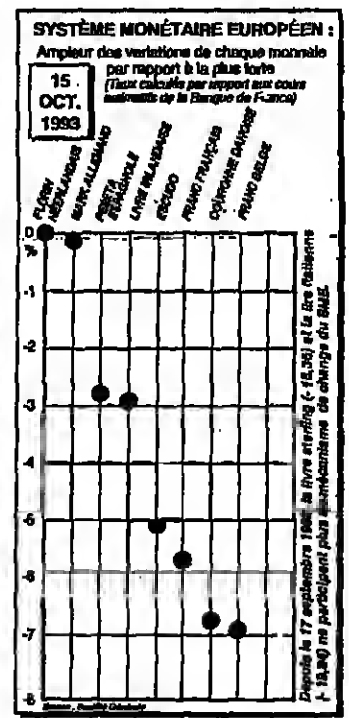
Seul l'Irak peut-être pourrait inverser le cours des choses. Malgré la levée partielle de l'embargo en août 1991, ce pays grand consommateur de thé avant la guerre du Golfe ne s'est jamais manifesté depuis, préférant acheter par l'intermédiaire de la Jordanie, de l'Iran ou même des Emirats arabes.

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 15-10-93	Cours 18-10-93
Or fin (libre en hand)	85 500	87 300
« Libé en hand »	85 700	87 300
« Libé en hand »	85 700	87 300
« Libé en hand »	85 700	87 300
« Libé en hand »	85 700	87 300
« Libé en hand »	85 700	87 300
« Libé en hand »	85 700	87 300
« Libé en hand »	85 700	87 300
« Libé en hand »	85 700	87 300
« Libé en hand »	85 700	87 300

« Ces données ne sont que des données indicatives et ne doivent pas être utilisées pour des opérations financières ».



RADIO-TÉLÉVISION

SAMEDI 16 OCTOBRE

TF 1
14.20 La Une est à vous.
Avec la série : Agence tous risques.
17.30 Magazine : Trente millions d'amis.
18.00 Divertissement : Les Rouesses.
18.30 Divertissement : Vidéo gag.
19.00 Série : Beverly Hills.
20.00 Journal, Tiroc et Météo.
20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes.
Présenté par Philippe Bouvard. Avec Sim, Léon Zitrone, Guy Béart, Philippe Castelli, Amanda Lear, Pierre Bellemère, Fabienne Thibault, Isabelle Mergault, Jacques Pradel, Chevalier et Lespès.
22.40 Téléfilm : Face au crime. De Brian Grant.
0.20 Magazine : Formule foot. Championnat de France.
1.00 Journal et Météo.

FRANCE 2
14.15 Magazine : Samedi sport. A 14.20, Cyclisme : Grand Prix des Nations ; A 15.40, Tiroc, en direct d'Autel ; A 16.00, Basket-ball (championnat de France) : Limoges-Pau-Orthez ; A 17.40, Rugby : sélection régionale française-Australie, à Dax.
18.50 INC.
18.55 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo. Invité : Claude Nougaro.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Divertissement : C'est votre vie. Présenté par Frédéric Mitterrand.
22.45 Variétés : Taratata. Emission présentée par Nagui. Invités : Louis Chedid. Avec Romane Bohringer, Arthur H, Chab Khaled, Johnny Clegg, Francis Lalonde.
0.05 Journal et Météo.
0.30 Magazine : La 25^e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Chasseurs de nuit (1989), et Chasseurs des ténèbres.

(1990), documentaires d'Eric Valli, Alain Majani et Diane Summers.
FRANCE 3
14.00 Série : Les Mystères de l'Ouest.
17.40 Magazine : Montagne. Shoulin, la montagne des moines soldats, de Jérôme Equer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50 Un livre, un jour, l'Affaire Kennedy, de Thierry Lenzi.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.00 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : Yacapa. Présenté par Pascal Brunier.
20.30 Le Journal des sports.
20.50 Série : Des héros ordinaires. Les Seigneurs.
22.20 Journal et Météo.
22.50 Jamais sans mon livre. Magazine présenté par Bernard Rapp. Invités : Edmund White (Jean Genet, biographie), Anne Wiazemsky (Caroline), Jean-Pierre Thibaut (l'Oron), François Forester (Blue Moon).

CANAL PLUS
15.30 Documentaire : Crossroads, la musique du diable. D'Agnes Bonnet.
16.50 Surprises.
17.00 Sport : Football américain. Match de championnat de la NFL.
17.55 Surprises.
En clair jusqu'à 20.30
18.00 Décade pas Bunny.
18.55 Série animée : Chip & Clyde. Tête à clip.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.

19.30 Flash d'informations.
19.35 Magazine : Le Plein de super. Présenté par Yvan Le Bolloch et Bruno Solo.
20.30 Sport : Boxe. Défi 3, la réunion de Levallois, en direct du palais des sports Marcel-Cerdan. Anasid Wamie (France)-Alon Taler (France).
22.30 Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 13^e journée du Championnat de France de D1.
23.00 Flash d'informations.
23.05 Cinéma : Héliaser 2. Film d'animation de Tony Randel (1988).
0.35 Cinéma : Les Enfants volés. Film italo-franco-allemand de Gianni Amelio (1991) (v.o.). La réalité italienne contemporaine dans un langage cinématographique simple et direct.

ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Magazine : Transit. De Daniel Lacomme (rediff.).
18.25 Documentaire : Comment nous fabriquons le sel.
19.00 Magazine : Via Regio. Portraits de femmes. Island, Sicile, Ivanovo.
19.30 Chronique : Le Dessous des cartes. Les rendez-vous de 1993-1994.
19.35 Documentaire : Histoire parallèle. Accidents japonais et américains de la semaine du 18 octobre 1943.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Documentaire : Les Vivants et les Morts de Sarajevo.
21.50 Téléfilm : Des voix dans le jardin. De Pierre Boutevin.
23.25 Cinéma d'animation : Shark.
23.50 Documentaire : Jazz in the Night.

The Flying Pickers.
0.25 Série : Trois étoiles. D'Antoni Janes (rediff.).
M 6
15.00 Série : Département S.
16.00 Série : Covington Cross.
17.00 Série : L'Aventurier.
17.30 Série : Le Saint.
18.25 Série : Les Incorruptibles, le retour.
19.15 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chappet. La grande aventure des Jojo de l'Aspée ; Lotus Seven Caterham ; La berline échappement ; Essais Rover 800 ; Salon du véhicule de loisir.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Loin de ce monde.
20.35 Magazine : Stars et couronnes (et à 1.05). Présenté par Éléonore de Galard.
20.50 Téléfilm : « Il » est revenu. De Rommy Lee Wallace, avec Harry Anderson, Dennis Christopher.
21.50 Série : Le clown sanguinaire revient dans une petite ville et commet de nouveaux crimes...
0.00 Série : Solo, brigade des stupés. Cérémonie mortelle.

FRANCE-CULTURE
20.30 Photo-portrait. Alfredo Arias. Janvier, d'Olivier Sautinger.
22.35 Musique : Opus. Carla Bley.
0.05 Clair de nuit.
FRANCE-MUSIQUE
20.00 Concert (en direct de Munich) : Adagio, de Kerting ; Petrouchka, de Stravinsky ; Airs pariet Zerkowara, de R. Strauss, par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Riccardo Chailly.
23.00 Maestro. Erik Kober, par Denise Bahous.

IMAGES

Écoles
L'arrive que les actes des imbéciles aient des conséquences heureuses. Exemple : si les militaires chinois n'avaient pas enlevé le Tibet pour y imposer la loi du plus fort, nous n'aurions pas la chance de croiser sur notre chemin, de temps en temps, la robe safranée de Se Sen-taté Tenzin Gyatso, plus connue dans les milieux populaires sous son diminutif de dalaï-lama.
Ce que dit cet aimable pasteur désormais voué à prêcher la bonne parole bouddhiste dans les déserts de l'Occident mériterait en effet un plus grand intérêt.
Vendredi soir, sur ARTE, oh, enfin, on le laisse s'exprimer à son rythme himalayen, il observait, à propos de l'influence prise par la télévision dans nos sociétés, une chose simple qui mérite toute l'attention collective : ce n'est pas tant parce qu'elles banalisent la violence aux yeux de nos enfants que les images d'actualité charriant les souffrances de notre planète portent en elles des germes destructeurs d'humanité.
C'est surtout parce que ces images noires sèment l'idée diabolique que la nature humaine est fondamentalement mauvaise.
Comment enseigner l'espérance de la paix et de la vie à l'école si, à la maison, la matrasse-télé inculque aux enfants qu'il n'y a de vrai que la guerre et la mort ?
Sa Sainteté avait à peine

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection de câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; D Film à voir ; M Ne pas manquer ; *** Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 17 OCTOBRE

TF 1
6.00 Série : Passions.
6.30 Club mini Zig-Zag. Draghiotto ; Colours ; Orner et la fille de l'école.
7.10 Club Dorothée. Les Poppies ; Les Misérables ; Le Jardin des chansons.
8.00 Le Disney Club.
L'Ecole de la brosse ; Tic et Tac ; Super Baloo ; Mask ; La Bande à Dingy ; Dessin animé ; Reportage ; Cuisine ; Jeu ; Variétés ; Santa Esmeralda.
10.25 Magazine : Auto Moto. Résumé du championnat de France de super-crocs à Grenoble et à Bordeaux ; Rallye de San Remo ; Super-tourisme à Nogaro ; F 3000 à Nogaro ; Accidents de la formule 1.
11.03 Météo (et à 12.18).
11.05 Magazine : Téléfoot. Championnat de France : Top buts.
11.55 Jeu : Millionnaire.
12.20 Jeu : La Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
14.15 Série : Hooker.
15.10 Série : La loi est la loi.
15.55 Série : Starsky et Hutch.
16.55 Dessin animé : Maseuplami ; Electronic Junior (2^e partie).
18.00 Des millions de copains.
19.00 Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Sincier. Invité : Édouard Baer.
20.00 Journal, Tiroc et Météo.
20.45 Cinéma : Presidio, base militaire. San Francisco, de Peter Hyams (1988).
22.30 Magazine : Ciné dimanche.
22.40 Cinéma : Chef de patrouille. Film américain de Christian Nyby (1967).
0.05 Journal et Météo.
0.10 Magazine : La Vidéo Club.
0.55 TF 1 nuit.

FRANCE 2
5.55 Documentaire : Tant qu'il y aura des bébés. De Paule Jaegermann (1^{re} partie, rediff.).
6.55 Dessin animé.
7.00 Debout les petits bouts. Lapin bleu ; Michel Vaillant ; Les Nouveaux Popeye ; Robert dans la bouteille ; Chip et Charly ; Le Livre de la jungle.
6.45 Connaitre l'islam.
9.15 Émission Israélite.
9.30 Chrétiens orientaux. Kaslik, université libanaise maronite.
10.00 Présence protestante.

La péché, pour quel faire ?
10.30 Le Jour du Seigneur. Rencontre sur l'Oubergul. 2. Cartes d'évangélisation en Centrique, documentaire de Maurice Tenant ; A 11.50, Midi moins sept, présenté par Noël Copin.
11.00 Messe, célébrée en l'église Saint-Joseph des Epinettes, dans la 17^e arrondissement de Paris.
DIMANCHE • MIDI 2
Philippe de Villiers
à l'Heure de Vérité.
12.00 L'Heure de vérité. Magazine présenté par François-Henri de Virieu. Invité : Philippe de Villiers.
12.58 Loto, Journal et Météo.
13.25 Chronique Martin (et à 15.45).
14.55 Série : ENG.
17.25 Documentaire : Cousteau, à la redécouverte du monde. Fortunes de la mer.
18.30 Magazine : Stade 2.
19.25 Série : Maguy.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : Uranus. Film français de Claude Berri (1990).
22.35 Cinéma : Sanglantes confessions. Film américain d'Uli Grosbard (1981).
0.20 Journal et Météo.
0.40 Magazine : Le Cercle de minuit. Les meilleurs moments de la semaine.

FRANCE 3
7.15 Bonjour les petits bouts. Appart, Babes ; Bonjour les bébés ; Petit Durs brun ; Kimbo.
8.00 Les Minikoums. Rupert ; Les inventions des Minikoums ; Jeu ; Les Mondes fantastiques (rediff.) ; Les Enquêtes de Chirophyllie ; Microkide ; Les Bestioles ; Comment c'est fait ? les églises (rediff.) ; C'est pas sorcier ; L'intelligence.
10.30 Magazine : D'un soleil à l'autre. Présenté par Jacques Mailhot. Magazine : Mascarin. Présenté par Gladys Sany.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Expression directe, CFC.

13.25 Magazine : Musicales. Présenté par Alain Douch. L'œil écoute. Istanbul. 1. La musique classique turque. Œuvres de Mozart, Erdin, Ainer, Kodali.
14.25 Série : Les Mystères de l'Ouest.
15.15 Magazine : Spéciale dimanche. A 15.20, Tiroc, en direct de Longchamp ; A 15.40, Tennis de table : Grand Prix Sany, en direct de Coubertin ; A 16.10, Rugby : France-Roumanie, en direct de Brive.
18.00 Magazine : Repères. Présenté par Jean-Pierre Elkabbach. Invités : Luc Goyet, président de la FRSFA ; Théodore Monod, professeur au Musée de l'homme et d'histoire naturelle, zoologie, botanique, etc. ; de Vie et Mort au présent ; Claire Brécher (des Combats d'Agrippine), Michel Peberne, président de la SNP, qui commencent les résultats de la privatisation.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : Yacapa. Documentaire : Cousteau, à la redécouverte du monde. Invité : Luc Goyet. Fanny Cottet, Christian Morin.
20.50 Série : L'Heure Simonon. L'Homme de Londres, de Jan Kala.
21.50 Planète chaude. Ki Kori la mer, d'Édouard Matuk et Sandro Agenor.
22.40 Journal et Météo.
23.10 Magazine : La Diva. Présenté par Harry Chaplin. 300^e invité : Amélie (1^{re} partie).
23.40 Cinéma : La Belle Equipe. Film français de Julien Duvivier (1936).

CANAL PLUS
7.00 CBS Evening News. Journal américain présenté par Don Pether et Corrie Chang.
7.25 Décade pas Bunny.
8.20 Série animée : Chip & Clyde.
8.25 La Journée de la télé. Écran total de Claude Cal-loux ; La loi Chiroc, de Vincent Regnier.
8.49 Flash d'informations.
8.50 Cinéma : Le Vol de l'Indroder. Film américain de John Milus (1989).
10.40 Cinéma : Rocketeer. Film américain de Joe Johnston (1991).
En clair jusqu'à 14.30
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Télé dimanche.

Présenté par Michel Denisot.
13.30 La Journée de la télé. Canal + qui de François Hubert-Rodier ; Télé voisins 2000, de Gérard Laffont ; Le futur c'est l'avenir, de Philippe Truffaut ; Des mots, des mots encore, des mots : Mini « Soir 3 » ; C'était demain-Canal 2013 la télé jumble, de Pierre Lelemand ; Zoo 6, de Ph. Lelemand et P. Lelemand ; Aujourd'hui, au-delà d'Eric Summer ; Les Googlees, de Jean-Pierre Lentin et Laurence Perrine ; En cas de danger, briser le glass, de Véro Goyet ; L'en 2040, Hélène et les phobes, de Gilles Cayatte ; Aktiv TV, de François R. Laberthe ; Schwartz, de Frédéric Journe ; Cognac G2, de Fred Costantini ; Mini « Soir 3 » ; Les TV s'éveillent à l'Est, d'Igor Alekine ; D'hier à aujourd'hui, de Pierre Carles ; Ailes et les sœurs, de Pascal Aubier ; (Elipse), de Bernard Goner ; Vingt mille lieues sous les mers, d'Yves Massari ; La télévision française de Sophie Leclerc et Tami Outi ; Le futur, c'était hier, d'Anne Villacèque ; Mini « Soir 3 » ; Un jour la télé change, d'Hélène Delebecque ; La télé de M. Demain, de Laurent Jarnet ; Télé objet, de Hélène Couturier ; France 2-Notre télévision, de Pierre Tchania ; La télévision des métèques SBS, d'Alain Laffont ; ARTE : La télévision du futur, de Cora Kalamis ; Insectes : The game, Femmine ; Lucastin, de Gene Robert ; Les Zappys ; L'art des Zoriformes, de Maurice Leno et Hélène Bromberg ; Mini « Soir 3 » ; TVB, de Bernard Farcus ; Du prince de la vase communicative, de Luc Dele-nere ; Main basse sur le câble, de Christophe Campora et Josée Mimos ; 1998, un an après, de Jean-Michel Ribes.
20.40 Sport : Football. Sachaux-Nantes. Match de 13^e journée du championnat de France de D1, en direct.
22.45 Flash d'informations.
22.50 Magazine : L'Équipe du dimanche. Football : Boxe.

ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Téléfilm : Des voix dans le jardin. De Pierre Boutevin (rediff.).
16.30 Court métrage : Annabella et moi. De Mary Sefers (rediff.).
19.00 Série : Absolutely.

19.30 Documentaire : Cigales Bernes. D'Alain Jaubert et Philippe Pliard. Commentaire de Michel Bouquet.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Météo, entre satellite et grenouille. Soirée proposée par Michel Cardozo.
20.41 Documentaire : La Pluie et le Beau Temps. De Michel Cardozo et Pierre Zucca.
21.35 Documentaire : Grotesque, burlesque, tragique et catastrophe. De Noël Sennel.
21.45 Documentaire : Contes de cyclones en septembre. De Christiane Succab-Goldman.
22.45 Documentaire : Une histoire d'ail. De Jean-Luc Godard et François Truffaut.
22.55 Cinéma : Vidas Secas. Film brésilien de Nelson Pereira Dos Santos (1964) (v.o.).
M 6
6.30 Musique : Boulevard des clips.
8.20 Magazine : Les Enquêtes de Capital.
8.45 Téléfilm : La Malédiction du pharaon.
10.20 Magazine : Ciné 5. Spécial Steven Spielberg.
10.45 La Tête de l'emploi. Présenté par Eric Forêt. L'insertion des jeunes diplômés ; Métier : interprète de justice.
11.20 Magazine : Turbo (rediff.).
11.55 Magazine : Spécial Mode 6.
12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée.
12.50 Série : Equalizer.

MEZZANINES
2 950 F
Mez. 120 x 200
+ 6000
6 COULEURS
PROMO RETENUE
(jusqu'au 31 oct.)
E S P A C E
LOGGIA
Le spécialiste du gain de place
30, bd Saint-Germain (5), 46-24-68-74
4, rue Saint-Henri (1), 40-25-19-55
11, rue Chateaubault (2), 42-60-28-45
Cergy-Pontoise (95), 30-37-06-20

13.45 Série : Rock and Love.
14.40 Série : Le Joker.
15.40 Magazine : Culture rock. La saga de 1964.
16.10 Magazine : Fréquentar. Sylvie Verlan.
17.10 Série : Les Cadavres exquis de Patricia Highsmith.
18.05 Série : Bookers.
19.00 Série : Flash.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Loin de ce monde.
20.35 Sport 6.
20.45 Magazine : E = M 6. Sur le piste des dinosaures.
22.20 Magazine : Culture pub. Pubs et musiques. Vous me reconnaissez ? L'hymne de l'entreprise. La grille des compositeurs.
22.45 Cinéma : Samarkand, l'île des passions. Film français de Jack Régis (1982).
0.10 Six minutes première heure.
0.20 Magazine : Fax'O. Harry Connick Jr., Reggy'lyes, Johnny Clegg.
2.00 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE
20.30 Atelier de création radiophonique. AC + R : variations autour du dictionnaire, autour des mots commençant par les lettres ACR, par Norbert Abouderham.
22.25 Poésie sur parole. Musique : Concert donné le 24 mai au Théâtre de la Ville ; Kazuo Sawai, musique traditionnelle du Japon.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE
20.00 Concert (en direct de Munich) : Métamorphoses I. de Tene ; Concerto pour piano et orchestre de Erik Satie ; Concerto pour violoncelle et orchestre, de Sargis ; Casse-bâton, suite de ballet, de Tuzan, par l'Orchestre symphonique national d'Istanbul, dir. Alexander Schwinck ; David Gerings, violoncelle.
23.00 Autoportrait. Jean-Louis Florentz, par Myriam Soumagnac.
0.05 Atelier de création musicale.
Les interventions à la radio
RJC, 11 h 30 : Jean Popperen (Le Gros Plan) ; Europe 1, 9 h 15 : Jean-Pierre Chevènement (Le Paroisse-garier) ; RTL, 18 h 30 : Jacques Delors (Le Grand jury RTL-Le Monde).

AU JOUR LE JOUR

Balances

Les difficultés de Bernard Tapie émeuvent. Ses combats prométhéens, son affrontement incessant avec les forces équivoques du déniement, ses visées tantôt nobles tantôt sublimées, son désintéressement : tout en lui bouillonne. Lui venir en aide est donc plus qu'un devoir : un bonheur. Quelques suggestions pour ce faire.

D'Italie nous arrive une rumeur judiciaire des plus pédagogiques dont il conviendrait sans doute de s'inspirer de ce côté des Alpes : non

contents de vendre et d'acheter des joueurs - pratique qui frappe déjà par son élévation - des clubs italiens se seraient livrés à un commerce de joueurs fictifs.

Côté balances, Bernard Tapie devrait aussi se secouer. Que ses ingénieurs, ses techniciens se mobilisent ! Avant Noël, ils devraient pouvoir mettre sur le marché des modèles dont l'absence nous fait cruellement défaut : balances pour soulever les vacuités, balances à faussetés, pèse-fic...

PROCYON

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a deux cents ans : la défaite des Vendéens à Cholet (page 2).

INTERNATIONAL

Les États-Unis décrètent un blocus naval d'Haïti

L'assassinat, le jeudi 14 octobre, du ministre haïtien de la Justice, Guy Melievre, a été interprété comme une véritable provocation de la junte militaire par l'administration américaine, qui n'a pas cessé d'insister sur la nécessité de garantir la sécurité du gouvernement civil de Port-au-Prince. Les initiatives annoncées vendredi par Bill Clinton, dont le blocus naval de l'île, visent à renforcer les sanctions économiques décidées, mercredi 13, par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui devrait adopter samedi 16 une résolution appelant les membres de l'organisation à participer au blocus (page 3).

POLITIQUE

Allègement des charges des collectivités locales

Alors que les députés ont adopté la première partie (les recettes) du projet de loi de Finances pour 1994, le gouvernement a accepté de réduire l'effort financier demandé aux collectivités locales en émettant des dispositions prévues pour les compensations versées par l'État à celles-ci au titre de la TVA et de la taxe professionnelle. Cette concession du ministre du budget, Nicolas Sarkozy, au « lobby des écharpes », n'a pourtant pas permis aux députés de s'écarter du cadre rigoureux imposé par le gouvernement (page 9).

SOCIÉTÉ

Les réactions à l'encyclique de Jean-Paul II

« Veritatis splendor », la dixième et dernière encyclique du pape sur la morale, publiée le 5 octobre dernier, connaît un certain succès de diffusion en France, mais provoque aussi des réactions très contrastées. Si les proches de Jean-Paul II en font le document majeur et le plus personnel des quinze années de pontificat, les théologiens critiques y voient le risque d'un accroissement du fossé entre l'Église catholique et le monde moderne (page 10).

CULTURE

Prêt-à-porter : les mannequins de la crise

Adieu chignon et balconnets : la semaine de présentation des collections de l'été 1994 est marquée par l'austérité. Dans le vide créé par la récession, les créateurs se livrent à une surenchère misérabiliste. Agnès B., Issay Miyaké, Jean-Paul Gaultier et quelques autres essaient pourtant d'échapper à cette morosité (page 13).

ÉCONOMIE

Pauvreté et inégalités en Amérique latine

Sous l'impulsion du Fonds monétaire international, les pays de l'Amérique latine, pour la plupart en faillite économique au début des années 80, se sont convertis au dogme de l'équilibre macroéconomique et à la règle d'or de l'ouverture des frontières. Sur fond de dérégulation sociale et financière, les résultats économiques ont été positifs mais ont accru la pauvreté et n'ont pas réduit les inégalités sociales. Aujourd'hui, selon une étude de la Banque mondiale, un Latino-Américain sur trois vit en dessous du seuil de la pauvreté (page 15).

Services

Abonnements..... 22
Carnet..... 18
Météorologie..... 18
Mots croisés..... 18
Télévision..... 19
Spectacles..... 14

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LIMDOC
et 36-29-04-68

Ce numéro comporte deux cahiers
« Heures locales » folios 21 à 28
et « Heures télévisées » folios 1 à 40

Dans notre prochain

numéro
L'Économie

Les prévisionnistes n'ont pas vu venir la crise. Statistiques inadéquates ? Erreurs d'analyse ? Ou incapacité à tenir compte des changements structurels ? Tous à l'interrogatoire. Et d'abord l'INSEE.

Le numéro du « Monde » daté
samedi 16 octobre a été tiré
à 485 310 exemplaires

La création d'une « commission du dialogue national »

L'armée algérienne prête à s'impliquer davantage

Préoccupés par les difficultés économiques et la recrudescence de la violence, les Algériens n'auront sans doute prêté qu'une attention distraite aux dernières initiatives politiques, notamment la création d'une « commission du dialogue national » où l'armée est solidement représentée. Le quotidien pro-gouvernemental *El Moudjahid* a vu dans cette initiative « les prémisses de la transition ».

ALGER

de notre correspondant

Depuis les sanglantes émeutes d'octobre 1988, et à tout le moins depuis la démission-déposition du président Chadli, au mois de janvier 1992, le pays vit déjà une douloureuse « transition » institutionnelle. Quant au « dialogue », il y a plus d'un an que les discours officiels le promettent sans résultat vraiment probant, malgré les efforts déployés par le Haut Comité d'État (HCE) pour organiser une conférence nationale.

Rassemblant partis, syndicats et associations diverses, cette conférence, comme ses lointaines cousines d'Afrique noire, est censée dégager un consensus politique minimal et fixer les modalités d'une période de transition d'au moins deux ans, à l'issue de laquelle des élections présidentielle et législatives seraient organisées. Ce schéma, esquissé dans un « avant-projet de plate-forme », et rendu public au mois de juin, est, pour le moment, à l'état de vœu pieux. Seules des rencontres « bilatérales » entre la présidence collégiale et certaines formations politiques ont eu lieu.

La création d'une « commission du dialogue national », dont le but affiché est identique à

celui que s'était donné le HCE - « entreprendre toutes démarches utiles auprès des formations politiques, des forces sociales et des personnalités en vue d'assurer la tenue et le succès d'une conférence nationale » - pourrait, a priori, paraître surprenant. « Pourquoi s'encombrer d'une nouvelle structure, si l'objectif poursuivi demeure le même », s'est interrogé le quotidien indépendant *El Watan*.

La composition de cette commission, formée de cinq civils et de trois généraux (Mohamed Toueti, conseiller au ministère de la défense, Tayeb Derradji, inspecteur général des forces armées terrestres, et Ahmed Senhadji, directeur central des infrastructures militaires) donne, à elle seule, des éléments de réponse.

En s'impliquant ostensiblement dans la gestion de la crise politique, l'armée a franchi un cap important et a pris date pour l'avenir. Un avenir proche, puisque le mandat du HCE (dont fait partie le général-major Khaled Nezzar, ancien ministre de la défense, communément considéré comme l'« homme fort » du régime), s'achèvera le 31 décembre. Alors s'ouvrira la « vraie » période de transition.

« Le dernier rempart contre le péril vert »

Sans désavouer formellement le HCE, les chefs militaires dont les troupes se heurtent quotidiennement aux groupes islamistes, seraient-ils décidés à « prendre le relais » des civils défaillants, comme le suggèrent certains observateurs ? Souvent décriée, à tort ou à raison, comme le « dernier rempart » contre le « péril vert », l'armée ferait alors un choix qui dépasserait largement ses propres intérêts.

A moins, comme le suggère l'hebdomadaire *El Haq*, que ce choix purement tactique soit « une forme de réponse aux exigences du Front des forces socialistes (FFS) ». Celui-ci n'a-t-il pas refusé, jusqu'à présent, de participer au « dialogue » aussi longtemps, entre autres conditions, que l'armée ne se portera pas publiquement garante d'un éventuel accord politique entre le pouvoir et l'opposition ?

Les responsables du FFS se sont déclarés « ni favorables ni défavorables » à la création de la « commission de dialogue national ». Et si son secrétaire général par intérim, Mebarek Mahuou, concède que la présence de généraux au sein de cette commis-

sion est « peut-être un bon signe », rien n'indique que cette formation, la plus représentative, après le FLN, sur l'échiquier politique légal, participera à la conférence nationale.

Présidée par un civil, le docteur Hassan Khatib, la « commission du dialogue national », a indiqué qu'elle entendait « passer sans délai à des contacts et rencontres officielles » avec les partis de palanques a enlevé les étonnements politiques et alimenté les rumeurs. Cette soudaine agitation, que d'aucuns espèrent fructueuse, apparaît, aux yeux de beaucoup, comme l'opération de la dernière chance.

CATHERINE SIMON

Terrorisme et exécutions sommaires

ALGER

de notre correspondant

Usines, mairies et écoles incendiées, lignes de chemins de fer sabotées, émeutes, embuscades, assassinats : depuis la fin du mois de septembre, les actes terroristes se multiplient, bien au-delà de l'Algérie. L'assassinat de plusieurs intellectuels - le dernier en date étant celui l'ancien patron de la télévision, Mustapha Abada - a sensiblement épaissi l'atmosphère. Selon un décompte de l'AFP, entre le 1^{er} et le 13 octobre, les accrochages entre les forces de l'ordre et les « groupes armés » auraient coûté la vie à plus de quarante « rebelles ».

Selon certains témoignages, ce chiffre pourrait être largement sous-évalué. Des informations parvenues à la Ligue algérienne pour la défense des

droite de l'homme (LADDH), donnent à penser que des « exécutions sommaires » auraient été récemment commises, dans l'Algérie, par les forces de l'ordre. Ainsi, dans la région d'Aln Taya, après la mort de trois appelés du contingent, « dix jeunes du coin » auraient été « arbitrairement rafés et fusillés ». Même scénario, à Saoula, une commune proche de la capitale, où, après l'assassinat de cinq gendarmes, « huit jeunes, prétendument « pris les armes à la main », ont été exécutés ». La LADDH affirme, d'autre part, disposer de trois cent soixante-quatre témoignages de détenus, qui affirment avoir été torturés lors de leur séjour en prison ou dans les camps d'internement au Sahara.

C. S.

UAP

Le 14 octobre 1993

Madame, Monsieur, Cher Actionnaire,

L'accord que nous venons de conclure avec la Compagnie de Suez est l'aboutissement des efforts que nous avons déployés depuis bientôt trois ans.

Il constitue pour votre Groupe un événement de première importance, qui vient couronner sa politique de croissance externe.

En acquérant aujourd'hui le contrôle de l'ensemble des activités européennes du Groupe Victoire, et notamment la majorité du capital du 3^{ème} assureur allemand Colonia, le Groupe UAP accroît de 46 milliards de francs le chiffre d'affaires qu'il contrôle en Europe ; il se situe désormais, sur tous les marchés de la Communauté Economique Européenne, parmi les tout premiers assureurs et, globalement, détient 6,2% du marché de l'assurance de la CEE.

Notre objectif d'être "l'assureur européen de référence" est désormais atteint.

Il nous appartient maintenant d'organiser cet ensemble pour tirer parti de toutes les complémentarités qu'il recèle, dans le souci de la rentabilité pour nos actionnaires et de la qualité du service rendu à nos clients.

Telle est notre tâche prioritaire ; nous y consacrerons toute notre énergie afin de mériter pleinement votre confiance.

Jean Peyrelevade

محاذيان الناصر

Une sculpture nommée Esprit
L'impact d'un projet de sculpture sur l'urbanisme.

Briançon, une ville en état de siège
Les habitants se sentent menacés par la présence de la base militaire.

Le choc des impôts locaux
La facture pourrait encore s'alourdir en 1994 et 1995.

Le miroir de Belleville
Retour sur le passé pour ce quartier cosmopolite.

HEURES LOCALES

ACCUEIL A LA NANCÉIENNE

Pour cimenter la cohésion sociale avec ses nouveaux habitants, Nancy mélange séduction et information

MICHAEL est new-yorkais. Après un séjour à Lonsanne, il vient d'accepter un poste de professeur de génie chimique à l'Ecole supérieure des industries de Nancy (Meurthe-et-Moselle). Patrick et Laure, eux, sont des nomades. Après Amiens, Saumur, Lille, Angers, Metz, Nantes et Calais, les voici qui emménagent à Nancy. Laure vend des encyclopédies et son mari est employé aux ASSÉDIC. Annie est nancéienne, mais son fiancé vient de Tournai. Tous sont de nouveaux nancéiens et ils étaient, samedi 9 octobre, les invités d'André Rossinot (UDF-Rad.), maire de Nancy et ministre de la fonction publique.

Vient trois ans que le maire a initié cette démarche d'accueil des nouveaux arrivants dans laquelle il s'implique personnellement. Pas une réception formelle dans les salons de l'hôtel de ville, même si la journée commence précisément à la mairie par un petit déjeuner avec six cents convives, mais une véritable prise de contact et une façon pour le maire de « cimenter la cohésion sociale d'une ville à caractère tertiaire où s'installent pour quelques années des universitaires, cadres, employés des directions régionales, fonctionnaires ». Entre 1982 et 1989, date du dernier recensement, le taux de rotation a concerné 42 % de la population.

Le café et les croissants avalés, les nouveaux nancéiens sont invités à prendre place dans les bus qui leur feront faire le tour de la ville, histoire de s'orienter dans l'espace et de repérer les divers équipements culturels, sociaux, administratifs ou sportifs. La ville vieille se montre sous son meilleur jour, c'est le samedi des pueces. La rue est investie par les brocanteurs et les badauds et, à deux pas de là, dans le parc de la Pépinière qui s'embrace, « Nancy Jazz Pulsations », le festival de jazz donne le top de quinze jours de fête. A la fin de la matinée, après un petit tour au Zénith, tout le monde se retrouve à la salle polyvalente de Gentilly, à deux pas de la ville haute, ce qu'un appelait encore il y a quelques années le Haut-du-Libre.

Tout le monde est sur le pont. Du maire aux élus, en passant par les fonctionnaires municipaux, les partenaires institutionnels, HLM, EDF, conseil général, les organismes de Sécurité sociale, les associations et commissions de quartier présentent sur des panneaux, à grand renfort de dépliants, le mode d'emploi de la ville.



Qu'elle est la place de Nancy en Europe, son ambition universitaire ? On parle aménagement du territoire en évoquant le TGV Est, ou le problème de la desserte autoroutière vers Paris. Cette démarche participative n'est qu'un des volets de la politique de démocratie directe que pratique Nancy. Tout au long de l'année s'établit un dialogue avec les commissions de quartier des adultes et les commissions de quartier des enfants, structures déconcentrées préférées ici à

Démocratie directe

Tout à l'heure, André Rossinot et ses adjoints répondront aux questions pratiques des nouveaux arrivants. Cette année, on a même prévu une crèche pouvant accueillir trente-cinq tout petits. Parfois les questions sont au ras des

paquerettes et concernent le stationnement, l'enlèvement des feuilles mortes, l'absence de pistes cyclables ou celui des croquettes de chien. Mais on aborde également des sujets plus généraux.

Qu'elle est la place de Nancy en Europe, son ambition universitaire ? On parle aménagement du territoire en évoquant le TGV Est, ou le problème de la desserte autoroutière vers Paris. Cette démarche participative n'est qu'un des volets de la politique de démocratie directe que pratique Nancy. Tout au long de l'année s'établit un dialogue avec les commissions de quartier des adultes et les commissions de quartier des enfants, structures déconcentrées préférées ici à

un conseil municipal des jeunes. Le raisonnement du maire est simple : « Plus les gens s'intègrent vite, plus ils sont à l'aise dans une ville, et plus ils sont impliqués dans son animation. Le dialogue que nous établissons, formalisé par cette journée d'accueil, et qui se poursuit par la suite, permet d'enrichir Nancy d'un capital d'idées et d'expériences venues d'ailleurs. » Mais cette journée est sous-tendue par une autre préoccupation : « Dans une société délaissée, égoïste, où sont grands les risques d'exclusion et forte la tentation de l'individualisme, l'accueil est la première demande d'insertion et conditionne la qualité de vie ultérieure. »

André Rossinot coiffe sa casquette de ministre de la fonction publique pour insister sur l'exigence de la qualité d'accueil dans les services publics. « La façon dont on écoute et dont on répond est un facteur de cohésion sociale. La légitimité du service public repose sur la qualité du service, sur une immense pédagogie. Cela ne s'apprend pas. Ça ne se décrète pas d'en haut, bien qu'une bonification individuelle puisse être attribuée à ceux qui ont cette tâche difficile du contact direct. Cela suppose une volonté des intéressés, et il est vrai que, dans la majeure partie des cas, cela est réalisé de façon admirable par les fonctionnaires, mais on peut aussi adapter la formation à l'accueil. » Il souligne que de 3 % à 5 % des budgets des ministères sont alloués à la formation et que cette dimension de l'accueil doit être prise en compte, surtout dans certains secteurs où les demandeurs sont plus sensibles que d'autres : l'ASSÉDIC, les missions locales, l'AFFA. Nancy poursuit sur sa lancée, et dans quelques jours va s'attacher à accueillir de la même manière une autre population, les vingt mille ou vingt-cinq mille étudiants qui vont franchir pour la première fois le seuil des universités et écoles de l'agglomération, Nancy comptant au total quarante-trois mille étudiants. Cela s'appelle les Nancéiades. Trois jours d'information, de débats, ponctués par un concert au Zénith.

de notre correspondante à Nancy
Monique Raux

Palmarès

Le mode est aux palmarès et l'automne est propice aux polémiques, au moment où les citoyens reçoivent leur feuille d'impôts locaux.

Le ministère du budget a diffusé une note qui désigne « les bons et les mauvais élèves » de la fiscalité locale. Exemple : en Provence-Alpes Côte d'Azur, le taux de taxe d'habitation a fait un bond de 68 % en un an, alors que le Nord-Pas-de-Calais observe une stricte stabilité pour les quatre taxes. Toulouse diminue sensiblement sa pression fiscale mais le groupement de communes auquel elle appartient augmente de 100 %.

Comparaison n'est pas raison. D'abord parce que les statistiques ne reflètent qu'une part de vérité. Ensuite parce qu'il faut considérer les évolutions (à la hausse ou à la baisse) non sur un an, mais sur une période plus longue. Il existe aussi des villes qui ont la malchance d'être privées de tissu industriel solide, ce qui les conduit à « forcer » sur la taxe d'habitation ou alors sur les emprunts. Enfin une forte fiscalité communale, départementale ou régionale n'est pas nécessairement le signe d'une gestion maladroite. Les impôts servent à construire des équipements culturels ou sociaux, à lancer des opérations de développement économique. L'Etat joue un peu les Tartuffes. Facile de montrer du doigt les élus locaux et en même temps de se décharger sur eux d'une série de tâches qu'il faut bien financer ! Facile de transférer sur un maire et un président de région l'impopularité naturelle de l'impôt !

François Grosrichard

PICARDIE

DU RIFIFI AU DISTRICT

Dans l'agglomération de Saint-Quentin, l'intercommunalité est malmenée

L'HISTOIRE du district de Saint-Quentin commence comme une banale série télévisée américaine, dans un calme tramper, au sein d'une famille faussement unie - celle de la gauche -, avant que s'enchaînent coups d'état, trahisons et retournements de situation.

La différence tient au décor, du côté des sources de la Somme, dans une agglomération où le taux de chômage ne cesse de grimper, le luxe n'est pas de mise. L'hôtel du district, objet de la dispute, ne paie pas de mine. Las, n'importe quelle scène peut faire office de champ de bataille.

Pourtant, l'intercommunalité est une belle idée, comme l'ont rappelé les membres de l'Assemblée des districts, réunis à Paris lors de leur convention nationale, jeudi 23 septembre. En règle générale, un district lie une ville à ses voisins plus petites, décidées à faire preuve

de solidarité afin de favoriser leur développement commun. Il existe actuellement 286 regroupements de ce type. La formule séduit par sa souplesse : les édiles confient à cette structure les compétences qu'ils n'ont eux-mêmes arrêtées.

Dans la majorité des cas, le maire de la ville la plus importante en assure la présidence. Très souvent, diplomatie oblige, les élus de la commune principale évitent de détenir la majorité du conseil.

Une guerre déclarée

Pas à Saint-Quentin. La municipalité occupe la moitié des vingt-six sièges, les treize autres communes disposent d'un représentant chacune. La ville-centre a donc la possibilité de se choisir un président, d'autant la voix prépondérante fait la différence. Pendant longtemps, les

villages périphériques n'y ont rien trouvé à redire. La vocation industrielle de la sous-préfecture de l'Aisne lui permettait de se montrer généreuse.

En 1989, Daniel Le Meur (PC) en conquiert à nouveau l'hôtel de ville. Un de ses colistiers, Denis Lefèvre, socialiste à l'époque, obtient la responsabilité du district. Selon ce dernier, la première assemblée tenante... à son discours inaugural, dans lequel il annonçait son intention de réveiller un organisme « ronronnant », de défendre une intercommunalité entrepreneuriale, dotée d'un personnel et d'une fiscalité propres. Une conception qu'il met d'ailleurs en application sans tarder. Mais l'inimitié grandit entre les deux hommes.

A tel point que Denis Lefèvre se présente, sous l'étiquette MRG cette fois, contre son ancien allié lors des élections législatives de mars 1993. La guerre est déclarée.

Chacun compte ses troupes. D'un côté les fidèles de Daniel Le Meur, de l'autre les quelques amis saint-quentinois de Denis Lefèvre et les maires ruraux, toutes tendances politiques confondues.

de notre envoyée spéciale à Saint-Quentin
Martine Vailo

Lire la suite page 23

Parce qu'elles ne se font pas en un jour, les villes ont besoin d'un allié financier tous les jours.

Collectivités locales. Qu'il s'agisse de routes, de lycées... le Crédit Foncier financera intégralement ou partiellement vos investissements, à des taux très compétitifs. Sa souplesse et sa rapidité d'action feront du Crédit Foncier votre meilleur partenaire dans le temps.

CRÉDIT FONCIER
Votre allié dans le temps

REPÈRES

ACTION SOCIALE

PRIORITÉ
A L'INSERTION

Pour faire face à ce problème, les communes doivent revoir les relations avec leurs partenaires

L'INSERTION devient une préoccupation majeure pour les communes de plus de 50 000 habitants. Une enquête réalisée par l'ODAS (Observatoire national de l'action sociale décentralisée) avec des élèves de l'ENA (1) montre qu'elle est passée au premier rang des préoccupations des élus locaux en matière d'action sociale. Elle se situe même devant l'enfance et la famille ou la dépendance des personnes âgées, les handicaps étant, quelle que soit l'année de référence (1985, 1989 ou 1993), cités en quatrième et dernière position.

Dans leurs priorités en matière de lutte contre l'exclusion, les élus placent en tête les actions contre la pauvreté et la précarité, puis, ce qui est nouveau, la prévention chez les jeunes. Ils évoquent ensuite le logement-insertion, et cela indépendamment de leur sensibilité politique. Ces déclarations sont confirmées, souligne l'ODAS, par le succès actuel des fonds d'aide aux jeunes ou « la participation active des élus communaux aux missions locales ».

« Pour le moment, ce souci ne s'accompagne pas obligatoirement d'une évolution significative de l'attribution des moyens », souligne Jean-Louis Senehez, délégué général de l'ODAS. Cela ne devrait cependant pas tarder, car les décideurs de l'action sociale ne viennent pas à court terme une amélioration de la situation. Lorsqu'on leur demande de prévoir leurs priorités en 1998, ils citent toujours l'insertion avant les autres secteurs d'intervention.

Comme les départements, les villes de plus de 50 000 habitants ont, financièrement, des marges de manœuvre qui se sont dramatiquement réduites : « En 1992, pour la première fois depuis dix ans, les recettes courantes ont progressé moins vite (+ 5,5 %) que les dépenses de gestion (+ 6,7 %). L'épargne disponible pour financer l'équipement se réduit (- 15 %) et ne couvre plus que 12 % des dépenses d'investissement. Le recours à l'emprunt s'accroît. »

Dans des communes comme Besançon, Rennes, Toulouse, Nantes ou Tourcoing, le

budget global d'action sociale a explosé ces dernières années. Comment faire pour tout assumer ? C'est, apparemment, à l'intérieur du budget social, dans le secteur de l'enfance et de la famille, que les communes seront tentées de faire des sacrifices. Les conséquences peuvent être limitées dans les communes qui ont fourni de grands efforts ces dernières années dans le secteur de la petite enfance (assistantes maternelles, crèches). Il ne faudra pas, en revanche, espérer un rattrapage dans les nombreuses communes qui ont négligé ce domaine.

Une indispensable concertation

Le secteur des personnes âgées est nettement plus sensible. Si l'on peut estimer que le taux de natalité stagnera dans les cinq prochaines années, le nombre des personnes âgées et le coût de leur prise en charge

ne fera, lui, qu'augmenter.

Cette multiplication des champs d'intervention de la commune entraîne déjà une réorganisation des services sociaux. Le mouvement va dans le sens de la polyvalence et d'une « municipalisation » progressive des centres communaux d'action sociale (CCAS), qui jadis étaient jusqu'ici d'une autonomie juridique et administrative. C'est le cas à Rennes et Nantes. Alors que Grenoble et Besançon ont préféré regrouper toute l'action sociale municipale au sein de leur CCAS.

Pour être efficace, cette implication communale dans le domaine de l'insertion nécessitera une concertation avec les multiples partenaires. Or, selon l'ODAS, les relations ville à ville s'avèrent difficiles, surtout lorsque les élus n'ont pas la même appartenance politique. Et celles avec les conseils généraux sont encore plus compliquées. Tant se passe comme si les villes craignaient de se faire absorber par le département.

Beaucoup de départements négligent d'impliquer les communes dans la rédaction des schémas directeurs.

« Plus des deux tiers des communes de plus de 50 000 habitants ne participent pas à la réalisation des schémas de services et des établissements médico-sociaux », malgré l'article 42 de la loi du 22 juillet 1983, qui prévoit une concertation entre tous les partenaires concernés. Une structure, le conseil départemental du développement social, avait été créée en 1985 pour faciliter cette concertation, mais elle a été supprimée en août 1986, sous la pression des communes craignant de voir leur autonomie rognée, sans être remplacée. En réalité, les relations semblent beaucoup plus faciles avec le secteur privé ainsi qu'avec des administrations ou institutions de protection sociale. 83 % des villes ont passé un convention avec une caisse d'allocation familiales, 40 % avec le Fonds d'action sociale...

Christiane Chombeau

(1) Enquête réalisée en février et mars 1993 dans 105 villes de plus de 50 000 habitants (86 villes ont répondu), situées dans 50 départements de province et de la région parisienne. Pour des raisons d'homogénéité des réponses, Paris, Lyon et Marseille n'ont pas été consultées. ODAS, 13, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris. Tél : (01-44-07-02-52).

DOTATION

LA RÉFORME
DES AIDES

Le gouvernement veut renforcer la solidarité en faveur des collectivités rurales

DANIEL HOFFEL, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des collectivités locales, a présenté, mercredi 13 octobre au conseil des ministres, un projet de loi qui réforme les modes de répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée par l'État aux communes, aux départements et à la seule région Ile-de-France.

Créée en 1979 et modifiée en 1985, la DGF (96,219 milliards de francs en 1993) ne remplit plus correctement sa fonction de péréquation entre les collectivités considérées comme riches et les autres. En effet, l'an dernier, 30 000 communes sur 36 550 ont vu leur dotation progresser de manière comparable.

Charges sociales

L'objectif du gouvernement est, dans un contexte budgétaire difficile, de concilier trois objectifs : simplifier un dispositif devenu illisible, veiller à une certaine stabilité indispensable à une gestion sérieuse des finances locales, accentuer la solidarité nationale et le caractère redistributif de la DGF « dans un souci d'aménagement plus volontariste du territoire », indique-t-on dans l'entourage de M. Hoffel.

Au titre de la stabilité, toutes les communes toucheraient en 1994 une ressource semblable à celle de 1993 et bénéficieraient en 1995 d'une progression modérée. La future DGF se composerait donc dorénavant d'une dotation forfaitaire qui prendra en compte, cependant,

l'augmentation de la population municipale. L'autre nouveauté concerne l'écoulement des mécanismes de péréquation et de redistribution. En bénéficiant les communes les plus en difficulté, c'est-à-dire les communes urbaines et les localités de l'espace rural, ainsi que les collectivités d'outre-mer. Recevront aussi un coup de pouce les communes regroupées en districts ou en communautés qui ont mis en œuvre des mécanismes fiscaux collectifs et incitatifs. La marge de manœuvre disponible l'an prochain pour ces tris catégories de communes est évaluée à 1,6 milliard, ce qui n'est pas négligeable lorsque l'on sait que l'ensemble des crédits de paiement de la DATAR est de 2,3 milliards dans le projet de loi de finances 1994.

La dotation de solidarité urbaine (1 milliard en 1993) sera partiellement réformée pour mieux tenir compte des charges sociales que supportent les villes et de leur richesse fiscale. Enfin, pour les communes rurales, le gouvernement a opté pour une voie médiane, ne pouvant aider également les 32 000 communes de moins de 2 000 habitants. Il a été décidé de porter l'effort supplémentaire à la fois sur les chefs-lieux de canton et sur les bourgs-centres qui regroupent au moins 15 % de la population cantonale.

F. Gr.

ASSISES

UNE MARQUE POUR
LES PAYS D'ACCUEIL

Le tourisme rural cherche à se professionnaliser

RÉUNIS du 8 au 10 octobre en Haute-Corse pour leurs neuvièmes assises nationales, les pays d'accueil touristiques ont semblé redécouvrir leur vocation première : attirer les touristes. Nés dans les années 70 sous l'impulsion du ministère du tourisme et de la DATAR, outils d'aménagement du territoire, ces « pays » sont des structures intercommunales travaillant au développement du tourisme en milieu rural (le Monde du 12 avril 1993). « Les 170 pays d'accueil couvrent un cinquième du territoire français », précise Michel Cointat, président de la Fédération nationale des pays d'accueil touristiques (FNPAT). Ils représentent 700 000 lits touristiques, un chiffre d'affaires de 12 milliards de francs et emploient 210 assistants techniques de pays. »

« Révolution culturelle »

Le motif des assises : « Passer d'une procédure administrative à une véritable approche économique », martèle Jean-François Donzier, administrateur de la Fédération. Il nous faut accomplir une véritable révolution culturelle. Souvent conçues par les municipalités comme des machines à obtenir des subventions, principalement dans le cadre des contrats de plan Etat-région, les pays d'accueil « doivent aujourd'hui se transformer en concept de vacances : il faut que l'on puisse dire un jour que l'on va en pays d'accueil comme on déclare aujourd'hui se rendre au Club Méditerranée », poursuit M. Donzier.

Les pays d'accueil se sont donc promis d'améliorer la commercialisation de leurs « produits » touristiques (séjours complets, hébergement seul, activités sportives...), notamment en démarchant les agences de voyages, et en développant les activités de Qualitour, leur voyageur intégré : de proposer davantage d'activités culturelles, de plus en plus prisées par les touristes, et susceptibles de démontrer que les pays les uns par rapport aux autres ; et surtout de créer une marque collective « Pays d'accueil », qui pourra être apposée sur les publications touristiques et donnera aux touristes l'impression d'une « chaîne ».

Une marque que la FNPAT entend promouvoir et préserver grâce à une nouvelle charte nationale définissant les engagements des adhérents, prévue avant la fin de 1993, et grâce à une procédure de contrôle très stricte des prestations. Un organisme certificateur indépendant (Qualité France), agréé par le ministère chargé de la consommation, veillera à la qualité des services offerts avant leur mise sur le marché, puis de façon inopinée. De quoi donner une confiance absolue aux touristes français, qui connaissent moins pour l'instant la formule que les Néerlandais.

P. Kr.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

BLOC-NOTES

AGENDA

■ La SNCF et les voyageurs. — La SNCF sort de sa réserve. Dans le cadre des mesures commerciales annoncées le 8 septembre, la société nationale organise une vaste opération de dialogue avec sa clientèle du 17 au 20 octobre, dans 157 gares parmi les plus importantes de France. Durant ces quatre jours, les voyageurs sont invités à poser toutes les questions qu'il leur plaira ou à faire des suggestions de tous ordres. Qu'il s'agisse du trafic, de la sécurité, des prix et tarifs commerciaux, des réservations, la SNCF souhaite apporter toutes les explications nécessaires.

■ Aménagement du territoire et finances. — L'Agfif, quotidien financier, organise un colloque intitulé « L'aménagement du territoire et le développement de l'économie locale : les moyens financiers de la mettre en œuvre », à Paris, mardi 19 octobre. Les débats porteront sur les contrats de Plan, la dotation globale de fonctionnement, la politique d'aménagement de l'espace européen, le rôle respectif des différentes collectivités locales.

■ Renseignements au (16-1) 42-88-12-91

■ Communes et régions d'Europe. — Le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), qui préside Pascal Maragall, maire socialiste de Barcelone, organise ses dixième États généraux à Strasbourg, du mercredi 20 au samedi 23 octobre. Ce congrès sera l'occasion, pour le CCRE, de faire le point sur le rôle que les collectivités territoriales doivent jouer dans la construction de l'Europe. L'Association française du CCRE, présidée Jacques Chaban-Delmas (RPR), milite pour la représentation des communes au sein du comité des régions institué par le traité de Maastricht.

■ Renseignements au (18) 38-77-83-83

■ Massif Central. — Un colloque se

déroulera lundi 25 octobre à Saint-Etienne sur le thème : « Désenclavement et développement économique : un avenir pour le sud du Massif Central ».

Plusieurs ministres — Bernard Bosson, Jean Puel — et différents responsables de région — Valéry Giscard d'Estaing, Charles Millon, Marc Sancy, Jacques Blanc — ont annoncé leur présence à ces débats organisés par le Syndicat mixte d'études et de promotion de l'axe européen Toulouse-Lyon. Un représentant des Communautés européennes devrait aussi y assister.

■ Centre des congrès, Espace Fauriel, 35, cours Fauriel, Saint-Etienne. Renseignements :

78-94-21-21.

■ Informatique et collectivités. — Le rendez-vous annuel des collectivités avec l'informatique a lieu du mardi 19 au jeudi 21 octobre au CNIT de La Défense. Environ 140 acteurs du marché de l'informatique territoriale doivent y exposer leurs derniers produits et logiciels. Colloques, ateliers et journées d'études sont au programme de ces rencontres.

■ Renseignements au (18-1) 40-13-32-48

PUBLICATIONS

■ Foires et Salons. — Le calendrier annuel des Foires et Salons de Paris édité par la chambre de commerce et d'industrie de Paris rassemble les 400 manifestations qui se dérouleront jusqu'au 1^{er} septembre 1994 et une cinquantaine de salons prévus au-delà de cette date. Des fiches techniques présentent les Salons en précisant la périodicité, les dates, le lieu, les horaires, le nombre d'exposants, le surface des stands, les coordonnées de l'organisateur. Ces manifestations restent, malgré la crise, le meilleur moyen pour les entreprises de faire connaître au public la gamme des produits et des services qu'elles offrent sur le marché et de diffuser leur image.

■ Le calendrier des Foires et Salons est disponible dans tous les points de vente de la chambre de commerce et d'industrie de Paris au prix de 120 francs.

■ Déontologie de l'État local. — Depuis quelques années, les textes de loi se sont multipliés pour combattre les effets pervers de la décentralisation : limitation du financement des campagnes électorales, nouvelles procédures de passation des marchés publics, réforme du code pénal, réglementations des prestations publiques, etc. Les auteurs de *La gestion locale au défi de la transparence*, Patrice Cossé et Dominique Depoix, universitaires tous les deux, passent au crible la déontologie de l'État local, ses devoirs, ses nouvelles responsabilités, et les sanctions encourues. Ce guide est édité par le Centre de formation Condorcet. 206 p., 280 F. (plus 20 F. de frais d'envoi), Centre Condorcet, 15, rue du Louvre, 75001 Paris.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Dirigé de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cos
Membres du comité de direction :
Jacques Guio,
Isabelle Tardif.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDIPUB 034 128 F
Téléc. : 46-62-96-71. Société d'Édition
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 20-15 - Types LEMONDE
Le Monde - Documentation
20-17 LMDCC ou 20-23-04-06

Imprimé
au « Monde »
12, r. M. Groussier
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 281.311F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration.
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE selon
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 095 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS) is published daily for \$ 975 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and at additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1515, Champlain, N.Y. 12019 - USA.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 5330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2903 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
301 MON 01 PP. Poste 107

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

كتاب النظم

FRONTIÈRES

BRIANÇON

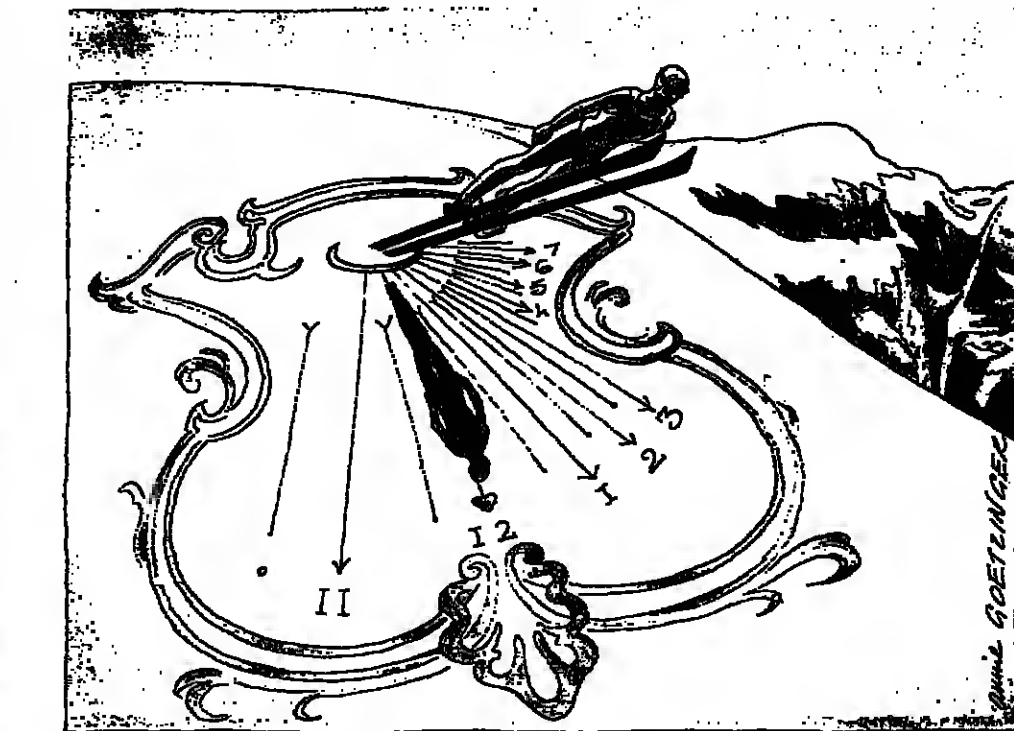
Une ville en état de siège

«BRIANÇON, piccola città, grande celebrità : la situation géographique et la dominante du flux touristique font que l'italien passe avant l'anglais dans la politique promotionnelle à destination des étrangers de la petite ville alpine. De quelle «celebrità», de quelle «big reputation», s'agit-il ? Pour l'office briançonnais du tourisme et - retenons cet ajout - du climatisme, il n'y a aucun doute : le «grand renom» dont il est question dans ses brochures, «la ville la plus haute d'Europe (1 326 m)» le doit à la beauté, indéniable, de son site, au charme, à ses vallées, notamment celle de la Clarée, à la pureté de son air, à la fréquence de son ensoleillement, à la richesse de son patrimoine historique, à la diversité des activités sportives ou de détente qu'elle offre. Tout cela est vrai. Mais, si comblée par la nature que soit son cadre et o'ent déplaît à Veuban, qui avait pourtant fortifié si orgueilleusement la vieille ville, Briançon souffre aujourd'hui et, semble-t-il, pour quelque temps encore, d'une autre forme de célébrité, plus récente et conjoncturelle. Alors qu'il faudrait l'oublier, ou va la rappeler, ce s'exécutant presque de la faire, encore qu'elle o'ait rien d'infamant.

De la fin de l'année 1991 au début de 1993, Briançon a eu les honneurs d'une médiatisation nationale dont la ville se sentait bien passée, bien qu'elle o'eo soit pas tout à fait innocente. Elle s'est distinguée à tous comme une commune dépassée e par son endettement et, dès lors, o' proie à une grave crise financière. Le maire qui le gérait aux forçeps depuis 1983, Robert de Caumont (PS), député des Hautes-Alpes de 1981 à 1986, s'était lancé dans une audaceuse, mais risquée, politique de croissance, destinée à transformer Briançon en «ville-station de montagne» à l'échelle européenne et à l'imposer comme capitale touristique des Alpes-du-Sud (le Monde daté 5-6 juillet 1992). Ce maire bâtisseur n'a pas laissé que des mauvais souvenirs mais, outre que ses méthodes de travail et son goût du conflit lui avaient fait beaucoup d'ennemis, il a, semble-t-il, péché par trop de certitude et manque de réalisme.

La ville s'est trouvée en cessation de paiements, face à une dette de 502 millions de francs (pour 12 000 habitants). Il en est résulté une crise municipale qui devait se dénouer lors d'une élection partielle, les 24 novembre et 1^{er} décembre 1991, par un changement de majorité et la désignation d'un nouveau maire, Alain Beyrou (UDF-PR), vice-président du conseil général. Avec ce jeune entrepreneur, issu d'une famille anciennement implantée dans le pays, Briançon retrouvait l'un des siens aux commandes. Aux commandes, mais pour quoi faire ? La nouvelle municipalité a laborieusement négocié un plan de redressement, suggéré par la chambre régionale des comptes, qui a été largement approuvé par référendum le 17 janvier.

Sept mois après, le maire n'en paraît pas moins essouffé pour gérer, essentiellement, des économies drastiques. La dette a été reprofiliée, mot charmant, sur dix-sept ans «en fonction de ce que nous pouvons rembourser chaque année, sans augmenter les impôts car la fiscalité locale est déjà trop élevée», souligne Alain Beyrou. En contrepartie, les dépenses de fonctionnement ne doivent pas croître de plus de 0,5 % par an (beaucoup moins que l'inflation) et les investissements sont limités à 20 millions de francs par exercice. L'Etat a bien accordé une subvention exceptionnelle d'équilibre de



50 millions sur cinq ans, mais cela n'empêche pas le maire de se demander où, après avoir réduit de 400 à 350 le nombre des employés municipaux, il va trouver de nouvelles économies, comment il va financer le besoin minimal d'investissement de la commune.

Il espère de l'actuel gouvernement une prorogation d'un mois du soutien de l'Etat et il o'od bombarde «à l'aide énorme», ce lui apporte la région pour certaines opérations. «Je vis un pari impossible au quotidien», dit Alain Beyrou. Le tiendra-t-on, ne

personnes, dant deux cents cadres (et leurs familles), à deux cents permanents, dont o'eo cinquante de cadres, et trois à quatre cents stagiaires. On a beau proclamer que le «Quinze-neuf», comme l'on dit ici, n' disparaîtra pas, que son drapeau restera, ce qui o'est pas rien compte tenu des liens noués entre la population et cette unité, c'est un coup dur pour la vie locale et les troupes alpines. Le régiment, outre le rôle de service public qu'il peut jouer en cas de besoin, fonctionne comme une entreprise qui fait travailler des sous-traitants civils et représente un potentiel de clientèle qui fournit 8 à 10 % du chiffre d'affaires du commerce briançonnais.

L'ensemble du Grand Serre-Chevalier, dans lequel la ville a accepté de se fondre, recouvre encore trop de rivalités et de dysfonctionnements, comme l'a montré l'affaire des championnats du monde de ski

Le lieutenant-colonel Caze-nave, chargé de mener à bien cette délicate mutation en mesure parfaitement les conséquences, les incertitudes, mais aussi les promesses. Puisque rien n'est encore arrêté dans les détails, il y place, explique-t-il, pour plusieurs hypothèses de travail et, à son sens, pour peu que les moyens de service et d'encadrement soient à la mesure «du phénomène terrain d'exercice qu'offre le site» et des perspectives qu'ouvre «un complexe de formation unique en son genre à vocation européenne, voire internationale», l'enjeu en vaut la peine. «Un enjeu terrible pour le premier patron qui l'accepte et une partie qu'il ne faut pas perdre pour le Quinze-neuf». Et, évidemment, pour Briançon. Aussi, tandis que les militaires s'emploient à convaincre l'état-major de leurs besoins, les représentants politiques se mobilisent pour sauvegarder le maximum de ce qui peut l'être et lui offrir des perspectives de développement. Les élus et les intéressés ont la même démarche s'agissant

du climatisme. Fort de conditions météorologiques favorables qui font, ici, moins la pluie que le beau temps, et de «son ambiance pure, sans allergènes ni pollution», le Briançonnais s'est taillé une réputation dans les thérapies liées à la haute altitude, laquelle, par exemple, est bénéfique aux asthmatiques et sans merci pour les affreux acariens. Loin de se développer, ce

le tourisme de montagne. En raison de ses difficultés actuelles et à l'encroûtement de ses précédentes ambitions, la ville o'accepté de se fonder, sans trop s'effacer, dans l'ensemble du Grand Serre-Chevalier qui possède une image de marque très connue et en progression, tant dans le classement technique des stations françaises que dans celui de leur notoriété. Dans la corbeille de mariage avec les communes composant le fameux domaine skiable, Briançon a apporté sa coûteuse télécabine du Pradel, liaison directe avec les sommets, sur une pente très - trop ? - ensoleillée, qui n'est pas rentable par elle-même.

Une société d'économie mixte gère l'ensemble des remontées mécaniques, mais ce mariage de raison plus que de cœur s'arrête là, à cause de rivalités de clochers et d'hommes. D'un côté, une grande station en plein essor, de l'autre, «une ville de grand renom» et de peu de moyens : chacune veille à ne pas se laisser manger par l'autre. L'intercommunalité recouvre o'eo trop de démarches distinctes, là où il faudrait se rassembler davantage. Dernier exemple de ses dysfonctionnements : le retrait de la candidature de Briançon aux championnats du monde de ski de 1999, car les partenaires du Grand Serre-Chevalier o'oot pas suivi une initiative qui leur e paru unilatérale, intempestive et trop onéreuse au regard des retombées attendues. Un expert du cru juge que ces querelles s'estompent au fur et à mesure que s'imposera ce précieux atout : la complémentarité des qualités proprement ludiques de la station et les avantages de structures citadines si proches.

En attendant, c'est l'enneigement qui compte et le cours de la lire par rapport au franc, puisque 60 % de la clientèle étrangère vient d'Italie. En effet, l'écès le plus facile au Briançonnais se situe du côté italien, via le col de Montgenèvre. L'histoire n'a pas toujours ignoré cette donnée géographique mais, comme il o'est pas prévu de rétablir l'ancienne république transfronta-

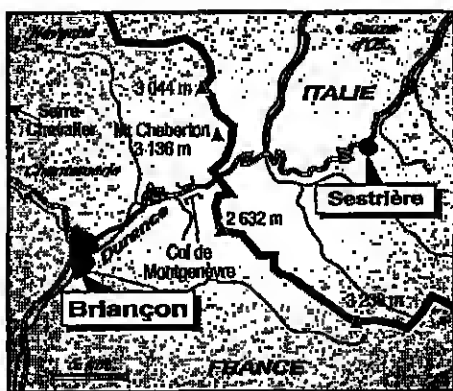
lière des Escartons, il reste à agir sur le terrain pour désenclaver Briançon et répondre à la pression du trafic transalpin.

Désenclaver ! Cette notion à la mode prend ici tout son sens. Alain Beyrou observe qu'on ne trouve pas de ville comparable à la sienne à moins de cent kilomètres. Pas question d'emprunter une autoroute ou une voie à grande circulation pour aller à Gap ou à Grenoble, alors qu'on rejoint l'autoroute de Turin à vingt minutes de la frontière proche. Pas question, non plus, de venir facilement en avion, ou en TGV. Un dossier de cette importance dépasse le cadre du Briançonnais mais cela n'empêche point les responsables politiques du cru d'y penser.

L'ancien maire, Robert de Caumont, y a beaucoup travaillé. Patrick Ollier, dont ses amis sont persuadés qu'il sera un jour ministre, attend de disposer, d'ici à la fin de l'année, de toutes les données techniques, financières et écologiques, pour se prononcer en faveur de l'un des projets de traversée alpine. Ou pour tenter de les conjuguer dans une réalisation par étapes : d'abord un tunnel à vocation touristique dans la vallée de la Clarée et une route en tranchée au col de Montgenèvre, pour effacer la déchirure de la station ; ensuite un tunnel de ferroutage sous ce col avec une gare de transbordement, plus bas dans la vallée, sur l'ancien site industriel de l'Argentière. «Si nous faisons tout cela, dit Denis Soliveres, secrétaire général de La Salle-Alpes, et assistant de son maire et député, Patrick Ollier, dans les délicates méditations entre le pouvoir central et Briançon sur tous les dossiers chauds, *alors Briançon sera sauvée !*» En attendant, la ville supporte tant bien que mal le traitement de choc qui lui e été prescrit.

de notre envoyé spécial
André Laurens

Prochain article :
ANNEMASSE



Le tiendra-t-on pas ? Mal, j'y crois, mais...

Mais il n'y pas que ce passif à résorber : d'autres problèmes sont passés à Briançon qui concernent directement la ville quand bien même celle-ci o'e pas toujours la maîtrise de leur solution. Glissons sur celui qui mobilise actuellement l'équipe municipale et qui procède d'un engagement pris dans le feu de la bataille électorale de 1991. Le maire remet en cause le contrat d'affermage du service des eaux à une filiale du groupe Bouygues, la SAUR, passé par son prédécesseur et contesté par un collectif d'usagers. Dossier hasardeux, à propos duquel certains Briançonnais estiment qu'il n'était peut-être pas opportun d'aller au-devant de difficultés non imposées puisque, précisément, il y en a d'autres qui s'imposent.

En particulier celles auxquelles sont confrontées deux anciennes vocations de la ville, pourvoyeuses de revenus, alors que, faute de traditions agricoles et industrielles, il n'y a guère de solution en dehors du tourisme : la garnison militaire, vouée aux troupes alpines, et les activités médicales nées de la reconversion des anciens sanatoriums.

Dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler «les mesures de restructuration des armées», il e été décidé au printemps de transformer le 159^e régiment d'infanterie alpine en centre de formation chargé d'aguerrir, au contact de la montagne, des unités spécialisées. D'un point de vue strictement comptable, cela signifie que les effectifs de la garnison vont passer d'un millier de

secteur d'activité qui représentait deux mille lits en 1970 n'en compte plus qu'un millier aujourd'hui. Il est à nouveau menacé par les économies recherchées dans le domaine de la santé. La sectorisation introduite par la loi hospitalière de 1991 renvoie le cas de Briançon au schéma d'organisation sanitaire régional, ce qui fait apparaître un excédent d'équipements par rapport aux besoins locaux. L'un des plus importants établissements du Briançonnais, le Centre médical des Neiges (220 lits), qui accueille quelques malades du sida malgré certaines préventions locales (le Monde du 19 octobre 1992), se trouve coudonné à court terme et survit actuellement dans des conditions ubuesques. Cette décision privera déjà la commune d'un de ses principaux redevables de la taxe professionnelle et, d'une manière générale, car les prises en charge des malades seront réduites dans d'autres établissements, c'est tout un pan de l'économie locale qui est atteint puisque le secteur sanitaire climatique occupe 1 200 personnes sur la ville et représente un chiffre d'affaires de 700 millions de francs.

Le docteur Hassan Razzouk, spécialiste de pneumo-phtisiologie, attaché à la clinique des Accacias, est, à Briançon et bien au-delà, le chantre du climatisme : il anime eux niveaux départemental, national et européen, des associations qui défendent cette discipline médicale. A ses yeux les stations climatiques réputées, telle celle de Briançon, ont une vocation nationale qui, au reste, avait été admise par décret lorsque M^{me} Barzach était ministre de la santé. Il ne comprend pas que la question soit tranchée à partir de critères démographiques régionaux, d'une manière purement mécanique, alors qu'il y a trois millions d'asthmatiques en France et sept millions d'allergiques, sans compter tous les autres maux dont le traitement s'améliore en fonction de l'environnement. A l'encontre du déclin programmé de la climatothérapie, M. Razzouk œuvre, avec la même flamme et l'appui actif de Patrick Ollier, député RPR, à la création, à Briançon, d'un Centre européen de bioclimatologie médicale de recherche et d'enseignement universitaire qui délivrerait des diplômes au niveau européen. La pression politique semble se révéler efficace. Le premier ministre s'est engagé à préserver la vocation nationale de Briançon en matière climatique et a prévu d'inscrire le projet de Centre européen au prochain contrat de plan. Dans l'immédiat, il s'agit d'obtenir les dérogations nécessaires à l'application de la loi de sectorisation.

La vocation première du Briançonnais reste, évidemment,

Au-dessus du Piémont

«Du côté de l'Italie, nous ne sommes pas enclavés», rappelle Jean-François Béné, directeur de l'office du tourisme de Montgenèvre, station qui se situe sur la frontière, à 10 kilomètres de Briançon. «Le Briançonnais, ajoute-t-il, e pour capitale naturelle Turin, à une heure d'ici.» Les Italiens ne l'ignorent pas, qui fuient le brouillard et la pollution industrielle des plaines du Po vers le soleil et le neige des Alpes du Sud, vers les stations de Bardonnèche et de Sestrières, mais aussi celles de Montgenèvre et de Serre-Chevalier.

On passe skis aux pieds des pistes de Montgenèvre à celles de Sestrières, par l'itinéraire dit de «La voie lactée» et avec un forfait commun. La frontière n'existe pas pour le glisse et les remontées mécaniques : une régie communale, d'un côté, une société privée, appartenant à Fiat, de l'autre, font bon ménage. Les problèmes se limitent à des contentieux portant sur des terrains, l'eau ou un parcours de golf.

Banlieue résidentielle

«On commence à voir des résidents italiens qui louent, ici, plusieurs mois par an et qui vont travailler en bas. Il se produit un phénomène de banlieue résidentielle en montagne», comme autour de Genève», note Jean-François Béné en rappelant que six millions d'habitants et que l'exs Paris-Rhône longe le versant italien des Alpes. Les tarifs des remontées (de 30 à 40 % moins chers) et la qualité de l'enneigement attirent les skieurs, mais il y e d'autres avantages du côté français. Ce sont, explique Mario Selvoldi, directeur d'une agence immobilière spécialisée dans la clientèle italienne, la coût de la construction en France, l'équipement de ses atterrings et des avantages par rapport aux impôts. Et puis,

ajoute-t-il, il y e la vieille attirance des Piémontais pour tout ce qui est français.

Les sentiments d'hostilité hérités de la guerre se sont estompés, sinon tout à fait effacés. On vit aujourd'hui au rythme de l'Europe, c'est-à-dire des fluctuations réciproques de la lire et du franc. C'est ainsi que la dévaluation de la monnaie italienne en 1992 a stoppé les investissements et réduit le pouvoir d'achat de la clientèle transalpine. Pour limiter les pertes, le commerce briançonnais a dérivé une carte de fidélité donnant droit à une réduction de 10 % aux touristes italiens, qui peuvent continuer de fréquenter le rue de la Gargouille dans la vieille ville de Vauban. Le maire voudrait renforcer l'animation de la cité et tient dans ses cartons les projets d'un hôtel et d'un casino, mais les temps d'eustéris ne se prêtent pas à leur réalisation.

Il y e une autre sorte de clientèle italienne dans cette région frontalière, celle qui vient utiliser, au-delà des considérations d'urgence, un système de santé supérieur par sa qualité et son coût. Le phénomène s'est analysé dans une thèse de médecine présentée à Marseille par Corinne Gaillard, à partir d'observations faites au centre hospitalier de Briançon. Malgré les difficultés que soulève la prise en charge des dépenses de soins dispensés aux étrangers, le flux des patients italiens représente une activité de 2,3 % pour les hospitalisations, de 4,5 % pour les urgences, de 8,7 % pour les consultations externes. On obtiendrait des chiffres encore plus significatifs en prenant en compte la médecine privée et les soins dentaires. Outre la réalité du phénomène, la thèse met en valeur les insuffisances de la législation européenne en matière de libre circulation et de libre choix des malades au sein de la CEE.

A. L.

هكمان الناصر

DOSSIER

LE CHOC DES IMPÔTS LOCAUX

Sous l'effet de la pause électorale et de la crise économique, les prélèvements ont fortement augmenté. La facture pourrait encore s'alourdir en 1994 et 1995

AQUITAINE

Biarritz vaut bien des enchères

Il aime Biarritz et le Pays basque. Maître Jacques Tsjan a donc décidé de régulièrement décentraliser ses activités de commissaire-priseur. Il a commencé avec la vente samedi 9 et dimanche 10 octobre de collections et de pièces de mobilier provenant de la ville Poch à Biarritz. Sur la côte basque, le commissaire-priseur parisien va exposer une partie du mobilier de son atelier de M^{me} Récamier, l'un des plus beaux exemples du style du XVIII^e.

Parmi les meubles présentés en avant-première, prélevés dans une vente en décembre dans le capital, le célèbre chaise longue, siège préféré de Juliette Récamier. C'est sur ce lit de repos que le peintre David a immortalisé cette femme illustre. Cette vente et cette exposition sont un coup d'essai que M^{te} Tsjan entend renouveler : « Je veux qu'ici, comme à Paris, on puisse désormais regarder, admirer, voire acheter, de beaux meubles et des objets d'art ».

LIMOUSIN

Favoriser le mécénat d'entreprise

La chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Limoges vient de rendre publique une étude sur le mécénat régional. Etude en conclusion de laquelle elle préconise la création d'un « Comité limousin du mécénat d'entreprise ». Francophones, danses contemporaines, arts plastiques, dessins de presse, musique baroque et jazz, en dépit d'un volontarisme qui force les rubriques des médias nationaux, le Limousin ne parvient pas à se débarrasser de son « déficit d'image », ce qui est vexant mais aussi nuisible. Les entreprises régionales ont souvent du mal à recruter des cadres qui craignent - et leurs épouses encore plus - de venir s'y installer.

Selon Jean-Marie Bréchet, le président de la CCI, « la culture est devenue un agent de développement économique direct », mais les entreprises continuent le plus souvent, estime l'étude, de manifester une « frilosité cartésienne ». Le CCI estime que le Comité limousin du mécénat d'entreprise serait la structure la mieux adaptée à la collaboration de partenaires qui n'ont pas l'habitude d'agir ensemble.

RHÔNE-ALPES

Les brigades du verre de Saint-Fons

Six jeunes habitants de Saint-Fons (Rhône), en contrat emploi-solidarité, sillonnent, deux heures par jour, les quartiers de cette commune de l'agglomération lyonnaise à tripartite pour recueillir, à domicile, les emballages de verre usagés. Cette formule, mise en place par la structure « Innovation et développement » de la maison de l'emploi, doit leur permettre de retrouver une forme d'activité partielle en complément d'une formation de deux cents heures. L'expérience de ces « brigades de verre », pour l'instant limitée à six mois, préfigure la création de nouveaux emplois de proximité dans la collecte sélective et le traitement de déchets comme l'aluminium ou les emballages en plastique en liaison avec les industries chimiques fortement représentées à Saint-Fons. Jusqu'à présent la commune, qui recueille 72 tonnes de verre dans des containers, espère atteindre rapidement le cap des 100 tonnes.

LES contribuables qui viennent de recevoir leurs taxes d'habitation et leurs taxes foncières l'ont constaté : la facture des impôts locaux est, cette année, nettement plus douloureuse qu'en 1992. Le produit de la fiscalité directe locale augmente de 7,7 % en francs constants, ce qui représente la plus forte hausse jamais enregistrée, indique la Direction générale des collectivités locales (DGCL). Elle équivaut à trois fois et demi l'inflation.

Cette augmentation est due, en partie, au fait que 1993 a été, sur le plan local, une année de pause électorale. En effet, la lecture des statistiques de la DGCL met en évidence un secret de Polichinelle : l'évaluation des impôts locaux est fortement liée à la conjoncture politique. Les élus le confirment, sous couvert d'anonymat. « Nous augmentons les impôts en cours de mandat mais évidemment nous levons le pied l'année des élections », s'exclame le maire d'une grande ville.

Les prélèvements des départements et des régions ressemblent à des montagnes russes

Pour bien gérer l'appel à la fiscalité, l'élu joue sur l'emprunt, sorte d'impôt à retardement. Ce qui exige une programmation à long terme. « L'élu prévoit ses investissements sur la durée d'un mandat, et non budget par budget », indique le responsable d'une commune moyenne. « Le maire d'une petite commune qui décide, en 1992, de construire une salle polyvalente devra attendre à peu près trois ans pour que celle-ci sorte de terre. Il commence à lever la fiscalité en 1992, et se sert de cet argent pour se désendetter. Ainsi, il restaure sa capacité d'autofinancement. Au moment de payer la construction, il pourra à nouveau emprunter. La salle polyvalente sera livrée juste avant les élections, sans qu'il ait à augmenter la fiscalité », explique un directeur financier. « On n'hésite pas à emprunter une année d'élections, parce qu'on se dit que si l'on est battu, c'est le successeur qui paiera la dette », avoue le maire d'une commune rurale.

Ainsi, au lendemain des municipales de 1989, l'appel à la pression fiscale a fait un bond. La hausse est restée soutenue en 1992, mais elle a faibli en 1993, car les maires commencent à ménager leurs électeurs, en prévision du renouvellement de 1995. Parfois, leur stratégie échoue, parce que les contribuables ne se soucient pas de lire le détail de leurs cotisations. « Lorsqu'ils reçoivent leur feuille d'impôts, ils vont directement au total, et ils voient l'augmentation. Alors, ils viennent à la mairie pour se plaindre. Pourtant, la commune n'y est pour rien », se désole un maire. Les responsables sont la région ou le département, qui n'ont pas les mêmes échéances électorales.

Les prélèvements des régions ressemblent à des montagnes russes. Leur baisse, supérieure à 20 % en 1989, est retombée à 7 % en 1992, année des régionales, pour s'enlever à nouveau de treize points cette année. Selon le Crédit local de France, premier banquier des collectivités locales, les régions ont eu massivement recours à l'emprunt en 1992. Dans les départements, où le renouvellement des conseils généraux s'effectue par moitié, tous les trois ans, « la gestion de la fiscalité dépend du rapport de forces local », indique un conseiller général. Quand le président du

conseil général dispose d'une majorité forte, il peut se permettre de jouer sur un cycle de six ans. Quand la majorité n'est obtenue qu'à une voix près, il doit jouer sur un demi-mandat seulement. Mais la programmation des investissements peut servir la politique. Pendant les trois premières années, le conseil général va mettre les équipements sur tel canton, qui risque de basculer, pour ne pas perdre sa majorité. C'est de bonne guerre ! Cette gestion souvent « plus lisse » explique qu'au niveau national, les variations de pression fiscale paraissent modérées.

En 1993, la forte augmentation des impôts locaux est, dans les régions et les départements, liée au moindre rendement de la fiscalité indirecte. Sous l'effet de la conjoncture économique, le produit des taxes sur les cartes grises a diminué, parce

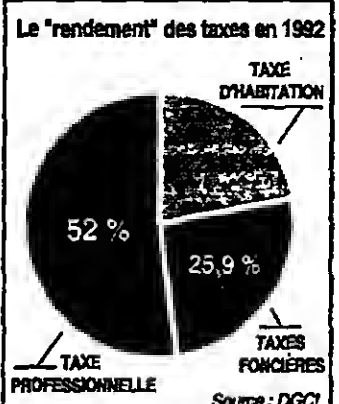
que les consommateurs n'ont acheté moins de voitures. Les vignettes automobiles ont rapporté moins, car leur coût diminue avec la vétusté du véhicule. Les droits de mutation sur les transactions immobilières n'ont cessé de baisser depuis deux ans, en raison du marasme de ce marché. Cet effet est particulièrement sensible dans les départements urbains, où ces droits représentent jusqu'à 30 % des recettes de fonctionnement : Alpes-Maritimes, Essonne, Hauts-de-Seine.

A l'heure où les contribuables s'apprêtent à payer la facture de l'année 1993, les élus ont déjà le nez sur les budgets 1994, qui s'annoncent de mauvais augure, puisque le projet de loi de finances prévoit une faible augmentation de la dotation globale de fonctionnement (DGF), ainsi que des prélèvements sur certains concours de

l'Etat (le Monde daté 26-27 septembre). Les maires des grandes villes sont très inquiets, car ils auront, en plus, à subir un « gel » de la DGF, destiné à financer les aides au monde rural.

« L'Etat diminue l'impôt sur le revenu, mais il opère un transfert de fiscalité sur le secteur local, dans le sens de l'impopularité », proteste Jean-Marc Ayrault (PS), maire de Nantes et président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR).

Mais c'est en 1995 que la situation risque d'être la plus critique, car l'effet de la récession jouera à plein sur les collectivités locales, par le biais de leur principale ressource, la taxe professionnelle. Cet impôt, perçu par les communes, les départements et les régions, prend en compte la situation de l'année antérieure.

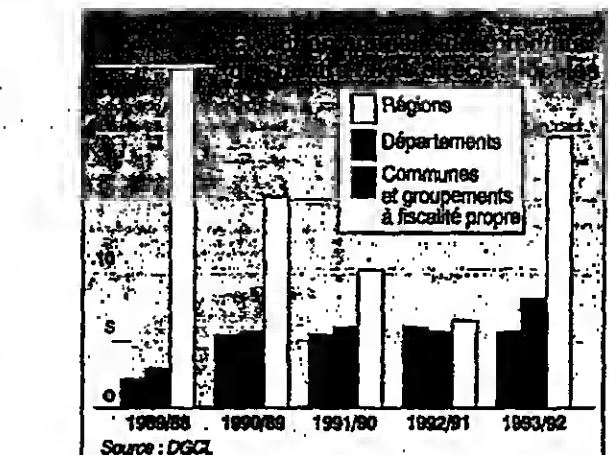


En restreignant les investissements, les élus risquent de mettre en danger l'économie locale et de mécontenter l'électorat

En 1995, les résultats catastrophiques de 1993 se feront sentir. Licenciements et départs de bilan diminueront les bases d'imposition, qui sont calculées sur la valeur locative et la masse salariale des entreprises. Pour obtenir un produit fiscal constant, les élus locaux devront augmenter les taxes. « Nous n'aurons pas d'autre marge de manœuvre, car nous avons déjà privatisé tout ce que nous pouvions, mis en œuvre du contrôle de gestion et géré les embauches », assure le maire d'une grande ville.

La perspective d'une révision des valeurs locatives, destinée à actualiser les évaluations cadastrales qui permettent le calcul des taxes d'habitation et des taxes foncières, suscite l'effroi, car elle entraînerait des transferts de charges insupportables pour certains contribuables (le Monde daté 9-10 mai). La plupart des maires souhaitent que cette réforme, nécessaire, ne s'applique pas avant 1996. Certains évoquent le spectre de la poll tax qui a mis le feu aux poudres en Grande-Bretagne, et contribué à l'impopularité de M^{re} Thatcher.

Plutôt que d'augmenter encore les impôts, certains élus menacent aujourd'hui de ralentir les investissements. Le feront-ils ? Ceux qui sont proches de la majorité gouvernementale veulent soutenir l'action de M. Balladur, qui les a



Un étalement dans le temps

Les contribuables devront s'acquitter de leurs taxes locales entre le 15 octobre et le 15 décembre. Le choix de ces dates est destiné à éviter un cumul des factures. Le ministère du budget juge en effet préférable d'attendre que le troisième tiers de l'impôt sur le revenu soit versé (15 septembre) pour solliciter à nouveau les contribuables. La taxe foncière, due par les propriétaires, est payable un mois avant la taxe d'habitation, due par tous les occupants d'immeubles. Cette règle vaut à l'intérieur d'un département. Mais il peut arriver que, d'un département à l'autre, les dates se chevauchent.

« Frais de gestion »

Ces taxes sont réclamées au titre de 1993, car les taxes locales sont acquittées « en année réelle », à la différence de l'impôt sur le revenu, versé avec un décalage d'un an. La direction de la comptabilité publique avance, par ailleurs, le produit de la fiscalité locale aux collectivités locales, en contrepartie de quoi ces dernières doivent placer leurs liquidités au Trésor, sur un compte non rémunéré. Une obligation à laquelle elles satisfont de moins en moins, préférant utiliser leur trésorerie pour se désendetter. L'Etat se rémunère aussi en prélevant des « frais de gestion », qui peuvent représenter jusqu'à 7,5 % du montant des cotisations. Ces frais ont été majorés en 1991 pour financer

les travaux de révision des valeurs locatives. Cette tâche s'est échouée l'an dernier. Pourtant, il est question de reconduire le prélèvement (environ un milliard de francs) en 1994, pour « financer des frais de simulation et, dans le contexte des finances publiques, indique le ministère du budget, faire face à l'augmentation du coût pour l'Etat des dégrèvements d'impôts locaux ».

De leur côté, les élus envient ce milliard, qui, disent-ils, comblerait certaines ponctions que l'Etat doit opérer en 1994 sur leurs dotations. Depuis l'an dernier, le Trésor prélève par ailleurs une taxe - « sur base d'imposition élevée » - qui s'élève à 2 % de certaines cotisations.

A la demande des maires, qui ne veulent pas être tenus pour responsables des augmentations de leurs collègues, le ministère du budget a, l'an dernier, introduit des couleurs sur les avis d'imposition, pour que le contribuable puisse distinguer les différentes cotisations. En 1993, le système d'impression s'est perfectionné, si bien que les couleurs sont plus tranchées : vert pour les communes, bleu pour les groupements, rouge pour les régions. Un choix auquel il ne faut attribuer aucune symbolique, jure un fonctionnaire de Bercy. Du coup, l'avis d'imposition est presque agréable à regarder.

R. Rs

appelés à poursuivre leurs efforts d'équipement. Certains banquiers les encouragent à ne pas baisser les bras.

De plus, restreindre les investissements met en danger l'économie locale et représente, à moyen terme, une dépense supplémentaire en termes de charges sociales. Certains maires rappellent que la réhabilitation des quartiers en difficulté est nécessaire à la tranquillité dans les villes. Parfois aussi, les élus obéissent à la pression des électeurs, qui réclament toujours plus d'équipements sans en imaginer le coût.

Il ne faut pas oublier, non plus, que les professionnels du bâtiment financent largement la politique, comme l'ont montré nombre d'« affaires ». Enfin, conper des rubans devant la presse locale sert largement la communication des élus locaux. Il n'est donc pas déraisonnable de craindre qu'un nouvel effort ne soit demandé au contribuable pendant les deux années qui viennent.

Rafaële Rivas

Les communes premières bénéficiaires

Quel qu'en disent les maires, ce sont les communes qui coûtent le plus cher au contribuable (voir graphique). En 1993, l'ensemble des collectivités locales doit percevoir 231,5 milliards de francs. Sur ce montant, les communes vont prélever 58,1 %, et les groupements intercommunaux, 8,4 %. Les départements arriveront en deuxième position, avec 27,9 % du total, et les régions loin derrière, avec 7,6 % seulement. Autrement dit, lorsque le contribuable paie une taxe d'habitation de 3 700 francs, il verse 2 257 francs à la commune, 976 francs au département, et 266 francs à la région, sans oublier les 200 francs que l'Etat prélève pour ses frais de gestion.

Pourtant, les régions sont souvent montrées du doigt, en raison de leur fiscalité spectaculaire : + 19,9 % cette année, contre 6,1 % de hausse pour les communes et 8,2 % pour les départements. Mais il ne faut pas oublier que leurs prélèvements, impressionnants en termes de pourcentages, s'opèrent sur de faibles montants. Partie de rien, la pression fiscale s'est envolée en 1987, du fait du transfert de la charge des lycées. Mais, en matière de fiscalité comme de budget, ces jeunes collectivités racontent des « poids-plumes », pour reprendre l'expression de Robert Hertzog, professeur de droit public (le Monde daté 3-4 janvier).

R. Rs

Le Monde EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

LES MÉTIERS DU SECTEUR PUBLIC

Le Conseil Général SEINE & MARNE

SON CHARGE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA DOCUMENTATION

LA DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE DE SEINE-ET-MARNE
700 agents - Budget : 1 MILLIARD DE FRANCS

Rattaché au Directeur de l'Action Sociale, vous serez chargé :

- du suivi et de l'instruction des dossiers de contentieux,
- de la communication des informations légales et réglementaires,
- des études juridiques se rapportant à l'action sociale,
- de l'assistance et de la formation juridique des travailleurs sociaux.

Diplômé BAC + 4/5 (droit public/privé), vous avez une première expérience des questions juridiques en collectivité locale. Autonome et rigoureux, vous possédez une formation théorique et de réelles capacités de rédaction.

Adresser lettre et CV, impérativement avant le 22 octobre 1993, à :
M. le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne, Direction des Ressources Humaines, Bureau du Recrutement et de Formation, Hôtel du Département, 77010 Melun cedex

SAVIGNY LE TEMPLE

DIRECTEUR DES SERVICES FINANCIERS (H/F)

Membre du Comité de Direction, vous prendrez en charge, avec une perspective, le contrôle de gestion et la détermination des coûts analytiques :

- l'élaboration et le suivi de la bonne exécution du budget,
- la gestion de l'emprunt et le suivi de la trésorerie,
- le contrôle de la fonction comptable (manutention, facturation, dépenses familiales, etc...),
- les relations avec les services extérieurs et les fournisseurs,
- la gestion des contrats d'assurance,
- le conseil juridique et financier.

Attaché Territorial, vous avez une formation et une expérience rigoureuse de la gestion financière publique ou privée, bonne expérience de l'encadrement, de l'organisation et de la négociation. Des connaissances informatiques seront vivement appréciées.

Avantages : régime indemnitaire - prime de fin d'année - Possibilité de logement pour utilité de service.

POSTE À POURVOIR AU 1^{er} JANVIER 1994.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite + CV et photo à :
Monsieur le Maire - Direction des Ressources Humaines - Hôtel de Ville
1 place de la Commune - 77547 Savigny-le-Temple Cedex

LA MISSION LOCALE D'EPINAY SUR SEINE

- Seine-Saint-Denis • 49.000 habitants
- 10 mn de Paris Nord RER C
- recherche son

DIRECTEUR (H/F)

En relation avec son Président, ses institutions et la Ville, vous contribuerez à définir les orientations stratégiques de la Mission Locale. Vous prendrez en charge le management, l'organisation, l'animation et la communication de la structure, ainsi que la gestion financière, l'administration générale et l'assistance-conseil de l'équipe.

A 35 ans minimum, de formation supérieure (Bac + 5), vous avez une expérience confirmée de l'insertion professionnelle et sociale des publics concernés ou dans un proche domaine.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite motivée avec CV à :
M. le Président de la Mission Locale, Hôtel de Ville, 3 rue Quétigny, 93806 Epinay-sur-Seine cedex

TRÉSOR PUBLIC

Jeunes diplômés de l'Université... 147 places vous sont offertes

INSPECTEUR DU TRÉSOR

DES MÉTIERS VARIÉS, UNE CARRIÈRE OUVERTE
UNE FORMATION D'UN AN RÉMUNÉRÉE
À L'ÉCOLE NATIONALE DES SERVICES DU TRÉSOR.
CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 5 NOVEMBRE 1993

Trésorerie Générale de votre département - 36 16 TRESOR

MINISTÈRE DU BUDGET

La Ville de VESOUL et le District Urbain de VESOUL
(18 484 habitants) Préfecture de la Haute Saône recrutent leur (32 664 habitants) District Urbain de VESOUL

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Au fait des procédures administratives, vous assurerez la Direction Générale des Services de la Ville et du District, dont vous gèrerez les grands projets de développement.

Fort d'une bonne expérience de la Fonction Publique Territoriale, vous alliez le sens de l'organisation à une capacité certaine à animer l'équipe de la Direction Générale.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite avec CV et photo pour le 30 octobre 1993 à Monsieur le Maire, BP 392, 70014 Vesoul cedex.

recherche de toute urgence

ANALYSTE BUDGETAIRE ET FINANCIER (H/F)

Attaché ou Rédacteur principal (poste statutaire Fonction Publique)

En tant qu'analyste budgétaire et financier, vous serez en charge de la liquidation des titres de recettes et de mandats ainsi que la gestion des engagements et des amortissements budgétaires. Vous participerez à l'élaboration de l'ensemble des dépenses budgétaires et collaborerez à la mise en place de la future M14.

Exigences et dynamisme, vous possédez - outre des qualités d'analyse et de synthèse - une première expérience dans une fonction similaire - une bonne connaissance de la M12, une bonne capacité d'analyse financière et juridique, une expérience de l'élaboration et de l'exécution du budget communal, la maîtrise de l'outil informatique.

Adresser d'urgence votre candidature + CV + photo à :
M. le Directeur-Adjoint, C.A.M., 47 rue de Général Ledet, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

Ornicar

Votre mission essentielle sera de concevoir et mettre en place la politique de communication institutionnelle et commerciale de la société, visant à annoncer aux collectivités locales et aux industriels de la propriété, l'arrivée d'un nouvel opérateur sur ce marché.

De formation supérieure - idéalement double, école de commerce/Sciences Po + communication -, à 35/40 ans, vous avez une dizaine d'années d'expérience - acquise de préférence au sein d'un grand groupe de services - dans la communication externe auprès des COLLECTIVITÉS LOCALES. Vous y avez un important réseau relationnel.

Une approche des industries liées à l'environnement est un atout supplémentaire.

Si nos ambitieux projets de développement vous intéressent, nous vous suggérons d'écrire rapidement à notre Conseil ORNICAR, en indiquant la réf. B/962 sur l'enveloppe - 10, rue Portalis 75008 PARIS.

ornicar
GROUPE HBC CONSEIL

RECRUTE

POUR LA DIRECTION DE SA SECTION ADULTES

(CAFB et Titre Universitaire souhaités)

Expérience exigée, dynamisme, sens des contacts et de l'encadrement (4 agents).

Poste à pourvoir rapidement.

Candidatures et CV à adresser à Monsieur le Maire
BP 1 - 94381 BONNEUIL CEDEX

RENSEIGNEMENTS :
Madame AUGER - Tél. 45 13 88 77

14 000 Habitants **BONNEUIL SUR-MARNE**

Le Maire de VILLEFONTAINE (Isère), Ville Nouvelle, 18 000 habitants, recrute

UN(E) CHARGÉ(E) DE RELATIONS PUBLIQUES

Profil de poste : • Relations publiques, organisation de l'événementiel (inaugurations, manifestations, débats), protocole. • Réception des administrés. • Suivi de la vie associative. • Participation à la politique de communication de la ville.

Formation : Diplôme de l'Université ou d'un I.E.P. - Statut : Contractuel, catégorie A.

POSTE À POURVOIR AU 1^{er} NOVEMBRE 1993

Trouver votre lettre de candidature manuscrite et CV à :
M. le Maire de Villefontaine, Hôtel de Ville, place Mendès-France, 38090 VILLEFONTAINE

Le Conseil Général de Vaucluse recrute pour la Direction de l'Éducation et de la Culture

UN CHEF DE SERVICE DES TRANSPORTS

par voie de détachement ou de mutation (Cat. A : Attaché)

Missions :

- Gestion des transports scolaires : lignes régulières, services spéciaux, handicapés, cas sociaux.
- Information de la gestion des lignes (administrative et financière) : définition du cahier des charges. Définition du schéma départemental : élaboration du cahier des charges, bilan, objectifs.

Niveau de connaissances professionnelles :

- Connaissance des logiciels de gestion (Pegase, Educatog ou autres).
- Fonctionnement des transports scolaires : organisateurs secondaires, lignes régulières.
- Connaissances juridiques : élaboration de conventions.
- Connaissance du fonctionnement des collectivités locales.

Expérience exigée :

- Gestion récente d'un service des transports départemental.

Candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé à faire parvenir jusqu'au 20 OCTOBRE 1993 dernier délai (cachet de la poste faisant foi) à :
M. le Président du Conseil Général de Vaucluse
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, 84909 AVIGNON CEDEX 9

Pour passer vos annonces :

46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

مكتبة النخيل

ILE-DE-FRANCE

VAL-D'OISE

DES SUBVENTIONS POUR LE THÉÂTRE

Le conseil général a accru son aide aux salles. Les compagnies demandent plus

Un peu plus de 18 millions de francs. C'est l'effort consacré cette année par le conseil général à l'action théâtrale dans le Val-d'Oise. Quatre projets, dont trois nouvelles salles et une extension, seront financés dès cet automne : une salle multimédias à Domont, à côté du lycée polyvalent ; un théâtre de 400 places à Fromontville dans le centre Saint-Exupéry ; deux salles de 180 et 60 gradins à Ermont, à l'emplacement de l'ancien marché du Gros-Noyer, et un centre d'animation culturelle rénové à Bezons, avec une salle pouvant accueillir 500 spectateurs.

Jusqu'à là, le département s'était montré plus généreux pour l'initiative musicale avec, en 1993, un soutien financier de 3,5 millions de francs. Cependant, les crédits attribués au théâtre (compagnies, centres culturels, festival) ont triplé en six ans, passant d'environ 1 million de francs en 1987 à 4 millions cette année. Mais surtout, pour la première fois, près de 14 millions de francs seront distribués aux communes soucieuses de créer de véritables salles de spectacle, alors que jusqu'ici il s'agissait surtout de réaménager des locaux existants.

Les élus ont aussi fait un effort pour les compagnies professionnelles et pour le Festival de théâtre du Val-d'Oise. Les premières, au nombre de vingt, percevront 1,5 million de francs. Ce qui représente, en un an, une augmentation de 14 %. Le Théâtre 95, de Cergy, et la compagnie Hubert Jappelle en seront les premiers bénéficiaires, suivis par le Théâtre des Embruns.

Cette compagnie qui, selon un de ses membres, a « le vent en poupe », est hébergée à Fromontville, sans posséder de véritable lieu fixe. L'approbation par le conseil général d'un projet de théâtre dans cette localité est bien sûr de bon augure. Il est

vrai que le Théâtre des Embruns, dirigé par Daniel Amar, peut se targuer de quelques succès : *Macbeth*, en 1990, la *Fiancée de l'étrange Grégoire*, l'année suivante, et une œuvre de Daniel Amar, à partir de la correspondance de Kafka. Sans compter des créations propres à la compagnie, comme la *Rivière gelée*, et *Sauve qui peut* Magritte, écrite par Daniel Amar et Michel Cerani.

Onzième édition du festival

« Le conseil général prend conscience de l'importance du théâtre dans le département et du fait que les jeunes s'y intéressent de plus en plus », précise-t-on dans les couloirs de l'Hôtel du département. Daniel Amar d'ailleurs travaille activement avec les élèves des établissements scolaires. Il est également responsable d'un théâtre-école qui reçoit actuellement à Fromontville une centaine de personnes de tous horizons, réparties en quatre ateliers : débutants, jeunes, perfectionnement, création. Gabriel Yaker, un des animateurs, insiste sur la nécessité de faire comprendre au public qu'il y a diverses formes de théâtre, « et pas seulement celui présenté à la télévision ». Il s'agit moins dans ces ateliers de fabriquer un acteur que de former un public. « Le spectateur ne doit pas être passif, il doit être intelligent ».

Le Théâtre des Embruns sera particulièrement à l'honneur cette année, avec une nouvelle pièce de Daniel Amar, *Hélène et Abélard*, qui ont ouvert le Festival de théâtre du Val-d'Oise les 14 et 15 octobre, à Argenteuil. La onzième édition de cette manifestation se poursuivra jusqu'au 21 novembre et comprendra trente-cinq spectacles et plus de cent représentations. Son directeur artistique, Alain Léonard, en est également

lement le fondateur. « Le Val-d'Oise est encore un département jeune, explique-t-il. Il compte peu de lieux culturels et ses habitants ont peu d'habitudes théâtrales locales. Lorsque nous avons lancé le festival, en 1983, huit villes nous accueillirent. Aujourd'hui, elles sont une trentaine. Notre ambition est de promouvoir le théâtre contemporain, même si bien sûr nous donnons aussi des spectacles classiques. Il ne s'agit pas forcément d'œuvres confirmées, car nous souhaitons donner leur chance à de jeunes compagnies professionnelles et à de vraies créations dramatiques ».

Dans le Val-d'Oise, il n'est pas fait obligation à une compagnie d'habiter le département pour pouvoir participer au festival et, si le Théâtre des Embruns fait partie cette année de la programmation, « ce n'est pas parce qu'elle est valdoisienne mais parce que son travail est de qualité ». Pour Alain Léonard, la subvention de 630 000 francs qui lui a été accordée en 1993 est la marque de l'effort financier du conseil général, « mais il faudrait la doubler pour garder un personnel à l'année et pour promouvoir davantage de créations. Le Val-d'Oise est un département où la tradition rurale est encore forte et où le théâtre apparaît comme un luxe, à une époque confrontée à la crise économique. En 1992, nous avons accueilli douze mille spectateurs ».

Catherine Huette, responsable de la communication du Théâtre des Embruns, souhaite l'éclosion d'un pôle théâtral dans la vallée de Montmorency : « Il y a d'un côté le pôle d'Argenteuil, de l'autre celui de Cergy-Pontoise, et partout ailleurs ce ne sont que des salles polyvalentes, pas de véritables théâtres ». De même, s'il existe à la direction des affaires culturelles du conseil général un directeur de la musique, il n'y en a pas pour le théâtre. La direction des affaires culturelles justifie son insistance sur la progression des subventions depuis quatre ans (celle accordée en festival a atteint son maximum), mais elle admet aussi certaines carences : manque de salles adaptées mais aussi de moyens pour accueillir des compagnies étrangères au Val-d'Oise.

Jacqueline Meillon

HISTOIRES D'EAU A VILLARCEAUX

Un vallon boisé va être remodelé pour accueillir des expositions de jardins

C'EST le domaine de Villarceaux, dans le Val-d'Oise, qui a accueilli cette année, le 5 septembre, le concert d'ouverture du Festival de l'Ile-de-France (1). Les mille invités qui avaient osé se risquer sur des routes de campagne, à 80 kilomètres de la capitale, ont découvert ou retrouvé cette magnifique propriété louée pour quatre-vingt-dix ans par le conseil régional à une fondation qui se pouvait plus l'entretenir. Soixante-trois hectares de futaies coupées d'étangs et de pelouses forment l'écrit où se nicheot deux châteaux : l'un du dix-huitième siècle posé sur le bord du plateau, l'autre, du seizième siècle, dans le creux humide d'un vallon. Ce dernier est flanqué d'un édifice manoir qui a servi aux rendez-vous galants de Ninon de Lenclos.

Une trentaine de millions de francs

L'ensemble avait subi l'outrage du temps. Le conseil régional a donc entrepris, depuis quatre ans, un considérable travail de restauration dont les résultats spectaculaires. Les bâtiments Rococo qui servaient de cadre au concert montrent leurs toits refaits « à l'ancienne » et des murs « beurrés » de frais. Un décor digne du pianiste Georges Pledermacher qui, ce soir-là, interprétait Schubert et Chopin.

Mais derrière ce décor se cache un important chantier encore en cours. Le manoir de Ninon, par exemple, menacé de s'effondrer dans le canal qui lui sert de miroir. Dans les communs, des voûtes effondrées ont été entièrement reconstruites. Mille huit cents mètres carrés sont désormais bords d'eau et prêts à abriter le Centre national de l'art des jardins prévu en ces lieux. Des étangs voisins, on a

retiré 80 000 mètres cubes de vase, et les sources qui l'alimentaient ont été réajustées. Dès l'automne les paysagistes vont s'attaquer aux arbres d'alignement : deux cent trente-sept tilleuls hors d'âge à remplacer et deux cents charmes à planter.

Le château dix-huitième, qui abrite des classes de musique de haut niveau, a lui aussi, bénéficié d'importants aménagements. Tout cela a déjà coûté plus de 26 millions de francs, et les élus du conseil régional se font tirer l'oreille pour voter les crédits.

Pourtant dans le parc l'essentiel reste à faire. Le long d'un vallon encore encombré de taillis devrait s'étendre une sorte de musée vivait de l'art des jardins. Les paysagistes qui ont remporté le concours, Alain Provoost et Alain Coosseran, ambitionnent de présenter au public un échantillonnage de ce que les jardiniers des siècles passés et de tous les pays ont pu dessiner de mieux.

Poor cela il faut remodeler le profil du vallon et y installer un réseau d'irrigation. Puis semer et planter les essences qui conviennent. Le devis se monterait à une trentaine de millions de francs. Compte tenu des priorités régionales, il faudra étaler ce programme dans le temps. Mais l'agence des espaces verts, qui a la responsabilité de ce chantier, compte ouvrir au moins les trois premiers jardins en 1996. Ils seront chinois, japonais et anglo-chinois. Ensuite viendront, si les crédits le permettent, un jardin d'islam et des jardins plus occidentaux.

M. A.-R.

(1) Initiative originale par sa formule et par sa date, le Festival de l'Ile-de-France propose, du 5 septembre au 24 octobre, vingt-neuf concerts qui ont lieu dans des sites franciliens d'un grand intérêt historique. Tél. : 42-96-05-01.

LOGEMENT

Vent nouveau dans les HLM

Les locataires des HLM de la capitale trouveront-ils les loges de leurs gardiens ouverts après 18 h 30 et pourront-ils accéder à leurs caves durant le week-end ? Ces mesures d'amélioration de la vie quotidienne sont mises à l'étude par le nouveau patron de l'Office public d'aménagement (OPAC) de Paris. Yves Laffoucrière veut en tout cas établir des relations plus aimables entre les grands entrepreneurs (800 gardiens, 250 ouvriers d'entretien et 750 employés gèrent 90 000 appartements sociaux) et ses interlocuteurs. Une véritable révolution après dix ans de secret et de méfiance réciproques. L'office répond aux réclamations et une équipe spéciale va vérifier in situ que les réparations ont bien été faites. Projet pour demain : vendre certains des terrains inconstructibles achetés jadis par l'OPAC et, grâce aux capitaux récupérés, relancer sur d'autres espaces libres la construction de logements sociaux. Car les listes de demandeurs remises à jour chaque année comptent toujours 50 000 dossiers !

ADMINISTRATION

Délibérations électroniques

Le Conseil de Paris est amené à voter chaque année plusieurs milliers de délibérations. La plupart, techniques et de détail, sont adoptées à l'unanimité, sans débat et en paquet. Seules les délibérations à caractère politique, financier ou d'aménagement sont parfois eszées après. Mais toutes ont suivi avant le vote un long cheminement depuis les services qui les élaborent jusqu'aux commissions d'élus qui les examinent en passant par les conseils d'arrondissement qu'elles concernent et qui doivent donner leur avis. Tout au long de ce labyrinthe administratif les transmissions sont longues. Aussi la Ville est-elle en train d'automatiser ces liaisons en faisant appel à l'informatique. Le système baptisé Alpaca (automatisation des liaisons permanentes entre le conseil et l'administration) sera mis en service au second semestre 1994. Il s'agit d'équiper une centaine de bureaux disséminés dans tout Paris et de les organiser en réseau. Il en coûtera 20 millions de francs mais la rapidité des procédures devrait y gagner notablement.

EXPOSITION

Cellier cistercien

Même s'ils ne sont pas intéressés par les artisans traditionnels du faubourg Saint-Antoine, intrigués par le dernier confectionneur de casquettes d'uniforme navés par la démolition annoncée de l'église Notre-Dame-d'Espérance paroisse des fabricants de meubles, les amateurs de lieux extraordinaires doivent aller visiter la modeste exposition qui évoque tout cela au 44 rue François-Miron, Paris 4. Propriété de la Ville, cet ancien pied-à-terre des puissants moines cisterciens de l'abbaye d'Ourcamp (Oise) a été restauré depuis trente ans par l'Association pour la sauvegarde et la mise en valeur du Paris historique qui y a installé son siège. A lui seul, l'immeuble cellier souterrain du XIII^e siècle, aux ogives soutenues par six colonnes, vaut le déplacement. Mais le reste de l'édifice classé monument historique, l'épopée de son sauvetage, les activités de l'association (groupes de sauvegarde, visites guidées, documentation, édition, expositions) ne sont pas moins passionnantes. La maison d'Ourcamp est ouverte tous les jours de 14 heures à 18 heures. L'entrée est libre, la visite gratuite.

Pascale Sauvage

COURRIER

Les déplacements en région parisienne

L'article intitulé « Auto, métro, boulot, dodo », publié dans « Heures locales » (Le Monde daté 5-6 septembre), cite des statistiques de migrations alternantes tirées de l'exploitation dite « exhaustive légère » du recensement de 1990. Or, une exploitation ultérieure, dite « sondeuse ou quart lourd », disponible à partir de l'automne 1992, a montré que les premiers chiffres avaient été sous-estimés. Les différences vont toutes dans le même sens, celui d'une importance accrue des migrations alternantes co Ile-de-France. Cela ne fait que conforter votre description du phénomène. Celui-ci résulte d'une série de facteurs qui méritent d'être analysés.

Contrairement à ce qui se passait il y a un quart de siècle, dans la majorité des couples franciliens les deux conjoints sont actifs. D'où une coexistence insuffisamment perçue par les aménageurs. Pour un seul lieu de résidence on a maintenant deux lieux de travail, qui n'ont, a priori, aucune raison d'être voisins ou même de se trouver dans la même direction. Le mot d'ordre traditionnel « rapprocher l'habitat de l'emploi » doit donc être repensé.

Il doit l'être d'autant plus que la croissance continue de la proportion de familles propriétaires de leur logement s'accompagne d'un accroissement, non moins marqué, de la

mobilité et de la précarité de l'emploi. Le pôle le plus solide de la relation habitat-emploi est désormais le logement. La baisse de la mobilité résidentielle constatée entre 1982 et 1990 le confirme. Le problème est aujourd'hui de rapprocher des deux emplois de l'habitat, ce qui, dans la situation économique actuelle, est loin d'être facile.

A cela s'ajoute le fait qu'atteindre l'équilibre entre nombre d'actifs et nombre d'emplois, dans un secteur géographique donné, ce garantit ou lement une diminution des migrations alternantes. La ville nouvelle de Cergy-Pontoise compte à peu près autant de personnes actives que d'emplois. Or, la moitié des actifs travaillent ailleurs et la moitié des emplois sont occupés par des gens d'habitant pas à Cergy. Encore plus étonnant : alors que Paris compte 800 000 emplois de plus que d'actifs, la proportion des Parisiens allant travailler en banlieue ne cesse de croître : 17 % en 1968, 21 % en 1975, 23 % en 1982, 27 % en 1990.

L'accroissement de la mobilité domicile-travail (accompagné par une augmentation encore plus vive de la mobilité pour d'autres motifs) rend nécessaire le développement de transports en commun de plus en plus performants. Il ne s'agit plus de réduire les distances, mais de diminuer les temps de déplacement. Au moins faudrait-il maintenir à trente minutes — comme c'était le cas depuis vingt ans — la moyenne des temps de transport à l'intérieur de la région capitale.

JEAN-JACQUES RONSAC (Paris)

Succès du Festival d'Ile-de-France

L'article intitulé « Musique et vieilles pierres » (Le Monde daté 26-27 septembre) m'a tout à la fois fait plaisir et irrité. Marc Ambroise-Rendu a bien décrit la réalité du Festival d'Ile-de-France et fait ressortir son originalité : vingt-neuf concerts dans vingt-huit lieux, un partenariat avec vingt-huit communes, huit départements, en plus du conseil régional et de l'Etat. Permettez-moi toutefois de rectifier quelques imprecisions. Le festival a été créé, non au milieu des années 80, mais en 1976. C'est non seulement Jean Robin mais aussi Vincent Berthier de Lioncourt qui ont été à son origine et l'ont développé dix années durant. Le budget du festival n'est pas de 4 millions de francs, mais s'élève en 1993 à 5 400 000 francs, avec une participation de l'Etat de 7 %.

« Succès mitigé », dites-vous. Le taux de remplissage des concerts a évolué ainsi : 1989 : 57 %, 1990 : 73 %, 1991 : 83 %, 1992 : 89 %. Entre 1990 et 1992, la proportion de concerts auxquels les villes d'accueil ont participé financièrement est passée de 39 % à 94 %. Au moment où j'ai décidé de quitter le festival, j'étais heureux d'avoir pu contribuer à un réel développement du projet dont m'avait chargé le conseil régional. Et j'étais heureux de confier à Charlotte Latiéras, en mars 1993, un festival et une équipe en bonne santé.

PASCAL DUMAY (Ancien directeur du Festival d'Ile-de-France)

YVELINES

AUBERGENVILLE PRÉPARE SON AVENIR

Son maire a entrepris une longue consultation sur les projets de la ville

AUBERGENVILLE vivra, jusqu'au 28 février, au rythme d'une consultation populaire sur son avenir à l'horizon des vingt prochaines années. Cette consultation a débuté le samedi 9 octobre par la présence, dans la rue, du maire et des adjoints chargés d'exposer aux 12 000 habitants (dont 13 % d'origine étrangère) les propositions d'aménagement et de recueillir leurs réactions, leurs réflexions, leurs souhaits et leurs critiques sur une bonne vingtaine de projets.

Au terme de l'opération, Alain Pierre, maire socialiste de cette commune au budget élevé (120 millions de francs en 1992) grâce à la taxe professionnelle de l'usine Renault, présentera un « projet de ville » passé au filtre de la population. « Je suis arrivé à un tournant de mon mandat et j'ai éprouvé le besoin de connaître le sentiment des habitants d'Aubergenville avant d'entreprendre de nouvelles réalisations ».

Alain Pierre rappelle que sa campagne électorale aux municipales de 1989 s'appuyait beaucoup sur la démocratie et la citoyenneté : la consultation lancée ce samedi devrait « réveiller les citoyens », qui, en mois de mai, n'avaient pas « accroché » à la formule classique d'un Livre blanc communal.

La nouvelle formule imaginée par le service de communication de la mairie, avec le concours d'une agence spécialisée,

se repose sur des animations organisées aux points stratégiques de la ville : les berges de la Seine, la cité-jardin d'Elisabethville, le nouveau quartier de la gare, le lycée, la zone d'activités des Chévrées, le centre culturel et le quartier d'Acosta, une cité HLM de 2 000 logements qui concentre la moitié de la population.

Antérieurement à un concert, une mini-croisière ou une démonstration de parachutisme, les habitants ont rencontré les élus, en présence d'un écrivain public qui note leurs suggestions. Parallèlement, un cahier de doléances a été distribué dans chaque foyer. Des réunions de quartier, des débats avec les associations complètent cette radioscopie minutieuse. Le contenu de ces documents sera confronté aux résultats d'une enquête effectuée cette fois-ci par un institut spécialisé.

Le document final, conçu comme une charte de développement, fera l'objet d'une présentation publique fin février : les habitants apprécieront alors la concrétisation de leurs attentes pour ce chef-lieu de canton qui occupe, en vallée de Seine, une position charnière entre Mantes-la-Jolie et Les Mureaux. Aubergenville a connu à ce titre, ces dernières années, une urbanisation rapide, à laquelle il s'agit maintenant de donner une cohérence.

Pascale Sauvage

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO
Le Monde L'ÉCONOMIE

I L E - D E - F R A N C E

PARIS

LE MIROIR DE BELLEVILLE

L'un des quartiers les plus cosmopolites du monde se retourne sur son passé

«U N après-midi à Belleville, le titre de la manifestation organisée par la maison de La Villette, un samedi de septembre, ressemblait à une invitation au voyage. C'en était un, mais en chambre. Nulle visite sur les lieux n'était programmée. Pour faire connaissance avec la célèbre colline du nord-est parisien il suffisait de regarder et d'écouter.

Sur les cimaises de la maison, un groupe de photographes du quartier affaiblit ses meilleurs clichés. Une sorte de reportage sur la vie quotidienne de Belleville. Dans une salle obscure, quatre films documentaires déroulaient successivement leurs séquences. Au rayon des publications, Maurice Arnould, vieux artisan bottier qui est le barde du quartier, dédicait ses souvenirs. On trouvait aussi deux numéros spéciaux, l'un d' *Hommes et Migrations*, l'autre de *Quartiers libres*, entièrement consacrés à Belleville (1). Enfin un débat, auquel participaient les anima-

teurs du secteur, occupa une partie de l'après-midi. Belleville se montrait, se regardait et s'interrogeait sur sa singularité. Une démarche qui n'est pas courante et qui ne devait rien aux officiels de la ville.

C'est en effet un exotique quartier que Belleville. Un nom célèbre mais une réalité inconnue des touristes et de bien des Parisiens. Vainc d'abord, avec ses 129 mètres, le point culminant des collines parisiennes. Un château d'eau naturel d'où descendaient des rigoles et dont les eaux minérales furent jadis exploitées. Ce rival de Montmartre eut son moulin de la Galette, son funiculaire, ses carrières de gypse, ses vignes et ses cabarets. Avec, en supplément, le premier télégraphe de l'ingénieur Claude Chapppe.

Paroisse rurale puis commune suburbaine, Belleville a toujours regardé la capitale qui s'étale à ses pieds du haut de sa grandeur. A l'écart des voies de communication et séparée du centre par le mur des Fermiers généraux, on y a cultivé long-

temps une fierté quasi insulaire. L'annexion de 1860, le dépeçage entre quatre arrondissements (10^e, 11^e, 19^e et 20^e), la marée montante des industries et l'installation massive des ouvriers chassés par les percées haussmanniennes n'ont pas réussi à effacer ce sentiment. Au contraire. La succomba le dernier bastion des communards. Malgré ce que l'on croit, Belleville fut, jusqu'au début de ce siècle, le plus parisien des quartiers. Plus de la moitié de ses habitants étaient nés sur place contre 36 % pour l'ensemble de la capitale.

Destructions et exclusions

Plus tard seulement, à partir de 1920, arrivèrent les vagues d'immigrants. Juifs d'Europe centrale, Grecs, Arméniens fuyant les persécutions trouvant sur ces hauteurs ateliers et logements à petit prix. Après la deuxième guerre mondiale arrivèrent les Maghrébins, les Espa-

gnols, les Portugais, les Yougoslaves, les Asiatiques et dernièrement les Africains.

Ainsi s'est constitué spontanément l'un des morceaux de ville les plus cosmopolites du monde. Chaque communauté a ses emmures, ses lieux de culte, ses associations. On ne se mélange pas, mais on cohabite sans friction.

Usé par le temps et une occupation intensive, ce tissu urbain devait, un jour ou l'autre, attirer l'attention des édiles. Depuis les années 60, la rénovation s'y exerce pesamment. On lui doit des grands ensembles, des immeubles sans grâce et de brillants jardins comme celui du parc de Belleville.

Mais au prix de destructions et d'exclusions de plus en plus mal supportées. Le projet de modernisation du secteur de la rue Ramponneau, par exemple, s'est heurté à l'opposition des gens du quartier groupés au sein de l'association La Bellevilleuse (Le Monde du 7 février).

Belleville se défend désormais avec une telle détermi-

nation que les aménageurs en sont paralysés. Entre le bulldozer et le laisser-pourrir ils n'arrivent pas à imaginer un traitement adapté à cet écosystème riche, fragile et déconcertant. Car Belleville n'a rien d'un milieu amorphe et résigné.

Au contraire, il foisonne d'initiatives, de groupements de toutes sortes, d'associations à but social, éducatif ou culturel. On y trouve encore plusieurs cinémas, des théâtres et des journaux locaux. La MJC s'enorgueillit de ses 1 500 adhérents et les ateliers d'artistes se comptent par centaines. C'est cette vie intense que l'après-midi organisée par la maison de La Villette permettait de découvrir.

Belleville n'apparaît pas seulement sous les traits d'un quartier original ou pittoresque. Il fonctionne depuis trois quarts de siècle comme un instrument d'intégration qui n'a pas coûté grand-chose à la puissance publique. En ce sens, il joue un rôle irremplaçable dans la vie de Paris. En retour, la capitale ne lui doit-elle pas une respectueuse considération ?

Marc Ambroise-Rendu

(1) « Hommes et migrations : Belleville », septembre 1993, 38 F. « Quartiers libres : Belleville », N° 5657, automne 1993, 25 F.

EMPLOI

Saint-Quentin tente de résister à la crise

Directeur de l'établissement public d'aménagement de Saint-Quentin-an-Yvalinas depuis le 19 juillet, Gilbert Roubaud, qui a remplacé Jean-Paul Alduy, se déclare optimiste sur l'évolution économique et urbaine de la ville nouvelle, en dépit des cinquante mille mètres carrés de bureaux disponibles. Il s'agit pour les trois quarts de locaux désertés en raison de la crise, « ce qui signifie que nos prévisions d'aménagement étaient justes ». Il ajoute que la concentration de Matra à Vélizy est compensée par l'implantation de Thomson qui vient d'engager la seconde tranche de son établissement à Elancourt.

« Saint-Quentin, en dépit de la crise, voit arriver des emplois d'avenir », prévoit-il, classant la ville nouvelle au rang de « second pôle de développement de l'Ouest parisien après la Défense ». Quant à l'activité de l'établissement public, il a estimé qu'elle dépendra, dans les quatre années à venir, « du niveau économique et non des réserves foncières largement suffisantes ».

IMMOBILIER

LA COOPÉRATIVE DE BOULOGNE

Des particuliers reprennent le programme de logements d'un promoteur

deux pas du bois de Boulogne et de Roland-Garros, dans une rue tranquille des Hauts-de-Seine, un modeste panneau : « Société civile de coopérative de construction Clément-Transvaal. Huit appartements et trois bureaux au prix de revient. Une coopérative SERPIC ». Rien de tape-à-l'œil, pas de bureau de vente. C'est, en effet, grâce à la suppression des frais de commercialisation, des frais financiers et de la marge du promoteur que le système permet de substantielles réductions. Ici, le prix de vente du mètre carré, fixé à 35 000 francs par le promoteur, a été ramené à 22 000 francs par la coopérative qui a récemment repris l'affaire. Un prix qui reste en deçà du marché local (environ 28 000 francs le mètre carré).

Loin de l'aventure

Ce programme a été initié par le GRC, un promoteur d'origine lyonnaise spécialisé dans l'urbanisme commercial (Bercy 2 par exemple), qui, à l'heure de la crise, a souhaité se désengager de ses opérations de diversification, dans le logement notamment. Or, le banquier du GRC connaissait la SERPIC (Société d'études et de recherches en promotion immobilière coopérative) et son PDG, Philippe de Chaballier, spécialisé pour sa part dans les montages coopératifs. Contacté au printemps, ce dernier a mobilisé son réseau de connaissances et fait ses comptes. Mynennant un confortable rabais sur le prix du terrain, l'affaire était lancée. Après la démolition d'un vieux immeuble, le chantier commença à la mi-octobre pour s'achever fin 1994. Au programme : huit grands appartements nu doublex (de 80 à 280 mètres carrés) et trois bureaux sur six niveaux, autour d'un vaste jardin.

Avant de démarrer l'opération - c'est-à-dire l'achat du terrain, le choix d'un architecte (le cabinet local ORCA) et d'un gestionnaire (la SERPIC), et la commande des travaux - le financement devait être totalement bouclé. Pour cela, une société coopérative est constituée, les acquéreurs ayant un nombre de parts proportionnel à la taille de leur lot. Plus de 60 % des lots doivent être affectés,

les 40 % restants étant obligatoirement garantis par la banque (c'est le cas ici pour deux bureaux).

L'assemblée générale nomme des administrateurs et un président : tout est transparent, les grandes décisions sont collectives. Les appels de fonds interviennent au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Dernière protection : grâce à un contrat de promotion immobilière, le constructeur (ici le GRC) s'engage à respecter les délais et les prix. A la livraison, les comptes sont fermés et la coopérative dissoute.

Bref, coopérative ne rime plus avec aventure. Dans une loi de 1971, deux des principales garanties (le financement assuré au départ et le contrat de promotion immobilière) ont en effet échangé la donne. Avant cela, le système marchait selon la « méthode de Grenoble », c'était pour le meilleur et pour le pire. Qu'on se souvienne du scandale de l'opération du Point-du-Jour, montée par l'architecte Fernand Pouillon (à Boulogne-Billancourt aussi) à la fin des années 50.

Les coopératives, jadis nombreuses et dotées d'une fédération, ont quasiment disparu depuis 1971. La SERPIC, créée en 1975, se distingue toutefois de celles qui l'ont précédée par son oratoire très haut de gamme. Plus spéculatif, n'offrant plus de marges de manœuvre dans la construction, le luxe permet à la SERPIC d'être plus compétitive.

Si des architectes ou des professionnels de l'immobilier maintiennent ici et là des affaires de ce genre, Philippe de Chaballier est un des rares à mener le jeu coopératif « pur et dur » et à ne pas prendre une commission, sur l'achat du terrain, par exemple... La rémunération de la SERPIC (trois personnes), ce sont les honoraires (libres) de gestion, environ 5 % du coût total. Confratiles. Mais la mission, lourde de formalisme juridique, nécessite un solide savoir-faire et surtout un grand réseau de contacts. « Les périodes de crise sont propices au système coopératif, car elles poussent à trouver des solutions astucieuses », estime Philippe de Chaballier, dont la société est restée inactive pendant les années glorieuses de l'immobilier.

Hélène Giraud

ICI, MÊME LES AMBITIONS LES PLUS LARGES NE SONT PAS À L'ÉTROIT

Des mètres carrés pour entreprendre... Une position stratégique déterminante... De solides infrastructures et un puissant réseau de communication... Il n'est pas étonnant que la Seine et Marne ait déjà vu s'épanouir de nombreuses entreprises de toutes tailles, françaises et étrangères. Car dans le plus vaste territoire d'Ile de France, aucune ambition n'est à l'étroit.

Le premier fabricant européen de disques de Noël
DROGUET

YAMAHA
Fabricant d'instruments de musique depuis 1887

Exporte dans 130 pays de l'Alaska au Liban
NINA RICCI

La qualité des voies de communication, 5 autoroutes, la proximité des 2 aéroports internationaux (ORLY et ROISSY), l'interconnexion des TGV, donnent au département des infrastructures exceptionnelles.

La Seine et Marne a développé un enseignement de qualité en faveur d'une population jeune dont le tiers est âgé de moins de 20 ans. Des formations supérieures comme l'École des Mines et l'INSEAD lui donnent une réputation internationale.

SEINE ET MARNE ESPACE D'ÉPANOUISSEMENT

Pour tous renseignements retournez le bon ci-dessous

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

SEINE & MARNE DÉVELOPPEMENT

46-51, Avenue Thiers 77000 Meaux
Tél. (1) 64 37 68 45